

---

---

**J O U R N A U X**

**DE**

**L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.**

**VOL. XII.**

---

---

# **JOURNAUX**

DE

## **L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

DE LA

### **PROVINCE DE QUEBEC,**

**DEPUIS LE 4 JUIN JUSQU'AU 20 JUILLET 1878,**

**LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT,**

**DANS LES QUARANTE-ET-UNIÈME ET QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉES DU RÈGNE  
DE NOTRE SOUVERAINE DAME,**

**LA REINE VICTORIA,**

**ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DU QUATRIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE  
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.**

---

**SESSION 1878.**

---

**IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.**

**QUÉBEC :**  
**IMPRIMERIE DE LEGER BROUSSEAU.**

**VOL. XII.**



## PROCLAMATIONS.

---

CANADA, }  
Province de Québec. }  
[L. S.]

L. LETELLIER.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A nos bien-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner,—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU qu'il nous a plu convoquer la Législature de Québec pour le ONZIÈME jour du mois d'AVRIL prochain ;

Et ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province ;

A CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale Nous dissolvons la dite Assemblée Législative ; Nous exemptons, en conséquence, les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative, de l'obligation de s'assembler et d'être présents le ONZIÈME jour du mois d'AVRIL prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Luc LETELLIER DE SAINT JUST, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-DEUXIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-huit, et de Notre Règne la quarante-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA, }  
Province de Québec. }  
[L. S.]

L. LETELLIER.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement ;

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre volonté et Plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de Nos Brefs d'Election en due forme pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'Election seront en date du VINGT TROISIÈME jour de MARS courant, et rapportables le SEIZIÈME jour de MAI prochain ; les présentations des candidats aux différentes élections dans tous les districts électoraux de la Province auront lieu et se feront le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à l'exception cependant de Nos Brefs d'Election pour la Division Electorale de *Gaspé*, et pour la Division Electorale de *Chicoutimi* et *Saguenay*, lesquels Brefs d'Election seront rapportables le VINGT NEUVIÈME jour de MAI prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LUC LETELLIER DE SAINT JUST, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-DEUXIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-huit, et de Notre Règne la quarante-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.



CANADA, }  
Province de Québec. }  
[L. S.]

L. LETELLIER.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

PROCLAMATION.

**S**ACHÉZ que, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de *Québec*, en Notre dite Province, SAMEDI, le PREMIER jour de JUIN, pour alors et là conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-DEUXIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-huit, et de Notre Règne la quarante-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,  
Province de Québec. }  
[L. S.]

L. LETELLIER.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre cité de Québec, le PREMIER jour du mois de JUIN mil huit cent soixante et dix-huit—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au PREMIER jour du mois de JUIN prochain. NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à MARDI, le QUATRIÈME jour du mois de JUIN prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de Québec, le dit PREMIER jour de JUIN prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le QUATRIÈME jour du mois de JUIN prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Luc LETELLIER DE SAINT-JUST, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-huit, et de Notre Règne la quarante-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT, .

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

LISTE des noms des membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, conformément aux Writs émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, etc., etc., portant date du vingt-troisième jour de Mars mil huit cent soixante et dix-huit.

Comtés.	Officiers-Rapporteurs.	Membres élus.	Remarques.
Argenteuil.....	Thomas Barron.....	Robert G. Meikle, écuyer.....	
Bagot.....	J. C. Bachand.....	Narcisse Blais, “ .....	
Beauce.....	Ephrem Proulx.....	Joseph Poirier, “ .....	
Beauharnois.....	J. Mayer.....	Célestin Bergevin, “ .....	
Bellechasse.....	Solyme Forgues.....	Pierre Boutin, “ .....	
Berthier.....	Basile E. Pellant.....	Joseph Robillard, “ .....	
Bonaventure.....	J. G. Lebel.....	Joseph Israël Tarte, “ .....	
Brome.....	Hiram S. Foster.....	Wm. Warren Lynch, “ .....	
Chambly.....	Pierre Hurteau.....	Michel D. S. Martel, “ .....	
Champlain.....	Elie Rinfret.....	Dominique N. St. Cyr, “ .....	
Charlevoix.....	Pamphile Cimon.....	Onésime Gauthier, “ .....	
Chateauguay.....	Alexis M. Gagnier.....	Edouard Laberge, “ .....	
Chicoutimi et Saguenay.....	Ovide Bossé.....	William Evan Price, “ .....	
Compton.....	Elias S. Orr.....	William Sawyer, “ .....	

LISTE des noms des membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, etc.—(Suite).

Comtés.	Officiers-Rapporteurs.	Membres élus.	Remarques.
Deux Montagnes.....	Dosithé Dupras.....	Charles L. Champagne, “	.....
Dorchester.....	Jos. Edouard Rouleau.....	Nicodème Audet, “	.....
Drummond et Arthabaska.....	M. J. A. Poisson.....	William John Watts, “	.....
Gaspé.....	Alphonse Dumais.....	Edmond James Flynn, “	.....
Hochelaga.....	Flavien Filinbreault.....	Hon. Louis Beaulieu.....	.....
Huntingdon.....	Andrew Sommerville.....	Alexander Cameron, écuyer.....	Par acclamation.
Iberville.....	Michel A. Besette.....	Louis Molleur, fils, “	.....
Jacques-Cartier.....	L. W. Sicotte.....	Narcisse M. LeCavallier, “	.....
Joliette.....	Chs. Gaspard Beaudouin.....	Vincent Paul Lavallée, “	.....
Kamouraska.....	Henri Garon.....	Chs. Antoine E. Gagnon, “	.....
Laprairie.....	Ad. Beauvais.....	Léon B. A. Charlebois, “	.....
L'Assomption.....	Barthélemi Rocher.....	Onuphe Peltier, “	.....
Laval.....	Adélard E. Léonard.....	Louis O. Loranger, “	“
Lévis.....	Louis Bégin.....	Et. Théodore Paquet, “	Officier Rapporteur commissonné.
L'Islet.....	Arsène Michaud.....	Jean Bte. Dupuis, “	Officier Rapporteur commissonné.

Lotbinière.....	Joseph Filteau.....	Hon. Henri G. Joly.....	
Maskinongé .....	J. A. Pichette.....	Edouard Caron, écuyer.....	
Mégantic.....	William Lambly.....	Hon. George Irvine.....	
Missisquoi.....	Richard Dickinson.....	Ernest Racicot, écuyer.....	
Montcalm.....	Joseph Ed. Beaupré.....	Octave Magnan, “ .....	
Montmagny.....	David Lépine.....	Louis Napoléon Fortin, “ .....	
Montmorency .....	Gabriel Dick.....	Charles Langelier, “ .....	
Montréal-Centre .....	Edward Holton .....	Horatio Admiral Nelson, “ .....	Officier Rapporteur commissiionné.
Montréal-Est.....	L. N. Duvernay.....	Louis Olivier Taillon, “ .....	
Montréal-Ouest.....	Godfroy Papineau.....	James McShane, Jnr., “ .....	
Napierville.....	Ephrem Bouchard .....	Laurent D. Lafontaine, “ .....	
Nicolet.....	Jos. Achille Blondin.....	Chs. Edouard Houde, “ .....	
Ottawa-Comté .....	William Washburn.....	Louis Duhamel, “ .....	
Pontiac .....	Walter Rimer.....	Hon. Levi Ruggles Church.....	
Portneuf.....	George Rinfret.....	Hon. François Langelier.....	Officier Rapporteur commissiionné.
Québec-Centre.....	Hon. Chs. Alleyn.....	Rémi R. Rinfret dit Malouin, écuyer... ..	
Québec-Est.....	C. N. Montizambert.....	Joseph Sheyhn, “ .....	
Québec-Ouest.....	Andrew A. Caron.....	Arthur Murphy, “ .....	

## LISTE des noms des membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, etc.—(Suite.)

Comté.	Officier-Rapporteurs.	Membres élus.	Remarques.
✓ Québec-Comté .....	Didier Jos. Montambault.....	Hon. David Ross.....	Officier Rapporteur commissionné.
✓ Richelieu.....	Jules Chevalier.....	Michel Mathieu, écuyer.....	
✓ Richmond et Wolfe.....	P. C. Cleveland.....	Jacques Picard, “ .....	
✓ Rimouski.....	André Elzéar Guay.....	Hon. Alexandre Chauveau.....	
✓ Rouville.....	Eugène Poulin.....	Solyme Bertrand, écuyer.....	
✓ St. Hyacinthe.....	Horace St. Germain.....	Hon. Pierre Bachand.....	
✓ St. Jean.....	Guillaume A. Marchand.....	Hon. Félix G. Marchand.....	
✓ St. Maurice.....	A. Edmond Gervais.....	Frs. Sévère Lesieur Désaulniers, écuyer	
✓ Shefford.....	J. Lefebvre.....	Joseph Lesiège Lafontaine, “ .....	
✓ Sherbrooke .....	G. F. Bowen.....	Hon. Joseph Gibb Robertson.....	
✓ Soulanges.....	Luc H. Masson.....	William Duckett, écuyer.....	Par acclamation.
✓ Stanstead.....	Chs. A. Richardson.....	Henry Lovell, “ .....	
✓ Témiscouata.....	Elie Mailloux.....	George Honoré Deschênes, “ .....	
✓ Terrebonne.....	Louis Z. Lachaine.....	Hon. Jos. A. Chapleau.....	

Trois-Rivières.....	Sévère Dumoulin.....	Arthur Turcotte,	écuyer... Par acclamation.
Vaudreuil.....	Frs. de Salles Bastien.....	Emery Lalonde,	" "
Verchères.....	Aimé Geoffrion.....	Jean Baptiste Brousseau,	" "
Yamaska.....	Louis M. Blondin.....	Jonathan S. Campbell Würtele	" "

A GEORGE MANLY MUIR, Ecr.,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

BUREAU DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE,  
L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec 25 Mai 1878.





# JOURNAUX

DE

## L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

### PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1878.

---

Mardi, 4 juin 1878.

A la première session du quatrième Parlement de la Législature de la Province de *Québec*, commencée et tenue en la cité de *Québec*, le quatrième jour de juin, dans la quarante-et-unième année du règne de Notre Souveraine Dame *Victoria*, Reine du Royaume-Uni de la *Grande-Bretagne* et d'*Irlande*, défenseur de la foi, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante et dix huit.

Lequel jour, étant le premier de la réunion du premier Parlement pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation (ci-annexée) de Son Excellence l'Honorable *Luc Letellier de St. Just*, Lieutenant Gouverneur de la Province de *Québec*, *George Manly Muir*, *Etienne Simard* et *Paul Ernest Smith*, écuiers, commissaires nommés en vertu d'un *Dedimus Potestatem*, pour administrer le serment d'office aux membres de l'Assemblée Législative, se sont rendus, à dix heures de l'avant-midi, dans la salle destinée aux séances de l'Assemblée, où *George Manly Muir*, écuyer, Greffier de l'Assemblée Législative, s'est trouvé conformément à son devoir, et *Louis Honoré Huot*, écuyer, Greffier de la Couronne en Chancellerie, ayant remis au dit *M. Muir*, un rôle accompagné d'un certificat contenant une liste des noms des membres dont il a été fait rapport comme devant servir dans la présente Législature Provinciale, les commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés, ce qui étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le serment, ont pris leurs sièges dans l'Assemblée.

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

Messieurs,

Son Excellence le Lieutenant Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette Honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, les membres se sont rendus auprès de Son Excellence, dans la salle des séances du Conseil Législatif, Où étant,

L'Honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

*Honorables Messieurs, et Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

Son Excellence le Lieutenant Gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui ont fait convoquer la présente Législature Provinciale, avant qu'un Orateur de l'Assemblée Législative ait été choisi suivant la loi ; mais demain, à trois heures après-midi, Son Excellence expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

Et les députés étant de retour,

L'Honorable M. Joly, membre, représentant le district électoral de *Lotbinière*, secondé par l'Honorable D. A. Ross, membre, représentant le comté de *Québec*, s'adressant au Greffier (qui étant debout s'est tourné de son côté et ensuite s'est assis) propose à la Chambre pour son Orateur, *Arthur Turcotte*, écuier.

La Chambre ayant alors demandé que la question que, "*Arthur Turcotte*, écuier, prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur," soit mise aux voix ;

La Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Price,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>ville),</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Piquet,</i>	<i>Watts.—33.</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Wurtele.—32.</i>

Ainsi la question est résolue dans l'affirmative,

Et le Greffier ayant déclaré *Arthur Turcotte*, écuier, dûment élu, il est conduit au fauteuil par l'Honorable M. Joly, et l'Honorable M. Ross, et étant sur le premier degré du marchepied du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant pour son Orateur.

Alors il s'assied dans le fauteuil et la masse (qui était auparavant sous la table) est placée sur la table.

Alors l'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. le Procureur-Général Ross, propose, que la Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre s'ajourne, en conséquence, jusqu'à demain.

---

Mercredi, 5 juin 1878.

La Chambre étant assemblée, et l'Orateur élu ayant pris le fauteuil ;

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette Honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, l'Orateur élu s'est rendu, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et là, M. l'Orateur a parlé comme suit, savoir :

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

L'Assemblée Législative m'a élu comme Son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps, de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée, et non à l'Assemblée, dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame humblement pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers Sa Souveraine et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, l'accès à la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et de la part de Votre Excellence, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

Alors l'Honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

M. l'Orateur,

J'ai ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée Législative envers la personne de Sa Majesté et son gouvernement, et ne doutant point que ses délibérations soient conduites avec sagesse, modération et prudence, il accorde, et, en toutes les occasions, il reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée aura un prompt accès auprès de Son Excellence en toutes les occasions convenables et que Son Excellence interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que ses paroles et ses actions.

La Chambre étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil Législatif, et qu'il a informé Son Excellence que le choix de l'Orateur est tombé sur lui ; et aussi qu'il a au nom de la Chambre et pour elle réclamé, par une humble demande à Son Excellence, tous ses droits et privilèges, qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats et avoir accès auprès de la personne de Son Excellence, lorsque l'occasion le requerra, et que toutes ses délibérations puissent recevoir de Son Excellence l'interprétation la plus favorable ; et que, sur ce, Son Excellence a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, elle lui allouait et accordait tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de Son Excellence, en toutes les occasions convenables, et qu'elle interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que ses paroles et ses actions.

Ordonné, Que l'Honorable M. Joly, ait la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son-Excellence le Lieutenant-Gouverneur dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Excellence de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale ; et que pour prévenir toute erreur, il en a eu une copie qu'il a lue à la Chambre, et elle est comme suit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

C'est avec plaisir que je vous vois aujourd'hui réunis pour vous occuper des affaires de notre Province.

Notre condition financière est le sujet le plus important que vous ayez à considérer.

Nous avons à terminer les chemins de fer commencés, de manière à recueillir sous le plus bref délai possible, le fruit des sacrifices que nous nous sommes imposés pour leur construction.

Pour mener ces entreprises à bonne fin, et faire face à toutes nos obligations, il est indispensable de réduire les dépenses autant que cela peut se faire, sans nuire à l'efficacité du service public.

Je regrette d'avoir à vous annoncer que l'état des recettes et des dépenses pour les onze mois à dater du premier juillet dernier, accuse un déficit considérable

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Le budget de l'année fiscale prochaine vous sera soumis ; il a été préparé en vue de la plus stricte économie, afin d'atteindre le résultat auquel tous nos efforts doivent tendre, celui d'équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes sur le peuple.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Afin de placer les finances de la Province sur une base plus satisfaisante, des mesures vous seront soumises dont l'effet sera de dégrever le budget de certaines dépenses considérables.

Il vous sera soumis un projet de loi pour transférer au Commissaire des Travaux Publics tous les pouvoirs dont les commissaires des chemins de fer sont maintenant revêtus et pour abolir leur office.

Une mesure vous sera proposée pourvoyant à l'abolition des Cours de Magistrats de District.

Vous serez appelés à considérer un projet de loi ayant pour but de modifier la Constitution de la Législature en ce qui concerne le Conseil Législatif.

Depuis la dernière session, jugement a été rendu par le Conseil Privé de Sa Majesté sur la question de l'arbitrage entre les provinces de Québec et Ontario ; copie de ce jugement vous sera soumise.

Je n'ai aucun doute que vous apporterez à l'accomplissement de vos importants devoirs, cette attention sérieuse, ce dévouement aux intérêts qui vous sont confiés, et cette fidélité à notre Gracieuse Souveraine Dame la Reine, que l'on est en droit d'attendre de la Législature de Québec.

Je fais des vœux pour que le ciel bénisse vos travaux et qu'ils assurent à notre Province, l'union, la paix et la prospérité.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par M. le Trésorier *Bachand*,  
*Ordonné*, Que le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux  
deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération demain.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par M. le Procureur-Général *Ross*,  
*Ordonné*, Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés,  
après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression ; et  
que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par M. le Trésorier *Bachand*,  
*Résolu*,—Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport  
de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'en  
suivront ; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront  
s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

*Résolu*,—Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre,  
ou a cherché à l'être par corruption et au moyen d'intrigues ou de menées, la  
Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui  
auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

*Résolu*,—Que l'offre d'argent ou de tout autre avantage, à un membre de  
l'Assemblée Législative, dans le but de faciliter la passation d'une mesure  
quelconque qui dépend du Parlement de la Province de *Québec*, ou qui doit y  
être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la  
constitution.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par M. le Procureur-Général *Ross*,  
*Résolu*, Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents pour la présente  
session, pour les objets suivants :

1. Les privilèges et élections. 2. Les ordres permanents. 3. Les chemins de  
fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.  
4. Les divers bills privés. 5. Les lois expirantes. 6. Les impressions. 7. Les  
comptes publics. 8. L'agriculture, l'immigration et la colonisation. 9. Sur les  
différentes industries dans cette Province ; lesquels dits comités auront respec-  
tivement pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront  
renvoyés par la Chambre ; et de faire rapport de temps à autre de leurs obser-  
vations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers  
et records.

Alors, la Chambre s'ajourne.

---

Jeudi, 6 juin 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Mathieu*,—la pétition du club pour la protection de la chasse, de la  
ville de *Sorel*.

Par M. *Nelson*,—la pétition de la corporation de la cité de *Montréal*.

Par M. *McShane*,—la pétition de *F. Geriken* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Blais*,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de jonction du  
lac *Champlain* et du *St. Laurent*.

L'ordre du jour pour la prise en considération du discours de Son Excellence  
le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale,  
étant lu ;

M. Gagnon, secondé par M. Nelson, propose, 1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la première session du quatrième parlement de la Province de Québec, et de plus pour assurer Son Excellence :

2. Que nous prions Son Excellence qui nous voit avec plaisir réunis pour nous occuper des affaires de notre province, de croire que nous porterons à ces affaires notre plus grande attention.

3. Que nous pensons avec Son Excellence que notre condition financière est le sujet le plus important que nous ayons à considérer.

4. Que nous sommes d'opinion avec Son Excellence que nous devons terminer les chemins de fer commencés, de manière à recueillir, sous le plus bref délai possible, le fruit des sacrifices que nous nous sommes imposés pour leur construction.

5. Que pour mener ces entreprises à bonne fin et faire face à toutes nos obligations, nous comprenons avec Son Excellence, qu'il est indispensable de réduire les dépenses, autant que cela peut se faire, sans nuire à l'efficacité du service public.

6. Que nous regrettons d'apprendre que l'état des recettes et des dépenses pour les onze mois à dater du premier juillet dernier, accuse un déficit considérable.

7. Que nous examinerons soigneusement le budget de l'année fiscale prochaine qui nous sera soumis, et que nous apprenons avec plaisir qu'il a été préparé en vue de la plus stricte économie, afin d'atteindre le résultat auquel tous nos efforts doivent tendre, celui d'équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes sur le peuple.

8. Que les mesures qui nous seront soumises pour dégrever le budget de certaines dépenses considérables et placer les finances de la Province sur une base plus satisfaisante, recevront toute notre attention.

9. Que nous considérerons attentivement le projet de loi qu'on nous soumettra pour transférer au Commissaire des Travaux Publics, tous les pouvoirs dont les Commissaires des chemins de fer sont maintenant revêtus et pour abolir leur charge.

10. Que nous étudierons avec soin la mesure qui nous sera proposée pour pourvoir à l'abolition des Cours de Magistrats de District.

11. Que nous apporterons toute notre attention, au projet de loi qui nous sera soumis, dans le but de modifier la Constitution de la Législature en ce qui concerne le Conseil Législatif.

12. Que nous attendons avec intérêt la communication du jugement rendu, depuis la dernière session, par le Conseil Privé de Sa Majesté, sur la question de l'arbitrage entre les Provinces de Québec et d'Ontario.

13. Que Son Excellence peut être assurée que nous nous efforcerons d'accomplir nos importants devoirs, avec cette attention sérieuse, ce dévouement aux intérêts qui nous sont confiés, et cette fidélité à notre Gracieuse Dame la Reine, que l'on est en droit d'attendre de la Législature de Québec.

14. Que, avec Son Excellence, nous faisons des vœux pour que le ciel bénisse nos travaux, et que ces travaux ainsi bénis assurent à notre Province l'union, la paix et la prospérité.

L'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable M. Church, propose sous forme d'amendement, que le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des dites résolutions :

"Que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité."

M. *Molleur*, secondé par M. *Watts*, propose sous forme d'amendement au dit amendement que le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des dites résolutions :

"Que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité," soient effacés et que les mots "cette chambre approuve complètement la politique d'économie et de retranchement inaugurée par le gouvernement et espère qu'il continuera à la mettre énergiquement à effet," soient mis à la place.

Et objection étant faite, que l'amendement au dit amendement n'est pas dans l'ordre, parcequ'il contient des expressions et des principes contenus dans l'amendement proposé, ainsi que dans la motion principale.

M. l'Orateur décide que l'amendement proposé au premier amendement, est dans l'ordre.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de M. l'Orateur :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Piquet,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Price,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>ville.)</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shchyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Watts.—32.</i>
<i>Fortin,</i>			

Contre la décision de M. l'Orateur :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lecavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Wurtele.—32.</i>

Et les voix étant également divisées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans l'affirmative.

Et l'amendement proposé au premier amendement étant de nouveau proposé ;  
Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 7 juin 1878.

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à 3 heures P. M. aujourd'hui.  
Et alors, la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit et quart vendredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 7 juin 1878.

*Ordonné*, Que M. *LeCavalier* ait la permission d'introduire un bill pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé hier à l'amendement proposé à la question,

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la première session du quatrième Parlement de la Province de *Québec*, et de plus pour assurer Son Excellence :

2. Que nous prions Son Excellence qui nous voit avec plaisir réunis pour nous occuper des affaires de notre province, de croire que nous porterons à ces affaires notre plus grande attention.

3. Que nous pensons avec Son Excellence que notre condition financière est le sujet le plus important que nous ayons à considérer.

4. Que nous sommes d'opinion avec Son Excellence que nous devons terminer les chemins de fer commencés, de manière à recueillir, sous le plus bref délai possible, le fruit des sacrifices que nous nous sommes imposés pour leur construction.

5. Que pour mener ces entreprises à bonne fin et faire face à toutes nos obligations, nous comprenons avec Son Excellence, qu'il est indispensable de réduire les dépenses, autant que cela peut se faire, sans nuire à l'efficacité du service public.

6. Que nous regrettons d'apprendre que l'état des recettes et des dépenses pour les onze mois à dater du premier juillet dernier, accuse un déficit considérable.

7. Que nous examinerons soigneusement le budget de l'année fiscale prochaine qui nous sera soumis, et que nous apprenons avec plaisir qu'il a été préparé en vue de la plus stricte économie, afin d'atteindre le résultat auquel tous nos efforts doivent tendre, celui d'équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes sur le peuple.

8. Que les mesures qui nous seront soumises pour dégrever le budget de certaines dépenses considérables et placer les finances de la Province sur une base plus satisfaisante, recevront toute notre attention.

9. Que nous considérerons attentivement le projet de loi qu'on nous soumettra pour transférer au Commissaire des Travaux Publics, tous les pouvoirs dont les Commissaires des chemins de fer sont maintenant revêtus et pour abolir leur charge.

10. Que nous étudierons avec soin la mesure qui nous sera proposée pour pourvoir à l'abolition des Cours de Magistrats de District.

11. Que nous apporterons toute notre attention, au projet de loi qui nous sera soumis, dans le but de modifier la Constitution de la Législature en ce qui concerne le Conseil Législatif.

12. Que nous attendons avec intérêt la communication du jugement rendu, depuis la dernière session, par le Conseil Privé de Sa Majesté, sur la question de l'arbitrage entre les Provinces de *Québec* et d'*Ontario*.

13. Que Son Excellence peut être assurée que nous nous efforcerons d'accomplir nos importants devoirs, avec cette attention sérieuse, ce dévouement aux intérêts qui nous sont confiés, et cette fidélité à notre Gracieuse Souveraine Dame la Reine, que l'on est en droit d'attendre de la Législature de *Québec*.

14. Que, avec Son Excellence, nous faisons des vœux pour que le ciel bénisse nos travaux, et que ces travaux ainsi bénis assurent à notre Province l'union, la paix et la prospérité.



Lequel amendement était, que le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des résolutions :

“ Que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par cette majorité.”

Lequel amendement au dit amendement était que les mots “ le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des dites résolutions : “ Que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'Assemblée,” soient effacés et que les mots “ cette Chambre approuve complètement la politique d'économie et de retranchement inaugurée par le gouvernement et espère qu'il continuera à la mettre énergiquement à effet ” soient mis à la place, étant lu ;

La Chambre reprend les dits débats.

Et la question sur l'amendement au dit amendement étant de nouveau proposée ;

Et de nouveaux débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions du chapitre 4, des statuts de la Province de Québec, appelle M. *Joseph Shehyn*, écuier, membre pour la division électorale de Québec-Est, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Shehyn*, prend en conséquence le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

*Samedi, 8 juin 1878.*

Et les débats continuant,

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Nelson*,  
*Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Trésorier *Bachand*,  
*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à deux heures, P. M., aujourd'hui.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à une heure et demie, samedi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

*Samedi, 8 juin 1878.*

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *F. Geriken* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à l'acte des licences de *Québec*.

Du Club de chasse de *Sorel* ; demandant des amendements à la loi de la chasse.

De la corporation de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte pour prohiber les processions de parti dans la dite cité.

De la Compagnie du chemin de fer de jonction du lac *Champlain* et du *St. Laurent* ; demandant la passation d'un acte accordant un délai à la dite Compagnie pour la complétion de son chemin.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé jeudi, le 6 du courant, à l'amendement proposé à la question,

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la première session du quatrième Parlement de la Province de *Québec*, et de plus pour assurer Son Excellence :

2. Que nous prions Son Excellence qui nous voit avec plaisir réunis pour nous occuper des affaires de notre Province, de croire que nous porterons à ces affaires notre plus grande attention.

3. Que nous pensons avec Son Excellence que notre condition financière est le sujet le plus important que nous ayons à considérer.

4. Que nous sommes d'opinion avec Son Excellence que nous devons terminer les chemins de fer commencés, de manière à recueillir, sous le plus bref délai possible, le fruit des sacrifices que nous nous sommes imposés pour leur construction.

5. Que pour mener ces entreprises à bonne fin et faire face à toutes nos obligations, nous comprenons avec Son Excellence qu'il est indispensable de réduire les dépenses, autant que cela peut se faire, sans nuire à l'efficacité du service public.

6. Que nous regrettons d'apprendre que l'état des recettes et des dépenses pour les onze mois à dater du premier juillet dernier, accuse un déficit considérable.

7. Que nous examinerons soigneusement le budget de l'année fiscale prochaine qui nous sera soumis, et que nous apprenons avec plaisir qu'il a été préparé en vue de la plus stricte économie, afin d'atteindre le résultat auquel tous nos efforts doivent tendre, celui d'équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes sur le peuple.

8. Que les mesures qui nous seront soumises pour dégrever le budget de certaines dépenses considérables et placer les finances de la Province sur une base plus satisfaisante, recevront toute notre attention.

9. Que nous considérerons attentivement le projet de loi qu'on nous soumettra pour transférer au Commissaire des Travaux Publics, tous les pouvoirs dont les Commissaires des chemins de fer sont maintenant revêtus et pour abolir leur charge.

10. Que nous étudierons avec soin la mesure qui nous sera proposée pour pourvoir à l'abolition des Cours de Magistrats de District.

11. Que nous apporterons toute notre attention, au projet de loi qui nous sera soumis, dans le but de modifier la Constitution de la Législature en ce qui concerne le Conseil Législatif.

12. Que nous attendons avec intérêt la communication du jugement rendu, depuis la dernière session, par le Conseil Privé de Sa Majesté, sur la question de l'arbitrage entre les Provinces de *Québec* et d'*Ontario*.

13. Que Son Excellence peut être assurée que nous nous efforcerons d'accomplir nos importants devoirs, avec cette attention sérieuse, ce dévouement aux intérêts qui nous sont confiés, et cette fidélité à notre Gracieuse Souveraine Dame la Reine, que l'on est en droit d'attendre de la Législature de *Québec*.

14. Que, avec Son Excellence, nous faisons des vœux pour que le ciel bénisse nos travaux, et que ces travaux ainsi bénis assurent à notre Province l'union, la paix et la prospérité.

---

Lequel amendement était, Que le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des dites résolutions :

“ Que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyé par cette majorité.”

Lequel amendement au dit amendement était, Que les mots “le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des dites résolutions :

“ Que cette Chambre tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'assemblée, lors de leurs rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité,” soient effacés et que les mots : “ cette chambre approuve complètement la politique d'économie et de retranchement inaugurée par le gouvernement et espère qu'il continuera à la mettre énergiquement à effet,” soient mis à la place, étant lu.

La Chambre reprend les dits débats.

Et la question sur l'amendement au dit amendement étant de nouveau proposée ;

Et de nouveaux débats s'ensuivant,

Sur motion de M. Langelier (*Montmorency*), secondé par M. Gagnon, Ordonné, Que les débats soient ajournés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 10 juin 1878.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Poirier,—la pétition de Louis St. Onge et autres, de la paroisse de St. François, comté de Beauce.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé jeudi, le 6 courant, à l'amendement proposé à la question,

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la première session du quatrième Parlement de la Province de Québec, et de plus pour assurer Son Excellence :

2. Que nous prions Son Excellence qui nous voit avec plaisir réunis pour nous occuper des affaires de notre Province, de croire que nous porterons à ces affaires notre plus grande attention.

3. Que nous pensons avec Son Excellence que notre condition financière est le sujet le plus important que nous ayons à considérer.

4. Que nous sommes d'opinion avec Son Excellence que nous devons terminer les chemins de fer commencés, de manière à recueillir, sous le plus bref délai possible, le fruit des sacrifices que nous nous sommes imposés pour leur construction.

5. Que pour mener ces entreprises à bonne fin et faire face à toutes nos obligations, nous comprenons avec Son Excellence, qu'il est indispensable de réduire les dépenses, autant que cela peut se faire, sans nuire à l'efficacité du service public.

6. Que nous regrettons d'apprendre que l'état des recettes et des dépenses pour les onze mois à dater du premier juillet dernier, accuse un déficit considérable.

7. Que nous examinerons soigneusement le budget de l'année fiscale prochaine qui nous sera soumis, et que nous apprenons avec plaisir qu'il a été préparé en vue de la plus stricte économie, afin d'atteindre le résultat auquel tous nos efforts doivent tendre, celui d'équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes sur le peuple.

8. Que les mesures qui nous seront soumises pour dégrever le budget de certaines dépenses considérables et placer les finances de la Province sur une base plus satisfaisante, recevront toute notre attention.

9. Que nous considérerons attentivement le projet de loi qu'on nous soumettra pour transférer au Commissaire des Travaux Publics, tous les pouvoirs dont les Commissaires des chemins de fer sont maintenant revêtus et pour abolir leur charge.

10. Que nous étudierons avec soin la mesure qui nous sera proposée pour pourvoir à l'abolition des Cours de Magistrats de District.

11. Que nous apporterons toute notre attention, au projet de loi qui nous sera soumis, dans le but de modifier la Constitution de la Législature en ce qui concerne le Conseil Législatif.

12. Que nous attendons avec intérêt la communication du jugement rendu, depuis la dernière session par le Conseil Privé de Sa Majesté, sur la question de l'arbitrage entre les Provinces de *Québec* et d'*Ontario*.

13. Que Son Excellence peut être assurée que nous nous efforcerons d'accomplir nos importants devoirs, avec cette attention sérieuse, ce dévouement aux intérêts qui nous sont confiés, et cette fidélité à Notre Gracieuse Souveraine Dame la Reine, que l'on est en droit d'attendre de la Législature de *Québec*.

14. Que, avec Son Excellence, nous faisons des vœux pour que le ciel bénisse nos travaux, et que ces travaux ainsi bénis assurent à notre Province l'union, la paix et la prospérité.

Lequel amendement était que le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des dites résolutions :

"Que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'Assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité."

Lequel amendement au dit amendement était que les mots " le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des dites résolutions :

"Que cette Chambre tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'Assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité," soient effacés et que les mots " cette Chambre approuve complètement la politique d'économie et de retranchement inaugurée par le gouvernement et espère qu'il continuera à la mettre énergiquement à effet " soient mis à la place, étant lu ;

La Chambre reprend les dits débats.

---

Et la question sur l'amendement au dit amendement étant de nouveau proposée,

Et de nouveaux débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de la 31<sup>e</sup> Victoria, chapitre 4 des statuts de la Province de *Québec*, appelle *Louis Molleur*, écuyer, membre pour le collège électoral d'*Iberville*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Molleur*, prend en conséquence le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

---

Et la Chambre continuant à siéger après minuit, mardi matin ;

*Mardi, 11 juin 1878.*

Et les débats continuant,

Sur motion de M. *Watts*, secondé par M. *Cameron*,  
*Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

Et la Chambre, ayant continué à siéger jusqu'à une heure et trois quarts, mardi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

*Mardi, 11 juin 1878.*

*Ordonné*, Que M. *Bertrand*, ait la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Desaulniers*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 775 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée demain.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé jeudi, le 6 courant, à l'amendement proposé à la question,

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la première session du quatrième Parlement de la Province de *Québec*, et de plus pour assurer Son Excellence :

2. Que nous prions Son Excellence qui nous voit avec plaisir réunis pour nous occuper des affaires de notre province, de croire que nous porterons à ces affaires notre plus grande attention.

3. Que nous pensons avec Son Excellence que notre condition financière est le sujet le plus important que nous ayons à considérer.

4. Que nous sommes d'opinion avec Son Excellence que nous devons terminer les chemins de fer commencés, de manière à recueillir, sous le plus bref délai possible, le fruit des sacrifices que nous nous sommes imposés pour leur construction.

5. Que pour mener ces entreprises à bonne fin et faire face à toutes nos obligations, nous comprenons avec Son Excellence, qu'il est indispensable de réduire les dépenses, autant que cela peut se faire, sans nuire à l'efficacité du service public.

6. Que nous regrettons d'apprendre que l'état des recettes et des dépenses pour les onze mois à dater du premier juillet dernier, accuse un déficit considérable.

7. Que nous examinerons soigneusement le budget de l'année fiscale prochaine qui nous sera soumis, et que nous apprenons avec plaisir qu'il a été préparé en vue de la plus stricte économie, afin d'atteindre le résultat auquel tous nos efforts doivent tendre, celui d'équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes sur le peuple.

8. Que les mesures qui nous seront soumises pour dégrever le budget de certaines dépenses considérables et placer les finances de la Province sur une base plus satisfaisante, recevront toute notre attention.

9. Que nous considérerons attentivement le projet de loi qu'on nous soumettra pour transférer au Commissaire des Travaux Publics, tous les pouvoirs dont les Commissaires des chemins de fer sont maintenant revêtus et pour abolir leur charge.

10. Que nous étudierons avec soin la mesure qui nous sera proposée pour pourvoir à l'abolition des Cours de Magistrats de District.

11. Que nous apporterons toute notre attention, au projet de loi qui nous sera soumis, dans le but de modifier la Constitution de la Législature en ce qui concerne le Conseil Législatif.

12. Que nous attendons avec intérêt la communication du jugement rendu, depuis la dernière session, par le Conseil Privé de Sa Majesté, sur la question de l'arbitrage entre les Provinces de Québec et d'Ontario.

13. Que Son Excellence peut être assurée que nous nous efforcerons d'accomplir nos importants devoirs, avec cette attention sérieuse, ce dévouement aux intérêts qui nous sont confiés, et cette fidélité à notre Gracieuse Souveraine Dame la Reine, que l'on est en droit d'attendre de la Législature de Québec.

14. Que, avec Son Excellence, nous faisons des vœux pour que le ciel bénisse nos travaux, et que ces travaux ainsi bénis assurent à notre Province l'union, la paix et la prospérité.

Lequel amendement était, que le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des résolutions :

"Que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'Assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité."

Lequel amendement au dit amendement était, Que les mots " le paragraphe suivant soit ajouté à la fin des dites résolutions :

"Que cette Chambre tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'Assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité," soient effacés et que les mots : " Cette Chambre approuve complètement la politique d'économie et de retranchement inaugurée par le gouvernement et espère qu'il continuera à la mettre énergiquement à effet," soient mis à la place, étant lu ;

La Chambre reprend les dits débats,

Et la question sur l'amendement au dit amendement étant proposée, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Nelson,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville),</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Watts.—31.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Würtele.—32.</i>

Ainsi il est résolu dans la négative

Et la question sur l'amendement à la question originale étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Würtele.—32.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Nelson,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville),</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Watts.—31.</i>

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

Et la question principale telle qu'amendée, étant de nouveau proposée ;

M. *Watts*, secondé par M. *Racicot*, propose sous forme d'amendement à la question, que les mots suivants soient ajoutés à la fin des dites résolutions, tel qu'amendées :

" Que néanmoins, dans les circonstances actuelles, cette Chambre croit de son devoir de donner un support général et indépendant au gouvernement, de manière à ce que les mesures qu'il propose soient soumises au jugement de cette Chambre."

M. *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau* propose, sous forme d'amendement au dit amendement que les mots " néanmoins dans les circonstances actuelles, cette Chambre croit de son devoir de donner un support général et indépendant au gouvernement de manière à ce que les mesures qu'il propose soient soumises au jugement de cette Chambre", soient effacés et que les mots après " que " de l'amendement soient remplacés par les suivants : " de plus, cette " Chambre est d'opinion que les principes de la constitution du gouvernement " responsable exigent que le cabinet chargé de l'administration des affaires " publiques, soit appuyé de la majorité de cette Chambre."

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de la 31<sup>e</sup> Victoria, chapitre 4 des statuts de la Province de *Québec*, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuier, membre pour le district électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin*, prend en conséquence le fauteuil de la Chambre.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit mercredi matin.

*Mercredi, 12 juin 1878.*

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et les débats continuant.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable M. *Church*, *Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à une heure et dix minutes, mercredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

*Mercredi, 12 juin 1878.*

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *Louis St. Onge* et autres, de la paroisse de *St. François*, demandant la nomination d'un comité d'enquête au sujet de l'exploitation des mines d'or de la *Beauce*.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé hier à l'amendement à la question, tel qu'amendée,

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la première session du quatrième Parlement de la Province de *Québec*, et de plus pour assurer Son Excellence :



2. Que nous prions Son Excellence qui nous voit avec plaisir réunis pour nous occuper des affaires de notre Province, de croire que nous porterons à ces affaires notre plus grande attention.

3. Que nous pensons avec Son Excellence que notre condition financière est le sujet le plus important que nous ayons à considérer.

4. Que nous sommes d'opinion avec Son Excellence que nous devons terminer les chemins de fer commencés, de manière à recueillir, sous le plus bref délai possible, le fruit des sacrifices que nous nous sommes imposés pour leur construction.

5. Que pour mener ces entreprises à bonne fin et faire face à toutes nos obligations, nous comprenons avec Son Excellence qu'il est indispensable de réduire les dépenses, autant que cela peut se faire, sans nuire à l'efficacité du service public.

6. Que nous regrettons d'apprendre que l'état des recettes et des dépenses pour les onze mois à dater du premier juillet dernier, accuse un déficit considérable.

7. Que nous examinerons soigneusement le budget de l'année fiscale prochaine qui nous sera soumis, et que nous apprenons avec plaisir qu'il a été préparé en vue de la plus stricte économie, afin d'atteindre le résultat auquel tous nos efforts doivent tendre, celui d'équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes sur le peuple.

8. Que les mesures qui nous seront soumises pour dégrever le budget de certaines dépenses considérables et placer les finances de la Province sur une base plus satisfaisante, recevront toute notre attention.

9. Que nous considérerons attentivement le projet de loi qu'on nous soumettra pour transférer au Commissaire des Travaux Publics, tous les pouvoirs dont les Commissaires des chemins de fer sont maintenant revêtus et pour abolir leur charge.

10. Que nous étudierons avec soin la mesure qui nous sera proposée pour pourvoir à l'abolition des Cours de Magistrats de District.

11. Que nous apporterons toute notre attention, au projet de loi qui nous sera soumis, dans le but de modifier la Constitution de la Législature en ce qui concerne le Conseil Législatif.

12. Que nous attendons avec intérêt la communication du jugement rendu, depuis la dernière session, par le Conseil Privé de Sa Majesté, sur la question de l'arbitrage entre les Provinces de Québec et d'Ontario.

13. Que Son Excellence peut être assurée que nous nous efforcerons d'accomplir nos importants devoirs, avec cette attention sérieuse, ce dévouement aux intérêts qui nous sont confiés, et cette fidélité à notre Gracieuse Souveraine Dame la Reine, que l'on est en droit d'attendre de la Législature de Québec.

14. Que, avec Son Excellence, nous faisons des vœux pour que le ciel bénisse nos travaux, et que ces travaux ainsi bénis assurent à notre Province l'union, la paix et la prospérité.

15. Que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par cette majorité.

Lequel amendement était, que les mots suivants soient ajoutés à la fin des dites résolutions, tel qu'amendées.

" Néanmoins, dans les circonstances actuelles, cette Chambre croit de son devoir de donner un support général et indépendant au gouvernement de manière à ce que les mesures qu'il propose soient soumises au jugement de cette Chambre."

Et lequel amendement au dit amendement était que les mots " Néanmoins, dans les circonstances actuelles, cette Chambre croit de son devoir de donner un support général et indépendant au gouvernement, de manière à ce

que les mesures qu'il propose soient soumises au jugement de cette Chambre," soient effacés et remplacés par les suivants : " de plus, cette Chambre est d'opinion que les principes de la constitution du gouvernement responsable exigent que le cabinet chargé de l'administration des affaires publiques, soit appuyé de la majorité de la Chambre,"

La Chambre reprend les dits débats.

Et l'amendement au dit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Feltier,</i>	<i>Würtele.—32.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Price,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>ville),</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Watts.—32.</i>
<i>Fortin,</i>			

Et les voix, étant également partagées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

Et la question sur l'amendement à la question originale tel qu'amendée étant de nouveau posée.

M. Würtele, secondé par l'Honorable M. Robertson propose, sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots " Néanmoins, dans les circonstances actuelles, cette Chambre croit de son devoir de donner un support général et indépendant au gouvernement de manière à ce que les mesures qu'il propose soient soumises au jugement de cette Chambre," soient effacés et que les mots : " Cette Chambre est disposée à considérer et appuyer toutes mesures qui lui seront constitutionnellement présentées, dans le but de promouvoir la prospérité de la Province," soient mis à la place

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable M. Church, Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Alors la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 13 juin 1878.

L'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé hier à l'amendement à la question, tel qu'amendé,

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la première session du quatrième Parlement de la Province de Québec, et de plus pour assurer Son Excellence :

2. Que nous prions Son Excellence qui nous voit avec plaisir réunis pour nous occuper des affaires de notre Province, de croire que nous porterons à ces affaires notre plus grande attention.

3. Que nous pensons avec Son Excellence que notre condition financière est le sujet le plus important que nous ayons à considérer.

4. Que nous sommes d'opinion avec Son Excellence que nous devons terminer les chemins de fer commencés, de manière à recueillir, sous le plus bref délai possible, le fruit des sacrifices que nous nous sommes imposés pour leur construction.

5. Que pour mener ces entreprises à bonne fin et faire face à toutes nos obligations, nous comprenons avec Son Excellence qu'il est indispensable de réduire les dépenses, autant que cela peut se faire, sans nuire à l'efficacité du service public.

6. Que nous regrettons d'apprendre que l'état des recettes et des dépenses pour les onze mois à dater du premier juillet dernier, accuse un déficit considérable.

7. Que nous examinerons soigneusement le budget de l'année fiscale prochaine qui nous sera soumis, et que nous apprenons avec plaisir qu'il a été préparé en vue de la plus stricte économie, afin d'atteindre le résultat auquel tous nos efforts doivent tendre, celui d'équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes sur le peuple.

8. Que les mesures qui nous seront soumises pour dégrever le budget de certaines dépenses considérables et placer les finances de la Province sur une base plus satisfaisante, recevront toute notre attention.

9. Que nous considérerons attentivement le projet de loi qu'on nous soumettra pour transférer au Commissaire des Travaux Publics, tous les pouvoirs dont les Commissaires des chemins de fer sont maintenant revêtus et pour abolir leur charge.

10. Que nous étudierons avec soin la mesure qui nous sera proposée pour pourvoir à l'abolition des Cours de Magistrats de District.

11. Que nous apporterons toute notre attention, au projet de loi qui nous sera soumis, dans le but de modifier la Constitution de la Législature en ce qui concerne le Conseil Législatif.

12. Que nous attendons avec intérêt la communication du jugement rendu, depuis la dernière session, par le Conseil Privé de Sa Majesté, sur la question de l'arbitrage entre les Provinces de Québec et d'Ontario.

13. Que Son Excellence peut être assurée que nous nous efforcerons d'accomplir nos importants devoirs, avec cette attention sérieuse, ce dévouement aux intérêts qui nous sont confiés, et cette fidélité à notre Gracieuse Souveraine Dame la Reine, que l'on est en droit d'attendre de la Législature de Québec.

14. Que, avec Son Excellence, nous faisons des vœux pour que le ciel bénisse nos travaux, et que ces travaux ainsi bénis assurent à notre Province l'union, la paix et la prospérité.

15. Que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre

d'Assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité.

Lequel amendement était, que les mots suivants soient ajoutés à la fin des dites résolutions, tel qu'amendées :

"Néanmoins, dans les circonstances actuelles, cette Chambre croit de son devoir de donner un support général et indépendant au gouvernement de manière à ce que les mesures qu'il propose soient soumises au jugement de cette Chambre."

Et lequel amendement au dit amendement était que les mots "Néanmoins, dans les circonstances actuelles, cette Chambre croit de son devoir de donner un support général et indépendant au gouvernement, de manière à ce que les mesures qu'il propose soient soumises au jugement de cette Chambre," soient effacés et remplacés par les suivants : "de plus, cette Chambre est d'opinion que les principes de la constitution du gouvernement responsable exigent que le cabinet chargé de l'administration des affaires publiques, soit appuyé de la majorité de la Chambre,"

La Chambre reprend les dits débats.

Et la question, sur l'amendement au dit amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Wurtele.—31.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Nelson,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville),</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Watts.—31.</i>

Et les voix, étant également divisées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

Et la question sur l'amendement, à la question originale tel qu'amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Nelson,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville),</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Watts.—31.</i>

## CONTRE :

## Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Wurtele.—31.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>	

Les voix, étant également divisées, M. l'Orateur, donne sa voix prépondérante dans l'affirmative.

La question principale, tel qu'amendée, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Nelson,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville.)</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Watts.—31.</i>

## CONTRE :

## Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lecavalier,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Wurtele.—31.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>	

Les voix étant également divisées, M. l'Orateur, donne sa voix prépondérante dans l'affirmative.

*Résolu,* Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la Législature de la Province de Québec.

*Résolu,* Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'Honorable M. Joly, M. le Procureur-Général Ross, M. le Trésorier Bachand, l'Honorable M. Irvine, M. Gagnon, M. Nelson, M. Flynn et M. Racicot, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature en conformité de la dite résolution.

L'Honorable M. Joly, du comité spécial nommé pour préparer une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

" A Son Excellence l'Honorable *Luc Letellier de St. Just*, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de *Québec*, réunie en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Excellence de son gracieux discours du trône à l'ouverture de la première session du quatrième parlement de la Province de *Québec*.

" Nous prions Votre Excellence qui nous voit avec plaisir réunis pour nous occuper des affaires de notre Province, de croire que nous porterons à ces affaires notre plus grande attention.

" Nous pensons avec Votre Excellence que notre condition financière est le sujet le plus important que nous ayons à considérer.

" Nous sommes d'opinion avec Votre Excellence que nous devons terminer les chemins de fer commencés, de manière à recueillir, sous le plus bref délai possible, le fruit des sacrifices que nous nous sommes imposés pour leur construction.

" Pour mener ces entreprises à bonne fin et faire face à toutes nos obligations, nous comprenons avec Votre Excellence, qu'il est indispensable de réduire les dépenses, autant que cela peut se faire, sans nuire à l'efficacité du service public.

" Nous regrettons d'apprendre que l'état des recettes et des dépenses pour les onze mois à dater du premier juillet dernier, accuse un déficit considérable.

" Nous examinerons soigneusement le budget de l'année fiscale prochaine qui nous sera soumis, et nous apprenons avec plaisir qu'il a été préparé en vue de la plus stricte économie, afin d'atteindre le résultat auquel tous nos efforts doivent tendre, celui d'équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes sur le peuple.

" Les mesures qui nous seront soumises pour dégrevier le budget de certaines dépenses considérables et placer les finances de la Province sur une base plus satisfaisante, recevront toute notre attention.

" Nous considérerons attentivement le projet de loi qu'on nous soumettra pour transférer au Commissaire des Travaux Publics, tous les pouvoirs dont les Commissaires des chemins de fer sont maintenant revêtus et pour abolir leur charge.

" Nous étudierons avec soin la mesure qui nous sera proposée pour pourvoir à l'abolition des cours de magistrats de district.

" Nous apporterons toute notre attention, au projet de loi qui nous sera soumis, dans le but de modifier la constitution de la Législature en ce qui concerne le Conseil Législatif.

" Nous attendons avec intérêt la communication du jugement rendu, depuis la dernière session, par le Conseil Privé de Sa Majesté, sur la question de l'arbitrage entre les Provinces de *Québec* et d'*Ontario*.

" Votre Excellence peut être assurée que nous nous efforcerons d'accomplir nos importants devoirs, avec cette attention sérieuse, ce dévouement aux intérêts qui nous sont confiés, et cette fidélité à Notre Gracieuse Souveraine Dame la Reine, que l'on est en droit d'attendre de la Législature de *Québec*.

" Avec Votre Excellence, nous faisons des vœux pour que le ciel bénisse nos travaux, et que ces travaux ainsi bénis à notre Province l'union, la paix et la prospérité.

“ Cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les aviseurs actuels de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyés par la majorité de la Chambre d'Assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité.

“ Néanmoins, dans les circonstances actuelles, cette Chambre croit de son devoir de donner un support général et indépendant au gouvernement, de manière à ce que les mesures qu'il propose soient soumises au jugement de cette Chambre.”

La dite adresse étant lue une seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit grossoyée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre, qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. le Trésorier *Bachand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

*Résolu*, Que lundi prochain, cette Chambre, se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

*Résolu*, Que lundi prochain, cette Chambre, se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

### Vendredi, 14 juin 1878.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Joly*, ait la permission d'introduire un bill pour placer le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sous le contrôle du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Martel*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte électoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

*Résolu*, Qu'un Comité spécial de onze membres, soit nommé pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable des listes de membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Joly*, M. le Trésorier *Bachand*, M. le Procureur-Général *Ross*, l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable M. *Church*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Beaubien*, M. *Shehyn*, M. *Lynch*, M. *Mathieu* et M. *Molleur*, composent le dit comité.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Ioranger*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et les différentes municipalités dans la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des dépenses encourues par le gouvernement pour les élections occasionnées par la dissolution des Chambres, en mars dernier.

Sur motion de M. *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous rapports faits, concernant la localisation de la ligne du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* entre *Terrebonne* et *Montréal*.

Sur motion de M. *Desaulniers*, secondé par M. *Caron*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état détaillé des dépenses et frais encourus pour les fins de l'administration de la justice aux *Trois-Rivières*, durant le terme de la Cour Criminelle qui a commencé le 20 avril dernier, les noms des avocats et des médecins dont les services ont été retenus par le gouvernement durant le dit terme et le montant des honoraires qui ont été payés à chacun d'eux.

Sur motion de M. *Lafontaine (Shefford)*, secondé par M. *Boutin*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des sommes payées à la Compagnie de chemin de fer du Sud-Est, pour subside, pour la partie du chemin de la dite Compagnie, à partir de la ville de *Sorel à Roxton Falls*; et distinguant le montant qui aurait pu avoir été payé, depuis *Sorel à Acton Vale* et celui payé depuis *Acton Vale à Roxton Falls*.

Sur motion de M. *Lafontaine (Napierville)*, secondé par M. *Molleur*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, avec aucunes personnes du comté de *Laprairie*, concernant la construction d'un bureau d'enregistrement ou d'un palais de justice dans le dit comté; ainsi qu'une copie de toutes résolutions du conseil du dit comté, relativement à ces constructions; et tous rapports, papiers ou documents s'y rapportant, et les sommes payées par le gouvernement pour cet objet.

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Bertrand*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des aviseurs de Son Excellence, ou des départements publics et la Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*, ou aucun de ses employés; et aussi, copie de tous rapports d'ingénieur, ordres en conseil, ou autres documents se rapportant au dit chemin de fer ou à la dite Compagnie, et ce, depuis le premier jour de mars dernier.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie du dernier rapport annuel du commissaire de la police provinciale, avec les statistiques qui l'accompagnent.
2. Un état des sommes d'argent payées ou dues au gouvernement, depuis un an, par diverses municipalités, corporations ou personnes pour les services de la police provinciale.



---

Sur motion de l'Honorable M. Church, secondé par M. Loranger,  
*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous les ordres en conseil, correspondances ou contrats passés ou consentis au sujet d'un emprunt de \$500,000, ou de toute autre somme d'argent plus considérable ou moindre, entre la banque de *Montréal* et la province de *Québec*, depuis le premier jour de mars dernier (1878).

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre, qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 17 juin 1878.

M. l'Orateur met devant la Chambre—Rapports municipaux de la Province de *Québec*, pour l'année 1877, reçus depuis le 26 février dernier. (Documents de la session No. 4.)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Paquet,—la pétition de *Calixa Lavallée* et autres, de la cité de *Québec*.

L'Honorable M. Joly, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

L. LETELIER,

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Je vous remercie de votre adresse en réponse au discours d'ouverture de la session et j'en augure que vos efforts tendront à promouvoir les intérêts de cette Province par une législation aussi sage qu'éclairée.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

*Québec*, 17 juin 1878.

Sur motion de M. Mathieu, secondé par l'Honorable M. Church,  
*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état du fonds consolidé des chemins de fer de la Province de *Québec*, indiquant le montant des recettes du dit fonds, la date de ces recettes, le montant des paiements faits à même le dit fonds, la date de ces paiements et les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et la balance du dit fonds.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Audet, secondé par M. Houde,

*Ordonné*, Que les entrées faites dans les journaux de cette Chambre de la dernière session, relativement aux pétitions du Révérend J. A. Rainville et autres,

de la paroisse de *Ste. Germaine du Lac Etchemin*, comté de *Dorchester*; de *E. Poulin* et autres, du canton de *Watford*; du Révérend *J. A. Rainville* et autres; du Révérend *Henri deBrie* et autres, de la paroisse de *Ste. Justine*, de *Langevin*; de *Patrick Hays* et autres, du canton de *Buckland*; et de *Henri Joynt* et autres, de la paroisse de *St. Malachie*, comté de *Dorchester*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins et ponts, soient maintenant lues.

Et ces entrées sont lues.

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Secrétaire Provincial *Marchand*, M. le Procureur Général *Ross*, M. le Commissaire *Langelier*, l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable M. *Irvine*, M. *Loranger*, M. *Lynch*, M. *Mathieu*, M. *Flynn*, M. *Fortin* et M. *Desaulniers*, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en autant que les intérêts de cette Chambre sont concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. le Secrétaire Provincial *Marchand*, porte le dit message au Conseil Législatif.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

## Mardi, 18 juin 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Dupuis*,—la pétition du Révérend *Jos. B. Soulard* et autres, des cantons d'*Ashford* et *Fournier*;—et la pétition de *Jos. B. Soulard* et autres, des cantons de *Garneau* et *Lafontaine*, toutes du comté de l'*Islet*.

Par M. *Watts*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Drummond*,—et la pétition de *Joseph Provencher* et autres, de la paroisse de *St. Albert*, de *Warwick*.

M. le Trésorier *Bachand*, remet à M. l'Orateur, un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est lu comme suit :

L. LETELLIER,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative les estimations supplémentaires pour l'année courante et celles pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1879; et en conformité des dispositions de la 54<sup>e</sup> clause de l'*Amérique Britannique du Nord* 1867, il recommande ces estimations à l'Assemblée Législative. (Documents de la session No. 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

*Québec*, 17 juin 1878.

Sur motion de M. le Trésorier *Bachand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,  
*Ordonné*, Que le dit message, ainsi que les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité des subsides.

---

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'intérêt sur la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Shehyn*, fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Shehyn*, informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Picard*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, une liste de tous les employés publics de la Province, y comprenant les employés de cette Chambre et du Conseil Législatif, tant permanents que surnuméraires; cette liste devant contenir la date de la nomination de ces employés et le montant de leur salaire.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

### Mercredi, 19 juin 1878.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Copie d'une règle de pratique adoptée par la Cour Supérieure le 8 mai 1878, en conformité du statut 38 Vict., Chap. 8, section 17. (Documents de la session No. 5.)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *LeCavalier*,—la pétition de *Narcisse Prévost* et autres, du comté de *Jacques Cartier*.

Sur motion de M. *Pagé*, secondé par M. *Fortin*,

*Ordonné*, Que la pétition de *Calixa Lavallée* et autres, présentée lundi dernier, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant l'établissement et la formation d'un Conservatoire de musique et de déclamation dans la Province de *Québec*, est reçue et lue.

*Ordonné*, Que M. le Procureur-Général *Ross*, ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à l'abolition des cours de magistrats de district.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

*Ordonné*, Que M. le Secrétaire Provincial *Marchand*, ait la permission d'introduire un bill pour modifier la constitution de la Législature de cette Province en ce qui concerne le Conseil Législatif.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état comparatif de la perception du revenu en la cité de *Montréal*, pour les trois dernières années à venir jusqu'au 1er mai dernier.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des dépôts judiciaires et autres, faits en vertu de l'acte concernant les dépôts judiciaires et autres, de 1871 ; indiquant séparément les recettes et les paiements de ce fonds, chaque année, dans chaque district, le nom des déposants, le montant total déposé, par chacun d'eux, la balance au crédit de ce fonds, dans chaque district, ainsi que la balance totale, et le nom de la banque ou des banques où la balance de ce fonds est déposée.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, à l'occasion de sa visite à *Québec*, et de son départ prochain pour l'*Angleterre*.

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composés de l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Chapleau*, M. le Secrétaire Provincial *Marchand*, M. le Procureur-Général *Ross*, et l'Honorable M. *Church*, pour préparer et rapporter une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, en conformité de la résolution précédente.

L'Honorable M. *Joly*, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter le projet d'une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, à l'occasion de sa visite à *Québec*, et de son prochain départ pour l'*Angleterre*, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Excellence le Très-Honorable Sir *Frédéric Temple*, comte de *Dufferin*, vicomte et baron *Clandeboyne*, de *Clandeboyne*, dans le comté *Down*, dans la *Pairie du Royaume-Uni*, baron de *Dufferin* et *Clandeboyne* de *Ballyleidy* et *Killeleagh*, dans le comté *Down*, dans la *Pairie d'Irlande*, l'un des membres du Très-Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, et baronnet, chevalier du Très-Illustre Ordre de Saint-Patrice et chevalier commandeur du Très-Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du *Canada* et Gouverneur et commandant en chef de l'*Ile du Prince-Edouard*, et vice-amiral du *Canada* et de l'*Ile du Prince-Edouard*.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

Nous les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, et l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, maintenant réunis en session, saisissons cette occasion de vous témoigner notre respect et notre dévouement.

Le plaisir avec lequel nous venons offrir à Votre Excellence la bienvenue dans l'ancienne capitale du *Canada*, est mêlé au regret profond que nous éprouvons à la pensée de votre départ prochain.

Pendant les années trop courtes de votre administration, vous avez mis généreusement et sans réserve, toutes les ressources de votre cœur et de vos talents, au service du *Canada*, cherchant toujours à resserrer les liens qui doivent unir en un seul faisceau, les éléments divers de notre nationalité, nous encourageant à mieux nous connaître et à nous estimer mutuellement.

Plus qu'aucun autre, vous avez contribué à faire mieux apprécier le *Canada* par le monde civilisé. Partout, sur votre passage, de l'*Atlantique* au *Pacifique*, vous avez laissé des souvenirs qui ne s'effaceront jamais.

En outre de ces services inappréciables rendus à toute la Puissance, vous vous êtes plu à encourager partout les lettres, les sciences et les arts.

La ville de *Québec* vous doit la conservation de sa couronne de remparts, dont la vue rappelle aux cœurs de tous les canadiens, les glorieux souvenirs du passé et les devoirs de l'avenir. Vous avez trouvé dans votre imagination des plans dignes de la grande idée que vous aviez conçue. Votre nom sera attaché à cet ouvrage aussi longtemps que la vieille ville de *Québec* restera assise sur son trône de rocher.

En souhaitant la bienvenue à Votre Excellence, nous ne pouvons oublier celle qui s'est rendue, par sa grâce et sa bienveillance, chère à tous les canadiens ; la comtesse *Dufferin* a conquis tous les cœurs. Nous lui offrons, ainsi qu'à vous-même, nos respectueux hommages, et nous osons nous flatter, que dans les contrées lointaines où votre brillante carrière pourra vous appeler, le nom de notre Province vous rappellera le souvenir d'un peuple dont vous avez su gagner les sympathies et le dévouement.

La dite adresse étant lue une seconde fois est adoptée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit grossoyée.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général à l'occasion de sa visite à *Québec*, et de son prochain départ pour l'*Angleterre*, et demandant le concours de Leurs Honneurs à cette adresse.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Joly*, porte le dit message au Conseil Législatif.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité des subsides, étant lu :

Et la question était proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

Et des débats s'ensuivant,

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4, des statuts de la Province de *Québec*, appelle *Louis Molleur*, écuier, membre pour le district électoral d'*Iberville*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Molleur*, en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et les débats continuant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Tarte*,

*Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à vendredi prochain.

---

Vendredi, 21 juin 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Dupuis*,—la pétition de *Cyrias St. Pierre* et autres, de la paroisse de *St. Cyrille de Lessard*.

Par M. Rinfret dit Malouin.—la pétition de A. Joseph et autres, directeurs et actionnaires de la Compagnie des mines d'or DeLéry.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

Du conseil municipal du comté de *Drummond* ; demandant des amendements au code municipal.

De *Joseph Provencher* et autres, de la paroisse de *St. Albert de Warwick* ; demandant à être détachés de la municipalité de *St. Albert* et à être annexés à la municipalité de *Victoriaville*, dans le comté d'*Arthabaska*.

De *Narcisse Prévost* et autres, du comté de *Jacques-Cartier* ; demandant l'adoption de mesures pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers.

Du Révérend *Joseph B. Soulard* et autres, des townships de *Ashford* et *Fournier*, comté de l'*Islet* ; demandant de l'aide pour des chemins dans ces townships.

Du Révérend *Jos. B. Soulard* et autres des townships *Garneau* et *Lafontaine*, comté de l'*Islet* ; demandant de l'aide pour des chemins dans ces townships.

Ordonné, Que M. Gagnon, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte électoral de *Québec*, de 1875.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Brousseau, ait la permission d'introduire un bill pour compléter la judiciarure et améliorer le système et la procédure judiciaires en *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Gagnon, ait la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Warteke, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 637 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Meikle, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des élections de *Québec*, de 1875.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Watts, ait la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

L'Honorable M. Joly, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé ces listes de membres en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. Privilèges et élections :—Les Honorables MM. Beaubien, Chapleau, Chauveau, Church, Irvine, Joly et Ross, et MM. Brousseau, Flynn, Loranger, Racicot, Taillon, Tarte, Watts et Würtele.

2. Ordres permanents :—Les Honorables MM. Langelier et Marchand, et MM. Bertrand, Charlebois, Duckett, Fortin, Gagnon, Gauthier, Laberge, Lafontaine, LeCavalier, Lovell, Martel, Meikle, et Robillard.

3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières :—Les Honorables MM. Bachand, Beaubien, Chapleau, Irvine, Joly, Langelier et Robertson, et MM. Desaulniers, Cameron, Champagne, Lafontaine (Shefford), Lalonde, Lavallée, Lynch, Molleur, Murphy, McShane, Nelson, Paquet, Peltier, Price, Rinfret dit Malouin, Sauer, Shehyn, St. Cyr et Taillon.

4. Bills privés :—Les Honorables MM. Chapleau, Chauveau, Joly, Marchand et Robertson, et MM. Bertrand, Cameron, Deschênes, Flynn, Fortin, Langelier (Montmorency), LeCavalier, Loranger, Magnan, Mathieu, McShane, Racicot, Rinfret dit Malouin, Shehyn, Taillon, Tarte, Watts et Würtele.

5. Lois expirantes :—Les Honorables MM. Irvine et Ross, et MM. Audet, Bertrand, Brousseau, Caron, Dupuis, Gagnon, Houde, Lalonde, Meikle, Paquet, Shehyn et Würtele.

6. Comptes publics :—Les Honorables MM. Bachand, Church, Joly et Robertson, et MM. Audet, Brousseau, Caron, Duckett, Fortin, Lafontaine (Napierville), Langelier (Montmorency), LeCavalier, Loranger, Lynch, Mathieu, Molleur, Murphy, Nelson, Price, Picard, Shehyn, et Watts.

7. Agriculture, immigration et colonisation :—Les Honorables MM. Beaubien, Joly et Langelier (Portneuf) et MM. Bergevin, Blais, Boutin, Brousseau, Cameron, Caron, Deschênes, Duhamel, Dupuis, Fortin, Gagnon, Gauthier, Houde, Laberge, Lafontaine, (Shefford), Lafontaine, (Napierville), Lalonde, Lavallée, Lovell, Magnan, Martel, Meikle, Paquet, Peltier, Picard, Poirier, Racicot, Sawyer, St. Cyr et Watts.

8. Industries.—Les Honorables MM. Chauveau et Marchand, et MM. Audet, Bergevin, Blais, Boutin, Desaulniers, Dupuis, Caron, Champagne, Charlebois, Gagnon, Gauthier, Houde, Lafontaine (Shefford), Lavallée, Lovell, Magnan, Meikle, Molleur, Murphy, McShane, Poirier, Racicot et Sawyer.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par M. le Secrétaire Provincial Marchand :

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui elle soit ajournée jusqu'à onze heures, A. M., demain.

La Chambre reprend les débats ajournés, sur la question proposée mercredi dernier,

Qué le rapport du comité des subsides soit maintenant reçu ;

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

M. Shehyn, du comité des subsides, fait alors rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le paiement de l'intérêt sur la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

Et la question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4, des statuts de la Province de *Québec*, appelle M. *Shehyn*, membre pour le district électoral de *Québec-Est*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Shehyn*, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre, continuant à siéger après minuit, samedi matin.

*Samedi, 22 juin 1878.*

Et la question, étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil;

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger* propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "il soit Résolu que cette Chambre ré-affirmant son désir de pratiquer la plus stricte économie dans tout le service public, regrette que, contrairement à ces principes d'économie, Son Excellence ait été avisé de dissoudre la Législature, contre le vœu de cette dernière; imposant par là même, à la Province, les dépenses énormes d'une élection générale et d'une session extraordinaire; retardant la complétion de nos grandes entreprises et affectant ainsi, d'une manière très-préjudiciable le crédit de la Province," soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant;

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*,  
Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à mardi prochain.

Et la Chambre, ayant continué à siéger jusqu'à une heure et vingt-cinq minutes, samedi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

*Samedi, 22 juin 1878.*

*Onze heures, A. M.*

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*.

Par M. *Audet*,—la pétition de *Gaspard Tanguay* et autres, de la paroisse de *Ste. Claire*,—et la pétition de *Laurent Moore* et autres, de la paroisse de *St. Malachie*, toutes du comté de *Dorchester*.

Par M. *McShane*,—la pétition de Messieurs *Wm. Dow et Cie.*, de la cité de *Montréal*.

Ordonné, Que M. *Wurtele*, ait la permission d'introduire un bill pour refondre et amender la loi pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice de l'assurance sur la vie des maris et pères de famille.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.



Sur motion de M. *Würtele*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Chauveau*,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'Honorable M. *Chapleau*, M. le Solliciteur-Général *Chauveau*, M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, M. le Procureur-Général *Ross*, M. *Bertrand*, M. *Cameron*, M. *Champagne*, M. *Desaulniers*, M. *Gagnon*, M. *Laberge*, M. *Lynch*, M. *Lafontaine* (*Shefford*), M. *Martel*, M. *Meikle*, M. *Watts* et M. *Würtele*, pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal de la Province de *Québec*, pour faire rapport sur le tout avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir, personnes, papiers et records.

M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 14 juin 1878, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des aviseurs de Son Excellence, ou des départements publics et la Compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Portland* et *Boston*, ou aucun de ses employés ; et aussi, copie de tous rapports d'ingénieur, ordres en conseil, ou autres documents se rapportant au dit chemin de fer ou à la dite Compagnie, et ce, depuis le premier jour de mars dernier. (Documents de la session No. 6.)

Le bill pour placer le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, sous le contrôle du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et renvoyés au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal et faire rapport sur iceux :

Bill pour amender l'article 775 du code municipal.

Bill pour amender certains articles du code municipal de la Province de *Québec*.

Sur motion de M. *Taillon*, secondé par M. *Tarte*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la cité de *Québec*, concernant le paiement de la balance du million dû par cette dernière, pour venir en aide à la construction du chemin de fer de la rive Nord.

Sur motion de M. *Deschênes*, secondé par M. *Houde*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état détaillé des montants collectés pour coupe de bois, dans le comté de *Témiscouata*, depuis le 30 juin dernier, jusqu'à cette date ; aussi copie de toute correspondance échangée entre l'agent local des terres de la Couronne, ordonnant des visites du garde forestier, soit pour la saisie ou la vente des dits bois coupés, les montants payés au dit garde forestier pour son salaire tel que pourvu en pareil cas, ainsi qu'à l'agent local, pour ses dépenses de voyages, relativement à ces coupes de bois.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Fortin*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un tableau des droits (fee fund) imposés dans le district de

*Kamouraska*, sur les procédés judiciaires et autres, dans les différentes cours et les deux bureaux d'enregistrement du dit district, donnant en regard de chacun des droits, la date des ordres en conseil, en vertu desquels ils ont été imposés.

Sur motion de M. *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre lui et Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance, relativement au renvoi d'office du ministère de *Boucherville*.

Copie de la correspondance échangée entre Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur et l'Honorable Secrétaire d'Etat ou aucun des membres du Conseil Privé de la Puissance, ayant rapport directement ou indirectement au dit renvoi d'office du cabinet de *Boucherville*.

Copie complète du dossier dans l'affaire *Bernatchez, Bélanger et Fournier*, ayant rapport à la nomination et élection d'un conseiller municipal, pour le village de *Montmagny*, aussi copie de la lettre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, datée de la *Rivière-Ouelle*, ordonnant la révocation de la dite nomination ; copie des rapports du Procureur-Général, sur cette affaire et de la révocation de la dite nomination faite par Son Excellence ; copie de la correspondance de l'Honorable Secrétaire-Provincial sur ce sujet, et aussi copie de la lettre de Son Excellence en date du 19 mars 1877, adressée à l'Honorable Secrétaire-Provincial, dont il est fait mention dans la dépêche du Lieutenant-Gouverneur à Son Excellence le Gouverneur-Général, au sujet du renvoi d'office du cabinet de *Boucherville* ; copie de la proclamation convoquant cette Législature, pour la dépêche des affaires, le 19 décembre dernier. Copie de la proclamation, invitant le peuple de cette province à observer la 22e jour de novembre dernier, comme jour d'actions de grâce.

Copie de toute correspondance échangée entre Son Excellence et le Secrétaire d'Etat, le Premier Ministre ou aucun autre membre du Conseil Privé de la Puissance, au sujet de ce jour d'actions de grâce.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des rapports des Commissaires du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, en date respectivement des 16 mars et 13 décembre 1876.

Sur motion de M. *Langelier (Montmorency)*, secondé par M. *Pâquet*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance, rapports, documents, entre le gouvernement ou quelqu'un de ses départements et MM. *Dunn, Home, Gourdeau et Plante*, au sujet de la concession d'un lot de grève au bout de l'*Isle d'Orléans*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Poirier*, secondé par M. *Dupuis*,

*Résolu*, Que la pétition de *Louis St. Onge* et autres, de la paroisse de *St. François*, comté de *Beauce*, demandant une enquête sur l'exploitation des mines d'or de la *Beauce*, soit renvoyée à un comité spécial composé de M. le Commissaire *Langelier*, l'Honorable M. *Irvine*, M. *Champagne*, M. *Sawyer* et M. *Poirier*, avec pouvoir d'envoyer quérir, personnes, papiers et records.

*Ordonné*, Que M. *Gagnon* et M. *Wärtele*, soient ajoutés au comité permanent des comptes publics.

Ordonné, Que *M. Rinfret dit Malouin* et l'Honorable *M. Chapleau*, soient ajoutés au comité spécial nommé pour prendre en considération la pétition de *Louis St. Onge* et autres, de la paroisse de *St. François*, comté de *Beauce*, demandant une enquête sur l'exploitation des mines d'or de la *Beauce*.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre que Leurs Honneurs ont concouru à l'adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, tel que demandé par son message du 19 courant.

Et ensuite il se retire,

Message du Conseil Législatif, par le Sergent d'Armes, désirant la présence de l'Orateur et des membres de l'Assemblée Législative, dans la salle des séances du Conseil Législatif, où il plairait à Son Excellence le Gouverneur-Général, de recevoir leur adresse.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent dans la salle des séances du Conseil.

Et étant de retour,

M. l'Orateur informe la Chambre que son adresse a été présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général, qui l'a reçue très-gracieusement et à laquelle Son Excellence a bien voulu faire la réponse suivante :

*Honorables Messieurs et Messieurs,*

Dire que je suis profondément touché de l'adresse dont m'honorent les deux Chambres de la Législature de Québec, ne serait exprimer que faiblement ce que j'éprouve en ce moment : je ne puis m'empêcher de me rappeler, que c'est en arrivant dans votre port, il y a déjà six ans, que j'ai appris, pour la première fois, au milieu de quel peuple loyal, éclairé et généreux, j'étais appeler à vivre.

Assurément, aucun Vice-Roi, ne pouvait commencer sa carrière sous des plus heureux auspices, que celle que vous m'aviez préparée.

Depuis cette époque, la comtesse *Dufferin* et moi, avons eu le bonheur de revenir souvent à notre résidence d'été, sur votre citadelle, et chaque année, ce séjour nous est devenu plus cher, par des relations sociales de plus en plus agréables, et des liens d'amitié qui se resserraient de jour en jour.

D'année en année, j'ai eu l'occasion de mieux apprécier le dévouement des habitants de la province de Québec à Sa Majesté, son gouvernement, ainsi qu'aux intérêts de l'empire, et rien ne m'a inspiré plus de fierté, que de constater dernièrement, lorsque la *Grande Bretagne* était menacée d'une grande guerre, que les sujets canadiens-français de Sa Majesté, ne sont pas restés le moins du monde en arrière, de leurs concitoyens anglais, écossais et irlandais, dans leur empressement à concourir à la défense de l'Empire Britannique.

Il est très vrai, que les diversités de races qui existent au *Canada*, compliquent jusqu'à un certain point, les problèmes politiques que les hommes d'état de ce pays sont périodiquement appelés à résoudre ; mais les inconvénients qui peuvent résulter de cet état de choses, sont plus que compensés par les nombreux avantages qui en résultent.

Je ne crois pas que l'homogénéité des races, soit un bienfait sans mélanges pour un pays.

Certainement, un des côtés les moins attrayants d'une partie considérable de ce continent, est la monotonie de ses aspects extérieurs, et selon moi, il est heureux pour le *Canada*, que sa prospérité dépende du travail commun de races différentes.

L'action conjointe de divers éléments nationaux, donne à notre existence, une fraîcheur, une variété, une couleur, une impulsion électrique qui manqueraient sans cela ; et ce serait une politique fautive que d'essayer à la faire disparaître.

Mes plus ardens désirs pour cette province ont été de voir sa population française jouer le rôle si admirablement rempli par la *France* en *Europe*.

Arrachez de l'histoire de l'*Europe*, les pages brillantes qui rappellent les exploits de la *France* ; retranchez du trésor de la civilisation européenne, la part que la France y a apportée, et quel vide énorme n'aurez vous pas ?

Je vous suis sincèrement reconnaissant pour la bienveillance avec laquelle vous faites allusion, en termes si flatteurs, à mes efforts pour conserver et orner les plus beaux monuments de votre ancienne capitale, vos pittoresques remparts, rendus célèbres par tant d'exploits.

De nombreux obstacles ont retardé jusqu'à aujourd'hui, l'exécution de ce projet : mais je suis heureux de pouvoir vous dire, qu'avant peu de jours, ces travaux seront commencés, et cela, non sans bénéfice, j'espère, pour ceux de nos concitoyens qui, dans ces temps de détresse, ont beaucoup de difficultés à trouver de l'emploi.

En terminant, je vous prie d'agréer les sentiments de reconnaissance de la comtesse *Dufferin* pour l'hommage que vous lui offrez aujourd'hui : nulle part, dans toute la puissance, elle n'a été reçue avec plus de courtoisie, plus d'attentions délicates et chevaleresques que dans la cité de *Québec*. Jamais le spectacle saisissant de cette ville si pittoresque et du paysage enchanteur qui l'entoure, ne s'effacera de sa mémoire ni de la mienne.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à mardi prochain.

---

### Mardi, 25 juin 1878.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du maire, des échevins et des citoyens de la cité de *Québec* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la cité.

De *MM. Dow et Cie.*, de la cité de *Montréal* ; demandant le remboursement de certaines sommes d'argent payées pour licences de brasseries.

De *A. Joseph* et autres, directeurs et actionnaires de la compagnie des mines d'or de *DeLery* ; demandant à être entendus devant tout comité qui sera nommé concernant les mines d'or de la *Beauce*.

De *Cyrilas St. Pierre* et autres, de la paroisse de *St. Cyrille de Lessard* ; demandant de l'aide pour le chemin *Arago*.

De *Gaspard Tanguay* et autres, de la paroisse *Ste. Claire*,—de *Laurent Moore* et autres, de la paroisse de *St. Malachie*, tous du comté de *Dorchester* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans les dites paroisses.

Ordonné, Que *M. Martel*, ait la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal de la Province de *Québec*.

*Ordonné*, Que M. *Racicot*, ait la permission d'introduire un bill pour amender la section 239, de l'acte des clauses générales des corporations de ville, 40 Victoria, chapitre 29, de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *McShane*, ait la permission d'introduire un bill pour prévenir les fraudes des entrepreneurs publics vis-à-vis des employés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Racicot*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 1669 du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Wurtele*, ait la permission d'introduire un bill concernant les références à la Cour Suprême du Canada, et à la Cour de l'Echiquier du Canada, dans certaines clauses.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 14 juin 1878, demandant

1o. Copie du dernier rapport annuel du commissaire de la Police Provinciale, avec les statistiques qui l'accompagnent.

2o. Un état des sommes d'argent payées ou dues au gouvernement, depuis un an, par diverses municipalités, corporations ou personnes pour les services de la Police Provinciale. (Documents de la session No. 7.)

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*,

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le rapport du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

L'ordre du jour pour la reprise des débats-ajournés sur l'amendement proposés samedi dernier, à la question, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), lequel amendement était que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "il soit *Résolu*, que cette Chambre ré-affirmant son désir de pratiquer la plus stricte économie dans tous le service public, regrette que, contrairement à ces principe d'économie, Son Excellence ait été avisé de de dissoudre la Législature, contre le vœu de cette dernière ; imposant par là-même, à la province, les dépenses énormes d'une élection générale et d'une session extraordinaire ; retardant la complétion de nos grandes entreprises et effectant ainsi, d'une manière très préjudiciable le crédit de la Province," soient mis à la place.

Et la question sur cet amendement étant de nouveau proposée, la Chambre reprend ces débats.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4, des statuts de la Province de Québec, appelle *Edouard Laberge*, écuier, membre pour le district électoral de *Châteauguay*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Laberge, prend en conséquence le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

*Mercredi, 26 juin 1878.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lecavalier,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Würtele.—29.</i>
<i>Charlebois,</i>			

CONTRE :

Messieurs :

<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville.)</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Watts.—29.</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>		

Et les voix étant également divisées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative sur la division précédente renversée.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les indemnités et frais de voyages payés aux membres, salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille quatre cent six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les indemnités et frais de voyages payés aux membres, salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et les dépenses contingentes du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn*, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Shehyn*, informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que la Chambre se formera de nouveau en le dit comité aujourd'hui.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à une heure et vingt minutes, mercredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

### Mercredi, 26 juin 1878.

M. l'Orateur, du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre y sont concernés et pour agir comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, présente à la Chambre le rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Que l'allocation de \$1,500 accordée à la Bibliothèque pour l'année 1878-79 ne rencontre pas les dépenses déjà faites pour l'achat des livres, la souscription aux revues et aux journaux et la reliure ; en conséquence il recommande qu'une autre somme de \$1,500 soit accordée pour cette même année expirant le 30 juin 1879.

Votre Comité comprenant combien il est important que les livres de la Bibliothèque ne sortent pas pour un temps trop long, ni en trop grande quantité à la fois, a cru devoir prier M. le Bibliothécaire de ne pas prêter plus de deux volumes en même temps, à la même personne et d'exiger que ces volumes soient rendus dans les soixante jours. Il a de plus autorisé M. le Bibliothécaire à refuser de nouveaux ouvrages à ceux qui ne se soumettront pas à cette décision qui semble sage et utile.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Wurtele*, — la pétition de L. M. *Blondin* et autres, de la paroisse de St. François du Lac, comté d'Yamaska.

M. Lafontaine (Napierville) du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi un président ; et il désire recommander à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du St. Laurent, et trouve que les avis exigés ont été donnés.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. Watts, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant choisi son président, désire recommander à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres, et que l'espace de temps pendant lequel les bills privés doivent être affichés dans le couloir, soit réduit à quatre jours, et que la règle de la Chambre qui s'y rapporte soit suspendue à cet effet.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. Würtel, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal de la Province de Québec, présente à la Chambre le rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres, et qu'il lui soit permis de faire rapport de temps à autre.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. le Trésorier Bachand, ait la permission d'introduire un bill concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Blais, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction du Lac Champlain et du St. Laurent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que la 42<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en ce qu'elle a rapport au dit bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et Compagnie de mines et manufacturières.

L'Honorable M. Irvine, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et Compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu pour son Président l'Honorable M. Irvine et recommande que le délai requis pour l'affichage des Bills Privés soit réduit à quatre jours et que la règle de cette Chambre qui s'y rapporte, soit suspendue en conséquence.

Votre comité recommande aussi que son quorum soit réduit à sept membres.

*Ordonné*, Que le délai pendant lequel il faut que les bills privés soient affichés dans le couloir soit réduit à quatre jours.



*Ordonné*, Que M. *Würtele*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Taillon*, secondé par M. *Tarte*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie du rapport de M. *Walter Stanley*, concernant le tracé du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*.

Sur motion de M. *McShane*, secondé par M. *Lovell*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en Conseil en vertu desquels il a été décidé de discontinuer les poursuites intentées par le gouvernement contre le comté d'*Ottawa* pour obtenir le paiement du Bonus aux chemins de fer.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en Conseil, en vertu desquels il a été décidé que le township en arrière du comté d'*Ottawa* ne serait pas obligé de payer aucun des bonnus de chemins de fer souscrits.

Sur motion de M. *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de l'ordre en conseil du 15 mai 1872, nommant *Philippe Elisée Panneton*, écuyer, avocat, député protonotaire, greffier de la Cour de Circuit, greffier de la Couronne et Protonotaire agissant conformément à la loi de faillite, pour le district des *Trois-Rivières*; copie de l'affidavit de l'Honorable *Gédéon Ouimet* concernant cette nomination; copie du factum de *Philippe Elisée Panneton*, écuyer, concernant la dite nomination; copie de l'ordre en conseil du mois de juin courant, nommant *Philippe Olivier Ernest Pacaud*, écuyer, protonotaire, pour le district de *Trois-Rivières* et du rapport sur lequel cet ordre a été adopté; copie de la lettre du 27 mai 1878 adressée au dit *Philippe Olivier Ernest Pacaud* et de la lettre de ce dernier, en date du 15 juin courant, concernant les dites nominations; copie de toute la correspondance échangée entre *Edward Barnard*, écuyer, ancien protonotaire, *Philippe E. Panneton* et *Philippe Olivier Ernest Pacaud* et le gouvernement et toutes autres personnes concernant ces nominations.

*Ordonné*, Que les adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité composé des Honorables Messieurs *Archambault*, *de Boucherville*, *Dionne*, *DeLéry*, *Lavolette*, *LeMaire*, *Ross* et *Webb*, pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et de plus, le Conseil Législatif, informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault, Beaudry, Ferrier, Gaudet, de laBruère, Rémillard, Roy, Webb et Wood* pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le comité de l'Assemblée Législative, comme membres d'un comité conjoint des impressions.

Et ensuite il se retire,

M. le Solliciteur-Général *Chauveau*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 26 juin 1878, demandant, copie de l'ordre en conseil du 15 mai 1872, nommant *Philippe Elisée Panneton*, écuyer, avocat, député protonotaire, greffier de la Cour de Circuit, greffier de la Couronne et Protonotaire agissant conformément à la loi de faillite, pour le district des *Trois-Rivières*; copie de l'affidavit de l'Honorable *Gédéon Ouimet* concernant cette nomination; copie du factum de *Philippe Elisée Panneton*, écuyer, concernant la dite nomination; copie de l'ordre en conseil du mois de juin courant, nommant *Philippe Olivier Ernest Pacaud*, écuyer, protonotaire, pour le district de *Trois-Rivières* et du rapport sur lequel cet ordre a été adopté; copie de la lettre du 27 mai 1878 adressée au dit *Philippe Olivier Ernest Pacaud* et de la lettre de ce dernier, en date du 15 juin courant, concernant les dites nominations; copie de toute la correspondance échangée entre *Edward Barnard*, écuyer, ancien protonotaire, *Philippe E. Panneton* et *Philippe Olivier Ernest Pacaud* et le gouvernement et toutes autres personnes concernant ces nominations. (Documents de la session No. 8.)

Sur motion de M. *Flynn*, secondé par M. *Laberge*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie de toutes instructions données par le département des terres de la Couronne à *Antoine Painchaud*, écuyer, arpenteur provincial, du bassin de *Gaspé*, ayant rapport à l'arpentage ou cadastre des *Iles de la Madeleine*.

2. Copie de tous rapports faits par le dit *Antoine Painchaud*, du dit arpentage ou cadastre.

3. Copie de tous comptes produits par lui au gouvernement, pour le dit arpentage ou cadastre.

4. Un état des diverses sommes d'argent à lui payées pour le dit ouvrage.

5. Copie de tous ordres en conseil, lettres ou correspondances ayant rapport à l'achat des *Iles de la Madeleine* par le gouvernement.

Sur motion de M. *Gauthier*, secondé par M. *Picard*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par *F. X. Laterrière*, pour le district de *Saguenay*, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1873, jusqu'à ce jour; le coût de chaque enquête; et le montant reçu par lui du gouvernement dans chaque cas.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en conseil, procès, correspondances concernant la construction des édifices publics de la Province de *Québec*, se rapportant au contrat de MM. *Pilon et Cimon*.

Sur motion de M. *Magnan*, secondé par M. *Lavallée*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous rapports faits au gouvernement ou à la commission des chemins de fer, depuis 1872 concernant la localisation du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis *Trois-Rivières* jusqu'à *Montréal*.

Sur motion de M. *Blais*, secondé par M. *Nelson*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance avec le gouvernement au sujet de l'importation de blé de semence.

Sur motion de M. *Tarte*, secondé par M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des billets donnés au Département des Terres de la Couronne pour coupe de bois ; le dit état indiquant les faiseurs et les endosseurs de ces billets, la date et le montant de chacun, les banques où ils ont été mis en collection, ceux qui ont été payés à la date du 18 juin courant et ceux qui ne l'ont pas été ou qui ne l'ont été qu'en partie, à cette date.

Sur motion de M. *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des revenus du bureau du Protonotaire et du Greffier de la Couronne pour le district des *Trois-Rivières*, pour les années 1875, 1876, 1877 et jusqu'à ce jour.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des opinions légales réclamées par le gouvernement concernant les listes en usage durant les dernières élections générales, et copie des instructions données par le gouvernement aux registrateurs de cette Province au sujet de ces listes ; aussi, un état des honoraires qui ont été payés pour ces consultations.

Sur motion de M. *Deschênes*, secondé par M. *Houde*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des réclamations des colons de la colonie de repatriement du comté de *Témiscouata*, pour se faire payer le prix des défrichements faits sur les lots mis en réserve dans la dite colonie, et le prix de leurs maisons conformément à la loi. Le nombre et le montant des réclamations jusqu'à ce jour, y compris celles qui ont été payées par l'ex-gouvernement ou par celui d'aujourd'hui.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre, qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Champagne*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé par la Compagnie de transportation de *Montréal*, lors de la dernière session soit remis à la dite Compagnie, vu que l'acte d'incorporation, pour lequel cet honoraire a été payé, n'est pas devenu loi.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal de la Province de *Québec*.

Bill pour amender le code municipal de la Province de *Québec*.

Bill pour refondre et amender l'article 637 du code municipal.

Bill pour amender le code municipal de la Province de *Québec*.

*Ordonné*, Que M. *Wurtele*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 712 du code municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que la 42<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en ce qu'elle a rapport à ce bill.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal de la Province de *Québec*

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, proprement dite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme un aide aux *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation en faveur des institutions catholiques pour l'octroi accordée aux *High Schools*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Éducation Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'école des Sourds-Muets, pour l'année financière, finissant le 30 juin 1879.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à la Faculté Médicale, Université *McGill Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à l'école de médecine, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Numismatique et d'archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Bishop's College, *Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des décisions des cours de Justice à *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire Saint-Patrice, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille sept cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du conseil d'agriculture pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour journal d'agriculture en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'exposition d'horticulture et de fruits, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'Ecole Normale, *McGill*, pour une aile additionnelle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-sept piastres soit accordée à sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-et six piastres, et soixante-et-sept centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et ses émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente-trois centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés (tant qu'il n'y en aura pas à *Québec*), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des Sourds-Muets, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à The Women's Christian Association, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *St.-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des orphelins, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Trois-Rivières*, pour octrois de 1875-76-77 omis et non payés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Youville, *St. Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.



87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de LaJemmerais, *Varennnes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elisabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D., de l'*Assomption*, pour l'année financière finissant le 20 juin 1879.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des écoles de réformes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour defrayer les dépenses des écoles d'industrie pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur, reprend le fauteuil et M. *Shehyn*, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Shehyn*, informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

### Jeudi, 27 juin 1878.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Magnan*,—la pétition de *Joseph Dusablé* et autres, de la paroisse de *St. Théodore de Chertsey*, comté de *Montcalm*.

M. *Laberge*, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi pour son président

M. *Laberge*, et recommande que son *quorum* soit réduit à neuf membres.

*Ordonné*, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à neuf membres.

M. *Champagne*, du comité permanent des industries, présente à la Chambre, le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Champagne*, pour son président et recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

*Ordonné*, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

*Ordonné*, Que M. *Taillon*, ait la permission d'introduire un bill pour réprimer les processions de parti.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des résolutions passées respectivement par les comités catholiques et protestants de l'instruction publique, au sujet des inspecteurs d'écoles.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre, qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Langelier* (Montmorency),

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'Honorable M. *Joly*, M. le Trésorier *Bachand*, M. le Secrétaire Provincial *Marchand*, l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable M. *Church*, M. *Molleur*, M. *Lafontaine* (Napierville), M. *Charlebois*, M. *Gauthier*, M. *Lalonde*, M. *Cameron*, M. *Bergevin*, M. *Langelier* (Montmorency) et M. *Laberge*, pour prendre en considération les moyens qu'il serait à propos d'adopter pour améliorer l'état des chemins de cette Province, avec pouvoir de faire rapport de temps à autre et d'envoyer quérir, personnes, papiers et records.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Fortin*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, une liste des Juges de Paix, dans et pour le district de *Kamou-raska*, en mentionnant ceux qui ont prêté serment et se sont qualifiés pour agir.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par l'Honorable M. *Irvine*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes les licences émanées depuis la confédération, (non comprises celles mentionnées dans les rapports antérieurs,) pour la coupe des bois sur les terres de la Couronne, dans l'agence d'*Arthabaska*.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, le département des terres de la Couronne et *Antoine Gagnon*, agent des terres de la Couronne à *Arthabaska*, concernant l'émission des licences pour la coupe des bois et la vente des Terres de la Couronne.

Sur motion de M. *Duhamel*, secondé par M. *Charlebois*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, une liste des lots avec le numéro, le rang, le canton ainsi que le nom des acquéreurs en premier lieu, ou celui des personnes à qui ces lots ont été transférés, selon le cas, dans le comté d'*Ottawa*, et qui ont été annulés par ordre en conseil, ainsi que copie de tous ordres en conseil, rapports, correspondances ayant rapport à cette annulation; ainsi que copie de l'ordre en conseil autorisant la vente des lots à phosphate de chaux dans le dit comté d'*Ottawa*.

Sur motion de M. *Wärtele*, secondé par M. *Mathieu*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en conseil en force ou des extraits de parties d'iceux qui sont en force, déterminant et établissant les honoraires qui devront être perçus par les registrateurs pour les services rendus par eux, ou déterminant ou fixant les honoraires ou le montant de timbres payables aux registrateurs pour des renseignements ou pour des recherches,

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, soumissions reçues par le gouvernement pour l'affermage du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, ainsi que les rapports de *Walter Stanley*, Ecr., ingénieur, concernant ces soumissions.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre, qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Que M. *Magnan*, soit ajouté à la place de l'Honorable M. *Chapleau*, sur le comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal de la Province de *Québec*.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers, étant lu ;

M. *LeCavalier*, secondé par M. *Champagne* propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et des débats s'ensuivant ;

---

M. l'Orateur en vertu des dispositions de la 31<sup>e</sup> Victoria, chapitre 4 des statuts de la Province de *Québec*, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin*, prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

---

Et la question étant mise aux voix,

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Ross*, M. *Loranger*, M. *Würtele*, M. *Flynn*, M. *Racicot*, M. *Lynch*, M. *Pâquet*, M. *Taillon*, M. *Champagne* et M. *LeCavalier*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir, personnes, papiers et records.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

---

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur les subsides étant lu ;

Et la Chambre continuant à siéger après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 28 juin 1878.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Marchand*,

*Ordonné*, Que la première ainsi que la seconde résolutions soient de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour indemnité et frais de voyage des membres et les salaires et dépenses contingentes y compris les impressions, reliures, etc., du Conseil Législatif (moins le montant déjà approprié par statut) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt-quinze mille quatre cent six piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour indemnité et frais de voyage des membres, salaires et dépenses contingentes y compris les impressions, reliure, etc., de l'Assemblée Législative (moins le montant déjà approprié par statut) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Shehyn*, fait rapport des dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour indemnités et frais de voyages des membres, et les salaires et dépenses contingentes y compris les impressions, reliures, etc., du Conseil Législatif moins le (montant déjà approprié par statut) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille quatre cent six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour indemnité et frais de voyages des membres, salaires et dépenses contingentes y compris les impressions, reliures, etc., de l'Assemblée Législative, (moins le montant déjà approprié par statut) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. *Shehyn*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et les dépenses contingentes du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Marchand*,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera elle soit ajournée jusqu'à onze heures, A. M., aujourd'hui.

Et alors, la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à une heure moins cinq minutes vendredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 28 juin 1878.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *L. M. Blondin* et autres, de la paroisse de *St. François du Lac*, comté d'*Yamaska*, demandant des amendements aux lois de la chasse.

L'Honorable *M. Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre, le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander que le délai pour recevoir les bills privés soit prolongé jusqu'au deux de juillet prochain et pour recevoir des rapports sur iceux, jusqu'au huit de juillet respectivement.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que *M. Würtele*, ait la permission d'introduire un bill pour amender les articles 2093 et 2099 du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

*M. Lafontaine (Napierville)*, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la corporation de la cité de *Québec*, demandant des amendements à son acte d'incorporation et trouve que les avis requis ont été donnés.

*M. Watts*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le deuxième rapport du comité, lequel est lu comme suit :

"Votre comité désire recommander à votre Honorable Chambre, que le délai pour la présentation des Bills Privés soit prolongé jusqu'à mardi prochain, et que celui pour la réception des rapports sur ces bills soit prolongé jusqu'au huit de juillet prochain.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

*M. Shehyn*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, proprement dite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme un aide aux *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation en faveur des institutions catholiques pour l'octroi accordée aux *High Schools*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Éducation Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'école des Sourds-Muets, pour l'année financière, finissant le 30 juin 1879.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à la Faculté Médicale, Université McGill Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordé à Sa Majesté, comme un aide à l'école de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à la Société d'Histoire Naturelle, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Numismatique et d'archéologie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Bishop's College, Lennoxville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des décisions des cours de Justice à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire Saint-Patrice, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École de Navigation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille sept cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du conseil d'agriculture pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour journal d'agriculture en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de exposition d'horticulture et de fruits, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'Ecole Normale, *McGill*, pour une aile additionnelle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-et-six piastres, et soixante-et-sept centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et ses émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente-trois centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.



44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés (tant qu'il n'y en aura pas à *Québec*), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des Sourds-Muets, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Christian Association, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas-cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *St.-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme un aide à l'asile des orphelins, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme un aide à l'Asile des Orphelins, *Trois-Rivières*, pour octrois de 1875-76-77 omis et non payés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Youville, *St. Benoît*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de LaJemmerais, *Varennes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elisabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D., de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 20 juin 1879.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Amachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des écoles de réformes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour defrayer les dépenses des écoles d'industrie pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour placer le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sous le contrôle du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur*, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

L'Honorable M. *Joly*, remet à M. l'Orateur, un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

L. LETELIER,

Le Lieutenant-Gouverneur recommande à la considération de l'Assemblée Législative des propositions tendant à autoriser le paiement des volontaires qui ont été appelés pour la suppression de l'émeute qui a récemment eu lieu à *Québec*

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

*Québec*, 28 juin 1878.

L'Honorable M. Joly, secondé par M. le Trésorier *Bachand* propose, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que cette Chambre, se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le paiement des volontaires qui ont été appelés pour supprimer l'émeute qui a récemment eu lieu en la cité de *Québec*.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,

1. Copie de tout ordre en conseil, se rattachant au chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*.

2. Copie tous les actes notariés, se rattachant au dit chemin de fer.

3. Copie de toutes les évaluations mensuelles, (monthly estimates) qui ont été transmises aux commissaires par les ingénieurs du gouvernement.

4. Liste de tous les officiers du dit chemin de fer, sous le contrôle des dits commissaires ; indiquant le salaire payé à chacun, son occupation et la date de sa nomination.

5. Copie des minutes qui ont été tenues de toutes les réunions des dits commissaires ;

6. Copie de toute correspondance qui a eu lieu entre les dits commissaires et les entrepreneurs du dit chemin de fer, relativement à l'exécution de leurs contrats.

7. Un état de toutes les sommes qui ont été payées aux entrepreneurs du dit chemin de fer, à compte de leurs contrats.

8. Copie de tout rapport d'ingénieurs concernant le dit chemin. Et ce, depuis le 22 novembre 1876.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province

M. *Désaulniers*, se lève de son siège et dit qu'il a été chargé de présenter une pétition alléguant certains faits concernant la conduite d'un Honorable membre de cette Chambre, lesquels sont contraires aux règles et aux privilèges de cette Chambre.

Et objection étant faite que cette manière de procéder n'est pas dans l'ordre, parce qu'une question de privilège ne peut pas être soulevée devant la Chambre aux moyens d'une pétition à moins que la dite pétition ne soit présentée régulièrement.

M l'Orateur décide que la question de privilège ne peut être soulevée avant que la dite pétition n'ait été présentée régulièrement à la Chambre.

Et objection étant faite de nouveau, Qu'une motion étant déjà livrée à la discussion devant cette Chambre, on ne peut soulever une question de privilège avant la fin des débats sur cette motion.

M. l'Orateur décide comme suit :

Quand une motion a été présentée régulièrement devant la Chambre (ce qui a été fait dans le cas actuel) je suis d'opinion que les débats sont commencés.

Une question de privilège peut être soulevée en aucun temps, pourvu qu'elle ait rapport aux débats actuellement devant la Chambre, or comme la question à laquelle on fait allusion, n'a aucun rapport aux débats, en conséquence, je maintiens l'objection.

Et la question étant de nouveau proposée, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considé-

ration une certaine résolution concernant le paiement des volontaires qui ont été appelés pour supprimer l'émeute qui a récemment eu lieu en la cité de *Québec*.

Et de nouveaux débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable *M. Joly*, secondé par *M. le Secrétaire Provincial Marchand*,

*Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à mardi prochain.

---

### Mardi, 2 juillet 1878.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *Joseph Dusablé*, de la paroisse de *St. Théodore de Chertsey*, comté de *Montcalm*, demandant du délai pour payer deux lots de terre dans le canton de *Chertsey*.

L'Honorable *M. Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de *Jonction* du *Lac Champlain* et du *St. Laurent*, et à l'honneur de le rapporter à votre honorable Chambre sans amendement. "

*Ordonné*, Que *M. Rinfret dit Malouin*, ait la permission d'introduire un bill pour amender les divers actes incorporant la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que *M. le Trésorier Bachand*, ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatifs au fonds consolidé des chemins de fer de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*M. le Secrétaire Provincial Marchand*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 22 juin 1878, demandant copie des rapports des Commissaires du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, en date respectivement du 16 mars et du 13 décembre 1876. (Documents de la session No. 9.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 14 juin 1878, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, avec aucunes personnes du comté de *Laprairie*, concernant la construction d'un bureau d'enregistrement ou d'un palais de justice dans le dit comté ; ainsi qu'une copie de toutes résolutions du conseil du dit comté, relativement à ces constructions ; et tous rapports, papiers ou document s'y rapportant, et les sommes payées par le gouvernement pour cet objet. (Documents de la session No. 10.)

La Chambre en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante sept mille, neuf cent quarante cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics moins le montant déjà approprié par statut, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante neuf mille sept cent quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Et la Chambre continuant à siéger en comité après minuit, mercredi matin.

*Mercredi, 3 juillet 1878.*

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un dépôt de livres, cartes, globes, etc., dans le département de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture (3 à \$800), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'une école vétérinaire en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour Bourses, (60 à \$60), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Shehyn*, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Shehyn*, informe alors la Chambre, qu'il a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se formera de nouveau, aujourd'hui, en le dit comité.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour placer le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sous le contrôle du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, étant lu ;

M. *Molleur*, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

---

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit et trois quarts mercredi matin, s'ajourne jusqu'aujourd'hui.

---

### Mercredi, 3 juillet 1878.

M. *Molleur*, du comité spécial nommé pour prendre en considération les moyens qu'il serait à propos d'adopter pour améliorer l'état des chemins de cette Province, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a nommé M. *Molleur* pour son président.

Votre comité recommande respectueusement à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. *Bachand*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des licences de *Québec*, 1878.

M. le Trésorier *Bachand*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance des dispositions du dit bill, il le recommande à la considération de la Chambre.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Wartele*, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal de la Province de *Québec*, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills Nos. 4, 5, 12, 13, 15, 17 et 25 pour amender le code municipal, qui lui ont été référés.

Votre comité a réuni en un seul bill sous le No. 25 les dispositions de ces bills qu'il a jugées nécessaires ainsi que certains autres dispositions que votre comité croit devoir aussi être adoptées.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que ce bill, tel que refondu, soit imprimé.

M. le Secrétaire Provincial *Marchand*, présente en conformité à des adresses à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 26 juin 1878 demandant copie de tous ordres en conseil, depuis le premier de février dernier, concernant la commission de la paix dans le district de *Richelieu*. (Documents de la session No. 11.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 17 juin 1878 demandant une liste des juges de paix dans et pour le district de *Kamouraska*, en mentionnant ceux qui ont prêté serment et se sont qualifiés pour agir. (Documents de la session No. 12.)



Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 17 juin 1878, demandant un état du fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*, indiquant le montant des recettes du dit fonds, la date de ces recettes, le montant des paiements faits à même le dit fonds, la date de ces paiements et les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et la balance du dit fonds. (Documents de la session No. 13.)

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Fortin*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous les rapports des inspecteurs de prisons sur la prison du district de *Kamouraska*, ainsi que de la partie de leur rapport annuel, se rapportant à la dite prison, et ce, depuis et y compris le rapport de 1863 ; aussi, copie des rapports (*presentments*) des grands jurés du même district de *Kamouraska*, depuis cette date, sur l'état de la Cour et de la prison du dit district judiciaire.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Bertrand*,

*Ordonné*, Que la réponse à une adresse en date du 17 juin dernier, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des aviseurs de Son Excellence, ou des départements publics et la Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Portland et Biston*, ou aucun de ses employés : et aussi, copie de tous rapports d'ingénieur, ordre en conseil, ou autres documents se rapportant au dit chemin de fer ou à la dite Compagnie, et ce, depuis le premier jour de mars dernier, soit imprimée.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable M. *Church*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des revenus du bureau du protonotaire et du greffier de la paix et de la Couronne pour le district de *Richelieu*, pour les années 1876 et 1877.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Fortin*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, la liste des actes de la Législature de *Québec*, désavoués depuis la confédération, donnant la date de leur sanction et de leur désaveu, et la raison ou les raisons de leur désaveu.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Fortin*,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Commissaire *Langelier*, M. le Procureur-Général *Ross*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable M. *Church*, M. *Brousseau*, M. *Fortin*, M. *Flynn*, M. *Gagnon*, M. *Meikle*, M. *Pâquet*, M. *Gauthier*, M. *Loranger*, M. *Martel*, M. *Mathieu*, M. *Taillon* et M. *Wurtèle*, pour prendre en considération tous les bills pour amender l'acte électoral de *Québec* de 1875, et pour faire rapport sur iceux avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir, personnes, papiers et records.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable M. *Church*,  
*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie d'un ordre en Conseil Privé de la Puissance, en date du 12 février 1871, concernant la propriété de la *Terrasse Durham*.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Que la dite copie de cet ordre en conseil soit imprimée.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Fortin*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie du contrat d'acquisition par le gouvernement de la ci-devant Province du *Canada*, du terrain où est érigée la Cour du district de *Kamouraska*.

2. La liste des hypothèques existant alors sur le dit terrain, donnant les noms des créanciers, et le montant payé à chacun d'eux.

3. Un état du coût de construction de la dite cour et prison, ainsi que pareil état pour sa reconstruction, en 1863 et 1864.

5. Un état des dépenses d'entretien de la dite Cour depuis sa construction.

6. Un état des sommes perçues par les taxes et les licences imposées dans le dit district pour le fonds de bâtisses et de jurés jusqu'au 30 juin dernier.

7. Un état des sommes payées sur les dites débetures et intérêts, démontrant combien il reste dû sur les dites débetures, si aucune somme est encore due ; sinon combien il a été perçu de plus que le montant des dites débetures.

8. Un résumé ou compte de grand livre de l'état du fonds de bâtisses et de jurés du dit district, le 30 juin dernier donnant, par chaque année, le revenu de chaque source et les dépenses du dit fonds.

9. Un état pour l'année fiscale dernière des sommes perçues pour le dit fonds, donnant le montant versé par chaque officier employé à la perception du dit fonds ou personne qui y a versé quelque montant.

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un rapport sur tous les deniers payés à la Compagnie de chemin fer de *Lévis* et *Kennébec*, ou à toute autre personne représentant la dite Compagnie, à compte du subside payable en vertu de différents actes de la Législature, avec toutes les pièces justificatives à l'appui de ce paiement et toute la correspondance échangée à ce sujet.

Sur motion de M. *Langelier* (*Montmorency*), secondé par M. *Gagnon*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie du bail pour le bureau du trésor et un état des différents prix du loyer de ce bureau, depuis 1867, ainsi que les noms des différents propriétaires.

Sur motion de M. *Deschênes*, secondé par M. *Gauthier*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état détaillé du montant des sommes collectées sur les arrérages des terres de la Couronne, dans cette Province, tant du capital que des intérêts, depuis le 1er mai 1877, jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. Désaulniers, secondé par M. Gauthier,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant les sommes maintenant dues à la Province, comme partie du fonds d'emprunt municipal; cet état devant indiquer les noms des divisions électorales qui doivent ces sommes d'argent et le montant dû par chacune de ces divisions électorales.

Sur motion de M. Duckett, secondé par M. St. Cyr,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute requête et correspondance relative à la nomination de Joseph Stevens, écuier, régistrateur du comté de Soulanges, et de celle de Joseph A. Legris, écuier, greffier de la Cour de Circuit, du même comté.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par l'Honorable M. Church,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état montrant les nominations et les promotions dans le service civil, depuis la dernière session.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Fortin,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des sommes payées à Charles François Roy, écr., arpenteur provincial, par la ci devant Province du Canada, pour tous les services qu'il a pu rendre en aucune qualité quelconque à aucun des départements publics de la dite Province, en distinguant ce qui, chaque année, lui a été payé pour ses services et la nature de ses services, et ce qui lui a été payé pour dépenses contingentes ou de voyage et les totaux des montants qui lui ont été ainsi payés.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, aussi, la date de la nomination de Cyrias Pelletier, écr., avocat, de la cité de Québec, comme Commissaire pour la refonte des statuts de cette Province, la date de sa destitution ou suspension et le montant qui lui a été payé, en sa dite qualité de Commissaire, et le montant de toute réclamation, si aucune il a, contre le gouvernement, pour services, par lui rendus en cette qualité.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Que M. Gagnon et M. Wartelet, soient ajoutés au comité spécial nommé pour prendre en considération, les moyens qu'il serait à propos d'adopter pour améliorer l'état des chemins de cette Province.

Sur motion de M. Mathieu, secondé par M. Wartelet,

*Ordonné*, Que la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 17 juin 1878, demandant un état du fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec, indiquant le montant des recettes du dit fonds, la date de ces recettes, le montant des paiements faits à même le dit fonds, la date de ces paiements et les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et la balance du dit fonds, soit imprimée.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender l'acte électoral de *Québec* de 1875 :

Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*.

Bill pour amender l'acte des élections de *Québec*, de 1875.

Le bill pour prévenir les fraudes des entrepreneurs vis-à-vis des employés, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le Bill pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers.

*Ordonné*, Que M. *McShane*, M. *Nelson* et M. *Mathieu* soient ajoutés au comité spécial sur le bill pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de *Jonction du Lac Champlain* et du *St. Laurent* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Nelson* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender les divers actes incorporant la cité de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des Bills Privés.

Le bill pour amender l'article 1669 du code civil, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de M. le commissaire *Langelier*, secondé par M. le secrétaire provincial *Marchand*,

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente et l'administration des terres publiques.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que chaque fois que le Commissaire des terres de la Couronne jugera convenable d'annuler, en vertu des dispositions de la vingtième section de l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, 32 Vict., ch. 11, aucune vente ou permis d'occupation de terres situées dans une ou plusieurs municipalités, il devra publier au moins deux fois dans la *Gazette Officielle*, une liste des terres dont il a l'intention de canceller la vente ou le permis d'occupation, avec un avis annonçant que, deux mois après la date du dit avis, il annulera telle vente ou permis d'occupation.

2. *Résolu*, Que aussitôt après avoir reçu la *Gazette Officielle* contenant la dite liste et le dit avis, le secrétaire-trésorier de toute municipalité dans les limites de laquelle sont situées les terres mentionnées dans le dit avis et la dite liste, devra les publier en la manière voulue pour la publication des avis par le code municipal.

3. *Résolu*, Que l'agent de la division dans laquelle est situé un lot dont la cancellation est annoncée, devra, sans délai, donner avis de cette cancellation, par carte postale, adressée à l'occupant du dit lot.

4. *Résolu*, Que à l'expiration des deux mois qui suivront la seconde publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle*, le dit Commissaire des terres de la Couronne aura le droit de prononcer l'annulation des dites ventes ou permis d'occupation.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Poirier, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Poirier, fait rapport des résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que chaque fois que le Commissaire des terres de la Couronne jugera convenable d'annuler, en vertu des dispositions de la vingtième section de l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, 32 Vict., ch. 11, aucune vente ou permis d'occupation de terres situées dans une ou plusieurs municipalités, il devra publier au moins deux fois dans la *Gazette Officielle*, une liste des terres dont il a l'intention de canceler la vente ou le permis d'occupation, avec un avis annonçant que, deux mois après la date du dit avis, il annulera telle vente ou permis d'occupation.

2. *Résolu*, Que, aussitôt après avoir reçu la *Gazette Officielle*, contenant la dite liste et le dit avis, le Secrétaire-Trésorier de toute municipalité dans les limites de laquelle sont situées les terres mentionnées dans le dit avis et la dite liste, devra les publier en la manière voulue pour la publication des avis par le code municipal.

3. *Résolu*, Que l'agent de la division dans laquelle est situé un lot dont la cancellation est annoncée, devra, sans délai, donner avis de cette cancellation, par carte postale, adressée à l'occupant du dit lot.

4. *Résolu*, Que, à l'expiration des deux mois qui suivront la seconde publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle*, le dit Commissaire des terres de la Couronne aura le droit de prononcer l'annulation des dites ventes ou permis d'occupation.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que M. le Commissaire Langelier, ait la permission d'introduire un bill pour amender les lois concernant l'administration des terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

*Jeudi, 4 juillet 1878.*

M. Shehyn, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante sept mille, neuf cent quarante cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics (moins le montant déjà approprié par statut,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante neuf mille sept cent quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un dépôt de livres, cartes, globes, etc., dans le département de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture (3 à \$800), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'une école vétérinaire en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour Bourses, (60 à \$60), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

La première résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par M. le Secrétaire Provincial Marchand,

*Ordonné*, Que la seconde résolution soit envoyée de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en insérant les mots " moins la somme déjà appropriée par statut."

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante-neuf mille sept cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, (moins la somme déjà appropriée par statut) pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1879.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Shehyn, fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Shehyn, fait rapport de la résolution en conséquence, et elle est lue, comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante-neuf mille sept cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice (moins la somme déjà appropriée par statut) pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1879.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La troisième résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Et la quatrième résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution.

Et des débats s'en suivant;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de la 31e Victoria, chapitre 4 des statuts de la Province de *Québec*, appelle *Louis Molleur*, écuyer, membre pour le district électoral d'*Iberville*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Molleur*, en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.

X M. *Champagne*, secondé par M. *Charlebois* propose, que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "cette Chambre exprime son opinion que la demande de \$30,000 pour les inspecteurs d'école faite à la Chambre par le gouvernement, est une violation de son programme politique publié dans toute la Province et est une insulte aux électeurs dont les votes ont été obtenus sur la foi d'un programme qui demandait l'abolition de ces inspecteurs," soient mis à la place. †

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger* propose, sous forme d'amendement au dit amendement que les mots suivants : "Et que ce changement politique soudain de la part des Honorables membres du gouvernement, mérite la condamnation de tous ceux qui, dans cette Chambre, ont précédemment voté pour l'abolition de ces inspecteurs," soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'aucun amendement ne peut être fait à un premier amendement à la question de concours sur les résolutions des subsides.

M. l'Orateur suppléant, décide "que l'amendement est dans l'ordre."

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et l'amendement au dit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Martel,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lecavalier,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Tarte.—24.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Nelson,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierville),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Murphy,</i>		<i>Watts.—25.</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

L'amendement à la question principale, étant de nouveau proposé ;

M. *Brousseau*, secondé par M. *Langelier (Montmorency)*, propose sous forme d'amendement au dit amendement que tous les mots après "Chambre", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "concourt dans le rapport

du comité, mais elle espère que le gouvernement présentera à cette Chambre à la prochaine session, un projet de loi pour améliorer le système d'inspection des écoles de cette Province, de manière à en réduire le coût et en augmenter l'efficacité," soient mis à la place.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'aucune motion tendant à entraver les progrès du comité des subsides ne peut être faite.

M. l'Orateur décide, " que l'amendement, étant une répétition de la motion principale, n'est pas dans l'ordre."

Et l'amendement à la question principale étant de nouveau proposé ;

M. *Watts*, secondé par l'Honorable M. *Irvine*, propose que tous les mots après " Chambre " soient effacés, et que les mots " en concourant dans le rapport du comité sur cette résolution, comme étant une dépense nécessaire pour l'année courante, exprime sa détermination de changer le système actuel d'inspection des écoles, aussitôt que possible," soient mis à la place.

Et objection étant faite, qu'aucune motion qui tende à entraver la marche du comité des subsides, ne peut être faite.

M. l'Orateur décide, " que l'amendement étant une répétition de la motion principale, il maintiendra l'objection ".

Et l'amendement à la question principale, étant de nouveau proposé ;

X M. *Brousseau*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*), propose que les mots " cette Chambre exprime son opinion que la demande de \$30,000 pour les inspecteurs d'école faite à la Chambre par le gouvernement, est une violation de son programme politique, publié dans toute la Province, et est une insulte aux électeurs dont les votes ont été obtenus sur la foi d'un programme qui demandait l'abolition de ces inspecteurs," soient effacés et que les mots " mais cette Chambre espère que le gouvernement présentera à cette Chambre à la prochaine session un projet de loi pour améliorer le système d'inspection des écoles de cette Province de manière à en réduire le coût et en augmenter l'efficacité," soient ajoutés à la fin de la question principale.

X Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle contient une proposition sur laquelle la Chambre a déjà donné sa décision.

M. l'Orateur décide, que cette motion n'est pas la même que celle qui a été déjà proposée, et qu'en conséquence, elle est dans l'ordre.

Et l'amendement au premier amendement étant mise aux voix ; il est résolu dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale ainsi amendée, étant mise aux voix ; il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la quatrième résolution, mais cette Chambre espère que le gouvernement présentera à la Chambre à la prochaine session un projet de loi pour améliorer le système d'inspection des écoles de cette Province de manière à en réduire le coût et en augmenter l'efficacité.

La cinquième et la sixième résolution étant lues, une seconde fois, sont adoptées.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Marchand*,

*Ordonné*, Que la septième ainsi que la huitième résolutions soient de nouveau envoyées à un comité de toute la Chambre avec instruction de refondre les deux résolutions en une seule.

*Résolu*, Que cette Chambre, se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.



---

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'une école vétérinaire en français et en anglais, et trente bourses à soixante piastres chacune, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Shehyn* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'une école vétérinaire en français et en anglais et trente bourses à soixante piastres chacune, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Les dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La Chambre, ayant continué à siéger jusqu'à trois heures et trois quarts, jeudi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

### Jeudi, 4 juillet 1878.

*Ordonné*, Que M. *Shehyn*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour amender et refondre l'acte des licences de *Québec*, et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'Administrateur de la Province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement de la Province de *Québec* et celui de la Puissance du *Canada*, au sujet du bill réservé par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, au mois de mars dernier, en vertu des dispositions de l'acte de l'Amérique du Nord, de 1867; ainsi qu'une copie de toutes les pétitions et protestations, concernant le dit bill, provenant de toutes sources quelconques.

Sur motion de M. *Tarte*, secondé par M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état de toutes les sommes payées ou dues, pour la solde des troupes qui ont été mandées récemment de *Montréal* ou mises sur pied; de toutes les sommes qui ont pu ou devront être payées en l'acquit de la ville de *Québec* pour ces troupes; aussi un état de tous montants que le gouvernement a pu payer ou s'engager à payer pour des constables spéciaux, gardiens ou agents en rapport avec la grève, la protection des édifices parlementaires ou des membres de cette Chambre; avec les noms des personnes auxquelles tous paiements auraient été faits ou devraient être faits; et les noms des constables, gardiens ou agents qui ont été employés.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*,  
*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie du règlement ou de la résolution du conseil municipal de la cité de *Montréal*, accordant pour les bâtisses de l'exposition, à *Montréal*, la somme de \$12,000, à laquelle l'Honorable Trésorier a fait allusion dans son exposé financier.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre, qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'article 1669 du code civil ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Flynn* fait rapport que le comité que le comité a examiné le bill et y a fait amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Flynn*, fait rapport du bill en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Honorable M. le Commissaire *Langelier*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour prendre en considération certaines résolutions concernant les terrains à phosphate.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

---

Remarque étant faite, qu'il n'y a pas de *quorum*, les noms des membres présents sont pris comme suit :

M. l'Orateur, MM. *Audet*, *Bergevin*, *Bertrand*, *Blais*, *Chapleau*, *Désaulniers*, *Deschênes*, *Duhamel*, *Gagnon*, *Joly*, *Laberge*, *Langelier* (*Portneuf*), *Lovell*, *Martel*, *Meikle*, *Nelson* et *Tarte*.

Et à sept heures cinquante-cinq minutes, P. M., M. l'Orateur, sans mettre la question aux voix, ajourne la Chambre.

---

### Vendredi, 5 juillet 1878.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Nelson*,—la pétition de l'école de médecine et de chirurgie de la cité de *Montréal*.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*,

*Résolu*, Que, quand cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à onze heures, A. M., et que cette Chambre siége alors depuis cette heure jusqu'à deux heures, P. M.

*Ordonné*, Que M. *Wirtele*, ait la permission d'introduire un bill concernant la publication des ordres en conseil, des proclamations et des règlements des départements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent cinquante-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des maisons de réforme pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur, reprend le fauteuil et M. *Shehyn*, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Shehyn*, informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité, demain.

M. le Secrétaire Provincial *Marchand* présenté en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 3 juillet 1878, demandant la date de la nomination de *Cyril Pelletier*, écrivain, avocat de la cité de *Québec*, comme commissaire pour la refonte des statuts de cette Province, la date de sa destitution ou suspension et le montant qui lui a été payé, en sa dite qualité de commissaire, et le montant de toute réclamation, si aucune il a, contre le gouvernement, pour services, par lui rendus en cette qualité. (Documents de la session No. 14.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 26 juin 1878, demandant copie de toute correspondance avec le gouvernement au sujet de l'importation du blé de semence. (Documents de la session No. 15.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 27 juin 1878, demandant copie des résolutions passées respectivement par les comités catholique et protestant de l'Instruction publique, au sujet des inspecteurs d'écoles. (Documents de la session No. 16.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 22 juin 1878, demandant copie de la correspondance échangée entre Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur et Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance, relativement au renvoi d'office du ministère de Boucherville.

Copie de la correspondance échangée entre Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur et l'Honorable Secrétaire d'Etat ou aucun des membres du Conseil Privé de la Puissance, ayant rapport directement ou indirectement au dit renvoi d'office du cabinet de Boucherville.

Copie complète du dossier dans l'affaire *Bernatchez, Bélanger et Fournier*, ayant rapport à la nomination et élection d'un conseiller municipal, pour le village de *Montmagny*, aussi, copie de la lettre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, datée de la *Rivière-Ouelle*, ordonnant la révocation de la dite nomination ; copie des rapports du Procureur-Général, sur cette affaire et de la révocation de la dite nomination faite par Son Excellence ; copie de la correspondance de l'Honorable Secrétaire-Provincial sur ce sujet, et aussi, copie de la lettre de Son Excellence en date du 19 mars 1877, adressée à l'Honorable Secrétaire-Provincial, dont il est fait mention dans la dépêche du Lieutenant-Gouverneur à Son Excellence le Gouverneur-Général, au sujet du renvoi d'office du cabinet de *Boucherville* ; copie de la proclamation convoquant cette Législature, pour la dépêche des affaires, le 19 décembre dernier. Copie de la proclamation, invitant le peuple de cette province à observer la 22e jour de novembre dernier, comme jour d'actions de grâce.

Copie de toute correspondance échangée entre Son Excellence et le Secrétaire d'Etat, le Premier Ministre ou aucun autre membre du Conseil Privé de la Puissance, au sujet de ce jour d'actions de grâce. (Documents de la session No. 17.)

L'Honorable M. *Joly* met devant la Chambre :—Etat montrant les détails de certains services pour lesquels un vote est demandé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879. (Documents de la session No. 1.)

Aussi, Rapport de *Walter Shanley*, ingénieur civil, sur les tracés rivaux du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, entre *Maskinongé* et *Hochelaga*. (Documents de la session No. 9.)

Et aussi,—Etat de toutes sommes d'argent payées ou dues au sujet des émeutes qui ont eu lieu à *Québec* en juin dernier. (Documents de la session, No. 18.)

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité des subsides, étant lu ;

Et la question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

M. *Gauthier*, secondé par M. *Picard*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots " cette Chambre regrette que le gouvernement, dans l'intérêt de la classe agricole et de la colonisation qui requièrent une protection et un encouragement tout spécial, n'ait pas affecté un montant plus considérable pour favoriser la colonisation et encourager par là l'agriculture, " soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de la 31e Victoria, chapitre 4, des statuts de la Province de *Québec*, appelle l'Honorable *George Irvine*, écuyer, membre pour la division électorale de *Mégantic*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

L'Honorable M. *Irvine* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

---

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Désautniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Church,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Tarte.—28.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville),</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Watts.—28.</i>
<i>Fortin,</i>			

- Et les voix étant également divisées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

La motion principale étant alors mise aux voix,

Ordonné, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et la Chambre, continuant à siéger après minuit, samedi matin.

Samedi, 6 juillet 1878.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et du repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, première classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, deuxième classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour continuer la construction des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le transport, etc., du palais de cristal sur le terrain de l'exposition, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction du pont de *Sainte-Anne*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des salamandres des palais de justice et des prisons, dans les nouveaux districts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, dans les nouveaux districts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles des aliénés de *Beauport*, *Saint-Jean de Dieu* et *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile *Belmont* pour les ivrognes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour dépenses diverses en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (statuts refondus, *Bas-Canada*, chapitre 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle* de *Québec*, pour l'année financière le 30 juin 1879.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Shehyn*, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Shehyn*, informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité aujourd'hui.

Et la Chambre, ayant continué à siéger jusqu'à trois heures et dix minutes, samedi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 6 juillet 1878.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Nelson,—la pétition de *Charles Allard* et autres, de la cité de *Montréal*.

M. *Wärtele*, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal de la Province de *Québec*, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris communication de la requête du conseil municipal du comté de *Drummond*, demandant que le coût des travaux faits sur l'ordre d'un inspecteur de voirie sur les chemins et les ponts municipaux, soit taxé par le conseil, et ensuite assimilé aux taxes municipales, sans qu'il soit nécessaire que ce montant soit constaté par un jugement.

Qu'il a aussi considéré les suggestions faites par le conseil municipal de la paroisse de *Saint-Bonaventure d'Upton* et celles faites par les propriétaires du comté de *Rimouski*, tendant à modifier le système établi par le code municipal pour l'adjudication et la vente des terrains à défaut du paiement des taxes municipales.

Que votre comité, sans se prononcer sur le mérite de ces suggestions, est d'opinion, qu'elles ont droit à une sérieuse considération, mais comme l'adoption de ces suggestions aurait occasionné un changement radical dans plusieurs parties de notre loi municipale, il n'a pas cru devoir les discuter à cette session.

Votre comité croit de son devoir d'attirer l'attention de Votre Honorable Chambre sur l'importance des modifications au code municipal, suggérées par votre comité, dans son second rapport, et votre comité ose espérer qu'elles seront adoptées.

M. *Shehyn*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent cinquante-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des maisons de réforme pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et du repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, première classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, deuxième classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour continuer la construction des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le transport, etc., du palais de cristal sur le terrain de l'exposition, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction du pont de *Sainte-Anne*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des salamandres des palais de justice et des prisons, dans les nouveaux districts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, dans les nouveaux districts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles des aliénés de *Beduport*, *Saint-Jean de Dieu* et *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile *Belmont* pour les ivrognes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (statuts refondus, *Bas-Canada*, chapitre 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle* de *Québec*, pour l'année finissant le 30 juin 1879.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

La première résolution et les suivantes jusqu'à la septième inclusivement étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La huitième résolution étant lue une seconde fois et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

La neuvième résolution et les suivantes jusqu'à la quatorzième inclusivement étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La quinzième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, que cette Chambre concoure avec le dit comité dans la dite résolution ;

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Tarte*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots " que " jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots " Il soit *Résolu*, que le mouvement considérable de colonisation qui se produit sur tous les points de la province, et que la stagnation des affaires et le manque de travaux dans les grands centres, qui peuvent ne faire qu'augmenter, requiert une augmentation analogue dans le service des arpentages des Terres de la Couronne, " soient mis à la place, et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix ;

*Résolu*, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution.

La seizième et la dix-septième résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.



Lundi, 8 juillet 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Bertrand*,—la pétition de *Joseph A. Archambault* et autres, du district électoral de *Rouville*.

Par M. *Picard*,—la pétition de *A. Grenier* et autres, du canton de *Garthby*, comté de *Wolfe*.

Par M. *Desaulniers*,—la pétition de *P. N. Martel* et autres,—la pétition de *Joseph Roy* et autres,—la pétition de *Wm. B. Hamel* et autres,—la pétition de *J. E. Normand* et autres,—la pétition de *Thomas Mercier* et autres,—la pétition de *Joseph Girard* et autres,—la pétition de *Honorat Lacerte* et autres,—la pétition de *Alfred O. Bellefleur* et autres,—la pétition de *David Auger* et autres,—la pétition de *Philippe Gouin* et autres,—la pétition de *James Bailey* et autres,—la pétition de *Joseph Bégin* et autres,—la pétition de *François Guilbeau* et autres,—la pétition de *Onésime Cloutier* et autres,—la pétition de *Augustin Gauthier* et autres,—la pétition de *Joseph Daluise* et autres,—la pétition de *George Martin* et autres,—la pétition de *Joseph Samson* et autres,—la pétition de *Louis Lessard* et autres,—la pétition de *Narcisse Lacombe* et autres,—toutes du district électoral des *Trois-Rivières*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De l'école de médecine et de chirurgie de la cité de *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De *Charles Allard* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte pour mieux assurer le paiement des gages des journaliers.

Ordonné, Que M. *Fortin*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte électoral de *Québec*, 1875.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Fortin*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, une liste des prisonniers qui se sont évadés de la prison du district judiciaire de *Kamouraska*, depuis sa reconstruction, en 1863 ; donnant la date de l'incarcération, la date de leur évasion, l'heure (aussi approximativement qu'il a été possible de le constater) de la journée où l'évasion a eu lieu, le moyen employé ou la manière dont chacun d'eux s'est évadé, en distinguant ceux qui, lors de leur évasion, subissaient leur sentence, et la période d'incarcération qui leur restait à subir, de ceux qui attendaient leur procès ; avec copie de tous les rapports ou explications reçus par le gouvernement au sujet des dites évasions.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état constatant les noms de tous les employés permanents ou temporaires dans le district de *Kamouraska*, d'aucun des départements du gouvernement de cette Province, donnant par département, la résidence de ces employés, la date de leur nomination, la nature des services par eux rendus, le salaire attaché à leur emploi lors de leur nomination et celui qui y est maintenant attaché, et le total de ces salaires pour chaque département.

Sur motion de M. *Boulin*, secondé par M. *Lafontaine* (*Shefford*),

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant

cette Chambre, un état des montants d'argent dépensés pour les fins de colonisation dans le comté de *Bellechasse*, pour les années 1875, 1876, 1877 et 1878 ; à qui l'argent a été donné ; les noms des surintendants ou inspecteurs des chemins de colonisation qui ont eu l'argent pour faire ces chemins ; le montant d'argent voté, le montant d'argent dépensé ; le montant d'argent non dépensé et entre les mains des dits inspecteurs ou surintendants de ces chemins.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre, qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Martel*, secondé par *M. Bertrand*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de cent piastres payé par la Compagnie d'assurance mutuelle des comtés de *Chambly*, *Laval* et *Jacques-Cartier*, pendant la dernière session, soit remis à la dite Compagnie, vu que l'acte d'incorporation pour lequel cet honoraire a été payé n'est pas devenu loi.

*M. le Secrétaire-Provincial Marchand*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 26 juin 1878, demandant :

1. Copie de toutes instructions données par le département des terres de la Couronne à *Antoine Painchaud*, écuier, arpenteur provincial, du bassin de *Gaspé*, ayant rapport à l'arpentage ou cadastre des *Iles de la Madeleine*.

2. Copie de tous rapports faits par le dit *Antoine Painchaud*, du dit arpentage ou cadastre.

3. Copie de tous comptes produits par lui au gouvernement, pour le dit arpentage ou cadastre.

4. Un état des diverses sommes d'argent à lui payées pour le dit ouvrage.

5. Copie de tous ordres en conseil, lettres ou correspondances ayant rapport à l'achat des *Iles de la Madeleine* par le gouvernement. (Documents de la session No. 19.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 22 juin 1878, demandant copie de toute correspondance, rapports, documents échangés entre le gouvernement ou quelqu'un de ses départements et MM. *Dunn*, *Home*, *Gourdeau* et *Plante*, au sujet de la concession d'un lot de grève au bout de l'*Isle d'Orléans*. (Documents de la session No. 20.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 3 juillet 1878, demandant copie d'un ordre de l'Honorable Conseil Privé de la Puissance, en date du 12 février 1871, concernant la propriété de la *Terrasse Durham*. (Documents de la session No. 21.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 19 juin 1878, demandant un état comparatif de la perception du revenu, en la cité de *Montréal*, pour les trois dernières années, à venir au premier de mai dernier. (Documents de la session No. 22.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 3 juillet 1878, demandant état montrant les nominations et les promotions dans le service civil, depuis la dernière session. (Documents de la session No. 23.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 26 juin 1878, demandant copie de tous ordres en conseil, protêts, correspondances concernant la construction des édifices publics de la Province de *Québec*, se rapportant au contrat de MM. *Piton* et *Cimon*. (Documents de la session No. 24.)

---

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 4 juillet 1878, demandant, copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement de la Province de *Québec* et celui de la Puissance du *Canada*, au sujet du bill réservé par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, au mois de mars dernier, en vertu des dispositions de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, de 1867 ; ainsi qu'une copie de toutes les pétitions et protestations concernant le dit bill, provenant de toutes sources quelconques. (Documents de la session No. 25.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 27 juin 1878, demandant une liste des lots avec le numéro, le rang, le canton ainsi que le nom des acquéreurs en premier lieu, ou celui des personnes à qui ces lots ont été transférés, selon le cas, dans le comté d'*Ottawa*, et qui ont été annulés par ordre en conseil, ainsi que copie de tous ordres en conseil, rapports, correspondances ayant rapport à cette annulation ; aussi copie de l'ordre en conseil autorisant la vente des lots à phosphate de chaux dans le dit comté d'*Ottawa*. (Documents de la session No. 26.)

M. le Solliciteur-Général *Chauveau*, met devant la Chambre,  
Etat des sommes reçues et dépensées par l'Assemblée Législative, du premier juillet 1877 au 30 juin 1878, lequel est lu comme suit :

**ETAT des montants reçues et payés par l'Assemblée Législative**

1877.				\$	cts.	\$	cts.
Juillet 1er.	Pour mandat.....			5,000	00		
" 24	do do .....			5,000	00		
Sept. 3.	do do .....			5,000	00		
" 26.	do do .....			5,000	00		
Oct. 19.	do do .....			5,000	00		
Nov. 14.	do do .....			5,000	00		
Dec. 3.	do do .....			5,000	00		
" 20.	do do .....			15,000	00		
1878.							
Janvier 3.	do do .....			5,000	00		
" 22.	do do .....			5,000	00		
Fév. 1.	do do .....			10,000	00		
" 13.	do do .....			30,000	00		
" 28.	do do .....			6,100	00		
Avril 1er.	do do .....			3,074	02		
Mai 1er.	do do .....			3,240	69		
" 18.	do do .....			6,000	00		
Juin 8.	do do .....			8,075	29		
" 27.	do do .....			2,000	00		
						124,490	00
						128,490	00

Québec, 2 Juillet 1878.

depuis le 1er Juillet 1877 au 30 Juin 1878 inclusivement.

	\$	cts.	\$	cts.
Par Indemnité.....	45,362	77		
“ Traitements.....	38,854	91		
“ Service Extra.....	6,080	00		
“ Messagers.....	2,790	00		
“ Papeterie.....	2,381	12		
“ Impréssions et Reliures.....	17,029	34		
“ Papiers Nouvelle et Annonces .....	1,208	26		
“ Divers.....	3,805	11		
“ Codification des Lois.....	9,503	85		
“ Département du Trésor.....	874	64		
			128,490	00
			128,490	00

L. SIMONEAU,  
Comptable, A. L.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour réprimer les processions de parti, étant lu ;

M. *Taillon*, secondé par M. *Tarte*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et des débats s'en suivant,

Et objection étant faite que le sujet de ce bill n'est pas de la juridiction de cette Chambre,

M. l'Orateur décide comme suit : Je suis d'opinion que ce bill est dans les limites de la juridiction de cette Chambre ; mais quand même je serais dans l'erreur sur ce point, l'importance du bill exige qu'il soit discuté devant la Chambre. En conséquence je ne maintiens pas l'objection.

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Wärtele*, propose que les débats soient ajournés jusqu'à demain pour être alors le premier ordre du jour, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Bachand*,  
*Boutin*,  
*Chauveau*,  
*Church*,  
*Duhamel*,  
*Flynn*,  
*Fortin*,

*Gagnon*,  
*Irvine*,  
*Joly*,  
*Lafontaine* (*Shefford*),  
*Lafontaine* (*Napierre-*  
*ville*),  
*Langelier* (*Portneuf*),

*Lovell*,  
*Lynch*,  
*Marchand*,  
*Mathieu*,  
*Meikle*,  
*Molleur*,

*Nelson*,  
*Rinfret dit Malouin*,  
*Robertson*,  
*Ross*,  
*Watts et*  
*Wärtele*.—25

CONTRE :

Messieurs :

*Audet*,  
*Beaubien*,  
*Bergevin*,  
*Bertrand*,  
*Blais*,  
*Brousseau*,  
*Caron*,

*Champagne*,  
*Chapleau*,  
*Charlebois*,  
*Desaulniers*,  
*Deschênes*,  
*Duckett*,  
*Dupuis*,

*Houde*,  
*Laberge*,  
*Lalonde*,  
*Lavallée*,  
*Magnan*,  
*Martel*,  
*McShane*,

*Peltier*,  
*Picard*,  
*Racicot*,  
*Shehyn*,  
*St. Cyr*,  
*Taillon*, et  
*Tarte*.—28.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4, des statuts de la Province de Québec, appelle W. W. *Lynch*, écuyer, membre pour la division électorale de Brôme, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Lynch*, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La question principale étant alors mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Et la question, étant mise aux voix, que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 2093 et 2099 du code civil, étant lu ;

---

M. Würtele, secondé par M. Mathieu, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'en suivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

Mardi, 9 juillet 1878.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors, la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit vingt minutes, mardi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mardi, 9 juillet 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Houde,—la pétition du Révérend C. A. Barolet et autres, de la paroisse de *Sainte-Eulalie*, comté de *Nicolet*.

Par M. Price,—la pétition de la municipalité du canton de la *Grande Baie*,—la pétition de la municipalité du canton de *Jonquière*,—la pétition de la municipalité du village de *Chicoutimi*,—la pétition de la municipalité du canton de *Chicoutimi*,—la pétition de la municipalité du village de *Bagotville*,—la pétition de la municipalité du canton de *Tremblay*,—et la pétition de la municipalité du canton de *Latérière*.

M. Würtele, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender l'acte électoral de *Québec*, de 1875, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*,

Résolu, Qu'après aujourd'hui, les ordres du gouvernement auront priorité chaque jour pendant le reste de la session, excepté les mercredis.

M. Watts, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le troisième rapport du comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender les divers actes incorporant la cité de *Québec* et pour effectuer un nouvel emprunt, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'Honorable M. Joly, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et des débats s'ensuivant,

Et étant, six heures, P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour réprimer les processions de parti ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Flynn*, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*On donne*, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre reprend les débats sur la question : Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. *Nelson*, secondé par M. *Taillon*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots " cette Chambre exprime le regret que le gouvernement ait décidé " d'adopter le tracé de *Terrebonne* plutôt que celui du *Bout de l'Île*," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

•POUR :

Messieurs :

<i>Beaubien,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Tarte.—7.</i>
<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>McShane,</i>	<i>Racicot et</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>ville.)</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lecavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Wurtele.—52.</i>
<i>Church,</i>			

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question, étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

M. *Loranger*, secondé par M. *Martel*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots " si le gouvernement adopte le tracé de *Maskinongé* à *Terrebonne* pour le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, ce tracé doit être continué de *Terrebonne* à la partie-est de *Montréal*, directement *viâ* le village de *Saint-Vincent de Paul*, dans le comté de *Laval* ; " soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'à minuit, mercredi matin.



*Mercredi, 10 juillet 1878.*

Cet amendement est, avec le consentement de la Chambre, retiré.  
Et la question étant de nouveau mise aux voix, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;  
Et de nouveaux débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Trésorier *Bachand*,  
*Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

Et la Chambre, ayant continué à siéger jusqu'à minuit et trois quarts, mercredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

*Mercredi, 10 juillet 1878.*

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Picard*,—la pétition de *Jean Blais* et autres, du canton de *Wolfestown*,  
—et la pétition de *Louis Morin* et autres, du canton de *Ham Nord*, tous du comté de *Wolfe*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Joseph A. Archambault* et autres, du district électoral de *Rouville* ; demandant que le traitement de l'Orateur ainsi que celui des membres de l'Assemblée Législative et des employés des divers départements soient diminués.

De *A. Grenier* et autres, du township de *Garthby*, comté de *Wolfe* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

Et la question étant proposée que la pétition de *P. N. Martel* et autres, du district électoral des *Trois-Rivières*, se plaignant de l'élection et du retour d'élection de *Arthur Turcotte*, écuyer, avocat, de la cité des *Trois-Rivières*, soit maintenant reçue et lue.

Et objection étant faite, Que la motion pour la réception de la pétition n'est pas dans l'ordre, parce que, la manière de procéder régulièrement, quand un honorable membre présente une pétition se plaignant d'une infraction de privilège, est de faire motion, que la dite pétition soit imprimée, et de donner avis qu'il appellera l'attention de la Chambre sur ce sujet ; et parce que, lorsque la conduite d'un honorable membre est inculpée, il est de règle de lui demander s'il objecte à l'impression de la pétition, jusqu'à ce qu'on lui ait fourni l'occasion de se disculper, ce qui n'a pas eu lieu dans le cas actuel.

M. l'Orateur décide que l'objection ne peut pas être maintenue.

Et la question étant proposée, que la dite pétition soit maintenant reçue et lue, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs :

*Audet,*  
*Beaubien,*  
*Bergevin,*  
*Caron,*  
*Champagne,*  
*Chapleau,*  
*Charlebois,*

*Church,*  
*Désaulniers,*  
*Deschênes,*  
*Duckett,*  
*Duhamel,*  
*Gauthier,*  
*Houde,*

*Lalonde,*  
*Lavallée,*  
*LeCavalier,*  
*Loranger,*  
*Magnan,*  
*Martel,*  
*Picard,*

*Robertson,*  
*Robillard,*  
*Sawyer,*  
*St. Cyr,*  
*Taillon et*  
*Tarte.—27.*

## CONTRE :

## Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Price,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>McShane,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Napierville),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Dupuis,</i>		<i>Murphy,</i>	<i>Wärtele.—34.</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Nelson,</i>	

Ainsi, la question est résolue dans la négative.

Sur motion de M. *Taillon*, secondé par M. *McShane*,  
Ordonné, Que l'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour réprimer les processions de parti, soit maintenant lu ;

Et le dit ordre étant lu ;

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

M. *Flynn* fait, en conséquence, rapport du bill et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill pour amender les divers actes incorporant la cité de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le comité a examiné le bill ; et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender les divers actes incorporant la cité de *Québec* et pour effectuer un nouvel emprunt."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. *Sawyer*, du comité spécial nommé pour prendre en considération la pétition de M. *Saint-Onge* et autres, de la paroisse de *Saint-François de la Beauce*, concernant les mines d'or dans la dite paroisse, présente à la Chambre le rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que les pétitionnaires n'ont pas prouvé qu'il y eut d'obstacles d'une nature particulière, à la *Beauce*, tendant à entraver les opérations de mines dans ce district.

Qu'ils n'ont pas, non plus, fait connaître quels amendements ils croyaient nécessaire de faire à l'acte concernant les mines d'or.

Votre comité ne peut prendre sur lui de donner une opinion touchant le droit de propriété transmis par les lettres patentes dont il est fait mention dans la dite pétition, mais il recommande que le gouvernement prenne immédiatement des procédures légales pour établir la validité des dites lettres patentes.

Votre comité recommande de plus, que pendant la dite contestation devant les tribunaux, la formule de licences ci-annexée soit adoptée pour l'émission de licences pour droit de mine sur les propriétés privées, dans la seigneurie de *Rigaud-Vaudreuil*, division de la chaudière. Cette formule étant considérée la plus conforme aux dispositions de l'acte des mines d'or.

Votre comité croit devoir aussi suggérer qu'un Commissaire de mines soit nommé pour la Province.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

No.

*Permis pour miner sur les propriétés privées, division de la Chaudière. (Dans la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil.*

, ayant payé l'honoraire de un dollar courant, est par le présent autorisé à chercher de l'or, durant un mois, depuis, sur les propriétés privées, dans la seigneurie de *Rigaud-Vaudreuil*, dans cette division, mais seulement avec le consentement des propriétaires des terrains, suivant la loi, et aussi du consentement du propriétaire des droits de mines dans cette division, en vertu des lettres-patentes ci-devant émises; sujet à toutes les conditions et exigences de "l'acte des mines d'or" et ses amendements, et aux règlements ci-dessous.

Ce permis n'est pas transférable.

1878.

Inspecteur des mines d'or, division  
de la *Chaudière*.

L'Honorable M. Joly, met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur; rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics pour la Province de *Québec*, pour l'année fiscale 1877-78. (Documents de la session No. 2.)

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Fortin,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des témoignages reçus par le coroner *Grenier*, sur les causes de la mort de *Théophile Roy dit Voisine*, des *Trois-Pistoles*, en mai dernier, et copie du rapport du dit coroner et du verdict des jurés à la suite de la dite enquête.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 11 juillet 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Poirier,—la pétition de *Louis Vallée* et autres, de la paroisse de *Sainte-Marie*, comté de *Beauce*.

Par l'Honorable M. Chapleau,—la pétition de *Charles Daunais* et autres, du district électoral de *Terrebonne*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend C. A. Barolet et autres, de la paroisse de *Sainte-Eulalie*, comté de *Nicolet*, demandant de l'aide pour des chemins de colonisation.

De la municipalité du canton de la *Grande Baie*,—de la municipalité du canton de *Jonquière*,—de la municipalité du canton de *Chicoutimi*,—de la municipalité du canton de *Laterrière*,—de la municipalité du canton de *Tremblay*,—de la municipalité du village de *Chicoutimi*,—et de la municipalité de *Bagotville*; demandant respectivement du délai pour le remboursement des sommes prêtées pour grains de semence.

Sur motion de M. *Sawyer*, secondé par M. *Lynch*,

*Ordonné*, Que cette Chambre concourt dans le rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération la pétition de M. *Saint-Onge* et autres, de la paroisse de *Saint-François* de la *Beauce*, concernant les mines d'or dans la dite paroisse, en exceptant le dernier paragraphe, qui a rapport à la nomination d'un Commissaire des mines.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour réprimer les processions de parti, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

Et la question étant proposée, que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Et des débats s'ensuivant ;

M. le Secrétaire-Provincial se lève de son siège, et demande que les paroles qui viennent d'être prononcées par l'honorable membre pour *Bonaventure*, soient entrées dans les journaux de cette Chambre ;

Et ces paroles sont prises comme suit :

"J'affirme que je crois pouvoir prouver, que l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne a trompé la Chambre—et j'ai même dit : que je crois pouvoir prouver, que le dit Honorable Commissaire des Terres de la Couronne a menti à la Chambre."

Et l'Honorable membre pour *Bonaventure* ajoute alors : "Je retire ces dernières expressions, parcequ'elles ne sont pas parlementaires."

M. *Wurtele*, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender l'acte électoral de *Québec*, de 1875, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les divers bills pour amender l'acte électoral de *Québec*, de 1875, et a réuni en un seul bill, les dispositions de ces bills qu'il a jugé nécessaires, ainsi que certaines autres dispositions que votre comité croit devoir aussi être adoptées.

Le dit bill ainsi refondu est rapporté avec le présent rapport et votre comité en recommande l'adoption.

Et la question, étant mise aux voix, que le bill pour réprimer les processions de parti soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre ;

Elle est résolue dans l'affirmative.

*Résolu*, Que cette Chambre, se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Flynn*, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. *Flynn*, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

M. *Taillon*, secondé par M. *Tarte*, propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Lynch*, secondé par M. *Racicot* propose, sous forme d'amendement que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les

mots : il est *Résolu*, Que cette Chambre est d'opinion que le dit bill n'est pas dans les limites de sa juridiction, et de plus, que ses dispositions ne sont pas de nature à produire l'effet qu'il a en vue", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs :

Boutin,  
Cameron,  
Church,  
Gagnon,

Irvine,  
Joly,  
Lafontaine (Shefford),  
Langelier (Portneuf),

Lovell,  
Lynch,  
Marchand,  
Meikle,

Racicot,  
Robertson,  
Ross et  
Sawyer.—16.

## CONTRE :

## Messieurs :

Audet,  
Bachand,  
Beaubien,  
Bergevin,  
Bertrand,  
Blais,  
Brousseau,  
Caron,  
Champagne,  
Chapleau,

Charlebois,  
Chauveau,  
Desaulniers,  
Deschênes,  
Duckett,  
Dupuis,  
Fortin,  
Gauthier,  
Houde,  
Laberge,

Lafontaine (Napierre-  
ville),  
Lalonde,  
Lavallée,  
LeCavalier,  
Loranger,  
Magan,  
Martel,  
McShane,  
Murphy,

Pâquet,  
Picard,  
Poirier,  
Rinfret dit Malouin,  
Robillard,  
Shehyn,  
St. Cyr,  
Taillon et  
Tarte.—38.

Ainsi il est résolu dans l'affirmative.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative, sur la même division que la précédente, mais inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour réprimer les processions de parti," la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative, sur la même division que la précédente, mais inverse.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée, mardi le 9 du courant, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre reprend les dits débats.

Et la question étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

M. Martel, secondé par M. St. Cyr, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots : Il soit *Résolu*, que cette Chambre est d'opinion que pour pratiquer l'économie en conformité du programme inauguré par le gouvernement, le salaire du secrétaire privé et aide-de-camp de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur devrait être réduit à mille piastres par année, et que les dépenses encourues pour le maintien de la résidence du Lieutenant-Gouverneur ne sont pas en rapport avec les ressources de la Province, et qu'un local moins dispendieux devrait être choisi comme lieu de résidence du Lieutenant-Gouverneur et la propriété de *Spencer Wood* mise en vente," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Martel,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>St. Cyr et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Tarte.—21.</i>
<i>Chapleau,</i>			

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret dit Malouin et</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>ville),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross.—29.</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

M. *LeCavalier*, secondé par M. *Lavallée*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots : " pour donner suite à l'idée d'économie exprimée par cette Chambre, à l'ouverture de cette session, le salaire de l'Orateur de cette Chambre ne devrait être que de douze cents piastres, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lecavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Tarte.—22.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>McShane,</i>	<i>Ross et</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>ville.)</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Sawyer.—29.</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix.

*Ordonné*, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du service d'enregistrement par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses générales pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn*, fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Shehyn*, fait rapport des résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du service d'enregistrement par le département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses générales pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. *Shehyn* informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité, demain.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée vendredi, le 28 juin dernier, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée, relativement au paiement des volontaires qui ont été appelés pour réprimer l'émeute soulevée dernièrement dans la cité de Québec, étant lu ;

La Chambre reprend les dits débats ajournés.

Et la question étant de nouveau proposée ;

Et de nouveaux débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Marchand* ;

*Ordonné*, Que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

---

Vendredi, 12 juillet 1878.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Bertrand*,—la petition de *Joseph Lebeau* et autres, du district électoral de *Rouville*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De *James Blais* et autres, du township de *Wolfestown*, et de *Louis Morin* et autres, du township de *Ham Nord*, tous du comté de *Wolfe* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans ces dits townships.

M. *Lynch*, du comité spécial nommé pour prendre en considération le bill pour assurer le paiement des gages des ouvriers et sur d'autres sujets renvoyés à ce comité, présente le rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en sérieuse considération le bill, pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers et le bill pour pourvoir contre certaines fraudes commises par les entrepreneurs publics, envers leurs employés, qui lui ont été référés, ainsi que la requête de *Charles Allard* et autres, soumet respectueusement, que tout en étant d'opinion qu'il est désirable qu'une loi plus efficace soit passée pour assurer le paiement des gages des ouvriers, ainsi que le paiement des matériaux fournis, il n'est pas prêt à adopter les dispositions de ces bills, attendu que dans l'opinion de votre comité, elles sont d'une nature trop générale.

Des représentations ayant été faites devant votre comité, que la classe d'ouvriers qui a le plus besoin de protection sont ceux qui travaillent aux Travaux Publics, sous le contrôle, tant des autorités fédérales que locales, votre comité croit devoir recommander qu'une loi soit soumise par le gouvernement à la prochaine session de votre Législature, pour la protection de la classe ouvrière en ce qui regarde le paiement de leurs gages et que des représentations soient faites au gouvernement fédéral aux fins de l'engager à législater dans le même sens.

M. le Secrétaire Provincial *Marchand*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, une réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 22 de juin 1878, demandant copie de toute correspondance, rapports, documents entre le gouvernement ou quelqu'un de ses départements et MM. *Dunn*, *Home*, *Courdeau* et *Plante*, au sujet de la concession d'un lot de grève au bout de l'*Île d'Orléans*. (Documents de la session No. 20.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 3 juillet 1878, demandant la liste des actes de la Législature de *Québec*, désavoués depuis la confédération, donnant la date de leur sanction et de leur désaveu, et la raison ou les raisons de leur désaveu. (Documents de la session No. 27.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 3 juillet 1878, demandant copie du bail pour le bureau du trésor et un état des différents prix du loyer de ce bureau, depuis 1867, ainsi que les noms des différents propriétaires. (Documents de la session No. 28.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 26 juin 1878, demandant copie de tous ordres en conseil, en vertu desquels il a été décidé de discontinuer les poursuites intentées par le gouvernement contre le comté d'*Ottawa* pour obtenir le paiement du Bonus aux chemins de fer. (Documents de la session No. 29.)



Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 26 juin 1878, demandant un état des billets donnés au Département des Terres de la Couronne pour coupe de bois ; le dit état indiquant les faiseurs et les endosseurs de ces billets, la date et le montant de chacun, les banques où ils ont été mis en collection, ceux qui ont été payés à la date du 18 juin courant et ceux qui ne l'ont pas été ou qui ne l'ont été qu'en partie, à cette date. (Documents de la session No. 30.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 26 juin 1878, demandant copie de tous ordres en Conseil, en vertu desquels il a été décidé que le township en arrière du comté d'Ottawa ne serait pas obligé de payer aucun des bonnus de chemins de fer souscrits. (Documents de la session No. 31.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 26 juin 1878, demandant un état des revenus du bureau du Protonotaire et du Greffier de la Couronne pour le district des *Trois-Rivières*, pour les années 1875, 1876, 1877 et jusqu'à ce jour. (Documents de la session No. 32.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 4 juillet 1878, demandant copie du règlement ou de la résolution du conseil municipal de la cité de *Montréal*, accordant pour les bâties de l'exposition, à *Montréal*, la somme de \$12,000, à laquelle l'Honorable Trésorier a fait allusion dans son exposé financier. (Documents de la session No. 33.)

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix mille deux cent quarante piastres et dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1877 ; (Voir comptes publics No. 11, p. 105,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Murphy* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix mille deux cent quarante piastres et dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1877 ; (Voir comptes publics No. 11, p. 105,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. *Murphy*, informe alors la Chambre, qu'il a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité, demain.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens, étant lu ;

M. le Trésorier *Bachand*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

M. le Trésorier *Bachand*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent soixante-et-quatre mille quatre cent cinquante-cinq piastres (\$1,764,455) pour les dépenses de l'année fiscale finissant au 30 juin 1879, couvrant les montants déjà votés, soit accordée à Sa Majesté, sur le fonds consolidé de revenu de cette Province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Shehyn*, fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Shehyn*, fait rapport de la résolution en conséquence, laquelle est lue, comme suit :

*Résolu*, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent soixante-et-quatre mille quatre cent cinquante-cinq piastres (\$1,764,455) pour les dépenses de l'année fiscale finissant au 30 juin 1879, couvrant les montants déjà votés, soit accordée à Sa Majesté, sur le fonds consolidé de revenu de cette Province.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que M. *Bachand*, ait la permission d'introduire un bill pour accorder à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Trésorier *Bachand*,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à dix heures, A. M., et qu'elle siège depuis cette heure jusqu'à deux heures, P. M.

M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 26 juin de 1878 demandant, un état des réclamations des colons de la colonie de repatriement du comté de *Témiscouata*, pour se faire payer le prix des défrichements faits sur les lots mis en réserve dans la dite colonie, et le prix de leurs maisons, conformément à la loi. Le nombre et le montant des réclamations jusqu'à ce jour, y compris celles qui ont été payées par l'ex-gouvernement ou par celui d'aujourd'hui. (Documents de la session No. 34)

M l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction du lac *Champlain* et du *Saint-Laurent*.

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 1669 du code civil."

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour placer le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sous le contrôle du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics," avec plusieurs amendements auxquels il demande la concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour placer le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sous le contrôle du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics," lesquels sont lus comme suit :

Clause 3, ligne 7e, après les mots "32 Vict., ch." retrancher le chiffre "2" et le remplacer par les chiffres "15."

Clause 4, retrancher les mots "dix jours après sa sanction" et les remplacer par les mots "aussitôt qu'un ordre en Conseil à cet effet aura été passé et publié."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée le 28 juin dernier, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une résolution concernant le paiement des volontaires appelés pour supprimer la récente émeute qui a eu lieu en la cité de *Québec*, étant lu ;

La Chambre reprend les dits débats ;

Et la question étant de nouveau proposée ;

M. *Champagne*, secondé par M. *Taillon*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "cette Chambre s'empresse de reconnaître le zèle et la promptitude avec lesquels les régiments de volontaires de *Québec* et de *Montréal* se sont réunis pour la défense de la cité de *Québec*, lors de l'émeute des douze et treize juin dernier.

"Que cette Chambre est d'opinion que l'Honorable Premier Ministre ayant déclaré devant cette Chambre qu'il avait pris au nom de la Province l'engagement avec les autorités militaires d'assurer le paiement de la solde et de l'entretien des volontaires, le gouvernement soit autorisé à faire les avances de fonds nécessaires pour le paiement immédiat de ces dépenses auxquelles la corporation de *Québec* était tenue.

"Mais que cette Chambre ne saurait s'empêcher de blâmer l'action du gouvernement, lorsque ce dernier veut faire porter le fardeau de ces dépenses par la Province, pour exonérer la corporation de *Québec*, des obligations que la loi lui impose, pour la protection de la vie et de la propriété dans les limites de la cité, et qu'elle insiste pour que le gouvernement prenne des mesures efficaces pour recouvrer de la dite corporation le montant des avances autorisées par la présente résolution," soient mis à la place.

Et les débats s'ensuivent ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 13 juillet 1878.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs :

*Audet,*  
*Beaubien,*  
*Bergevin,*  
*Caron,*  
*Champagne,*  
*Chapleau,*

*Charlebois,*  
*Désaulniers,*  
*Deschênes,*  
*Duckett,*  
*Houde,*  
*Lalonde,*

*Lavallée,*  
*LeCavalier,*  
*Loranger,*  
*Magnan,*  
*Martel,*

*Picard,*  
*Robertson,*  
*St. Cyr,*  
*Taillon et*  
*Tarte.—22.*

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Nelson,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Church,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Ross et</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>ville),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Shehyn.—28.</i>
<i>Flynn,</i>			

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative sur la même division que la précédente, mais inverse.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu,* Que les dépenses encourues pour le paiement des volontaires, appelés pour la suppression de la dernière émeute dans la cité de *Québec* soient portées au compte des dépenses publiques et payées par le Trésorier de cette province. La partie des frais encourus pour le paiement des troupes devant être remboursée par la corporation de la cité de *Québec*.

M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. *Racicot* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné,* que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Racicot*, fait rapport de la résolution en conséquence, laquelle est lue somme suit :

*Résolu,* Que les dépenses encourues pour le paiement des volontaires, appelés pour la suppression de la dernière émeute dans la cité de *Québec* soient portées au compte des dépenses publiques et payées par le Trésorier de cette province. La partie des frais encourus pour le paiement des troupes devant être remboursée par la corporation de la cité de *Québec*.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

*Ordonné,* Que l'honorable M. *Joly*, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le paiement des volontaires appelés pour supprimer la récente émeute qui a eu lieu dans la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la lecture en est ordonnée pour aujourd'hui.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit quarante-huit minutes, samedi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 13 juillet 1878.

*Dix heures A. M.*

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Charles Daunais* et autres, du district électoral de *Terrebonne* ; demandant que le traitement de l'Orateur ainsi que celui des membres de l'Assemblée Législative et des employés des divers départements, soient diminués.

De *Louis Vallée* et autres, de la paroisse de *Ste. Marie*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour des chemins et pour un pont dans la dite paroisse.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée, jeudi, le 4 juillet courant ;

Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité sur des résolutions concernant les terrains à phosphate, étant lu ;

La Chambre reprend les dits débats.

Et la question étant mise aux voix,

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que " l'acte des mines de phosphate " soit amendé, en remplaçant la clause 16 d'icelui, par la suivante :

" Des terrains à phosphate dans les localités arpentées ou non arpentées, sur lesquelles il aurait été fait des améliorations en vue d'y faire un établissement agricole, ou sur lesquels des réclamations pourraient exister ; ou sur lesquels des explorations et fouilles auraient été faites, pour découvrir du phosphate, pourront être vendus, par le Commissaire des terres de la Couronne, ou sous sa direction, à vente privée, et non aux enchères, à un prix à être convenu, mais d'au moins deux piastres l'acre, payable comptant.

Toutefois, pour qu'un terrain à phosphate puisse être vendu de gré à gré, comme susdit, par le commissaire des Terres de la Couronne, à raison de ce que l'acheteur y aurait fait des explorations et des fouilles pour découvrir du phosphate, il faudra que les dites explorations et fouilles aient été faites en vertu d'une licence obtenue des dits commissaires des Terres de la Couronne.

La dite licence devra indiquer le lot pour lequel elle sera accordée : elle ne sera donnée que pour un mois, à compter de son émission, et ne sera accordée que sur paiement d'un droit d'au moins dix piastres par chaque 100 acres, et donnera à celui qui en sera porteur, un droit de préemption sur le terrain pour lequel elle aura été accordée. Aucune licence ne sera accordée pour plus de deux cents acres, et, dans tous les cas, les licences seront accordées de manière que chaque lot mis sous licence, alterne avec quatre lots contigus réservés pour vente publique.

Les ventes faites de gré à gré, en vertu de la présente section, seront soumises à toutes les charges et conditions établies pour la vente des terres à phosphate, en vertu du présent acte.

Lorsqu'un plan du terrain n'aura pas été fourni avec la demande d'une licence, comme susdit, toute personne qui désirera avoir des lettres patentes d'un terrain à phosphate, en vertu de la présente section, devra fournir, à ses dépens, tel plan préparé, par un arpenteur provincial, et sujet à l'approbation du dit Commissaire des terres de la Couronne."

*Résolu*, Que chaque fois qu'un lot à phosphate sera, à l'avenir, vendu, sujet au droit de cinquante centins par tonneau, prescrit par l'acte des mines de phosphate, l'acheteur devra, pas plus d'une année après l'octroi de la patente du dit lot, commencer l'exploitation du phosphate, et il devra la continuer ensuite, sans interruption, ou payer à la Province une rente annuelle de cinq piastres le premier novembre.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Brousseau, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Brousseau, fait en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, Que " l'acte des mines de phosphate " soit amendé, en remplaçant la clause 16 d'icelui, par la suivante :

" Des terrains à phosphate dans les localités arpentées ou non arpentées, sur lesquelles il aurait été fait des améliorations en vue d'y faire un établissement agricole, ou sur lesquelles des réclamations pourraient exister ; ou sur lesquels des explorations et fouilles auraient été faites, pour découvrir du phosphate, pourront être vendus, par le Commissaire des terres de la Couronne, ou sous sa direction, à vente privée, et non aux enchères, à un prix à être convenu, mais d'au moins deux piastres l'acre, payable comptant.

Toutefois, pour qu'un terrain à phosphate puisse être vendu de gré à gré, comme susdit, par le Commissaire des terres de la Couronne, à raison de ce que l'acheteur y aurait fait des explorations et des fouilles pour découvrir du phosphate, il faudra que les dites explorations et fouilles aient été faites en vertu d'une licence obtenue du dit Commissaire des terres de la Couronne.

La dite licence devra indiquer, le lot pour lequel elle sera accordée : elle ne sera donnée que pour un mois, à compter de son émission, et ne sera accordée que sur paiement d'un droit d'au moins dix piastres par chaque 100 acres, et donnera à celui qui en sera porteur, un droit de préemption sur le terrain pour lequel elle aura été accordée.

Aucune licence ne sera accordée pour plus de deux cents acres, et dans tous les cas, les licences seront accordées, de manière que chaque lot mis sous licence alterne avec quatre lots contigus réservés pour vente publique.

Les ventes faites de gré à gré, en vertu de la présente section, seront soumises à toutes les charges et conditions établies pour la vente des terres à phosphate, en vertu du présent acte.

Lorsqu'un plan du terrain n'aura pas été fourni avec la demande d'une licence, comme susdit, toute personne qui désirera avoir des lettres patentes d'un terrain à phosphate, en vertu de la présente section, devra fournir, à ses dépens, tel plan préparé, par un arpenteur provincial, et sujet à l'approbation du dit Commissaire des terres de la Couronne.

*Résolu*, Que chaque fois qu'un lot à phosphate sera, à l'avenir, vendu, sujet au droit de cinquante centins par tonneau, prescrit par l'acte des mines de phosphate ; l'acheteur devra, pas plus d'une année après l'octroi de la patente du dit lot, commencer l'exploitation du phosphate, et, il devra la continuer ensuite, sans interruption, ou payer à la Province une rente annuelle de cinq piastres le premier novembre.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que M. le Commissaire Langelier, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des mines de phosphate (41 Vict., chap. 4.)

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du ressort du service public, soit rescindé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit retiré.

M. le Trésorier *Bachand*, secondé par M. le Commissaire *Langelier*, propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens, pour corriger une erreur dans la résolution adoptée hier par le dit comité.

M. le Trésorier *Bachand*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$1,817,455, pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1879, couvrant les montants déjà votés, sauf le montant de \$489,586.68 déjà voté pour intérêts, fonds d'amortissement et administration de la dette publique, soit accordée à Sa Majesté sur le fonds consolidé de revenu de cette Province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Racicot*, fait rapport que le comité a passé une résolution:

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Racicot*, fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$1,817,455 pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1879, couvrant les montants déjà votés, sauf le montant de \$489,586.68 déjà voté pour intérêts, fonds d'amortissement et administration de la dette publique, soit accordée à Sa Majesté, sur le fonds consolidé de revenu de cette Province.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. *Racicot*, informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

*Ordonné*, Que M. le Trésorier *Bachand*, ait la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Le bill pour amender les lois concernant l'administration de terres de la Couronne, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch*, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lynch, fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender de nouveau l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques," (32 Vict., chap. 11.)

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour pourvoir à l'abolition des cours de magistrats de district, étant lu ;

Et la question, étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Le bill, pour amender l'acte des licences de *Québec*, de 1878, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

### Lundi, 15 juillet 1878.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Blais,—la pétition de *Charles Rosconi* et autres du district électoral de *Bagot*.

M. Laberge du comité permanent de l'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le second rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander à Votre Honorable Chambre :

Que des circulaires contenant une série de question sur les progrès de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation depuis 1868, et sur les moyens à prendre pour les augmenter, soient répandues dans tous les comtés de la Province, afin d'obtenir des réponses à ces questions à être examinées par le comité d'agriculture de cette Chambre à la prochaine session.

Que la dite circulaire contienne les questions suivantes :

1. L'agriculture a-t-elle fait dans les dix dernières années, et fait-elle actuellement des progrès sensibles ? Et dites en quoi ces progrès consistent ?

2. Le conseil d'agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent-ils au progrès agricole dans la proportion de ce qu'ils coûtent au trésor public, ce coût étant en moyenne de \$500 par comté, par année ?

3. Etes-vous en faveur des expositions provinciales tous les deux ans ou préféreriez-vous qu'elles eussent lieu moins souvent ?

4. Etes-vous en faveur des expositions agricoles dans chaque comté tous les ans, ou préféreriez-vous qu'elles eussent lieu moins souvent ?

5. Ne vaudrait-il pas mieux qu'une partie des fonds appropriés aux dites Expositions fût employée à macadamiser les chemins ?

6. S'est-il glissé des abus dans les sociétés d'agriculture ? si oui, veuillez les signaler.



7. L'introduction de l'enseignement agricole pratique dans les écoles normales et dans les écoles primaires vous paraît-elle un bon moyen d'activer les progrès de l'agriculture ?

8. Un ou plusieurs prix accordés annuellement pour l'exploitation agricole la mieux dirigée et la plus profitable, dans chaque comté, remplaceraient-ils avantageusement les expositions accoutumées, ou cette mesure devrait-elle aller de pair avec les expositions ?

9. Quels seraient, suivant vous, les autres moyens d'activer les progrès de l'agriculture ?

10. Le goût des occupations agricoles paraît-il diminuer parmi la jeunesse de votre localité ? si oui, veuillez dire à quoi vous en attribuez la cause ?

11. Les journaux d'agriculture et autres, ont-ils quelque circulation dans votre localité ? de plus, veuillez dire si, le journal agricole distribué gratuitement aux souscripteurs des sociétés d'agriculture de la Province, est reçu et lu par les cultivateurs avec profit. De plus, pensez-vous qu'il ne vaudrait pas mieux avoir deux journaux agricoles publiés en langue française, l'un dans le voisinage de *Montréal* et l'autre dans le voisinage de *Québec*.

12. L'usage des machines agricoles est-il répandu dans votre localité, et s'en sert-on avec avantage ?

13. La propriété continue-t-elle à se subdiviser dans les anciennes paroisses ?

14. La population de votre localité émigre-t-elle à l'étranger ? Si oui, où se dirige-t-elle ?

15. Quelle est la classe qui émigre ? Cette émigration est-elle d'une nature permanente ou temporaire ? ceux qui reviennent au pays apportent-ils des épargnes et se livrent-ils à l'agriculture ?

16. Y a-t-il dans votre localité des colons venus d'autres parties du pays et d'où ?

17. La population de votre localité fournit-elle ou a-t-elle déjà fourni des colons à d'autres parties du pays ? si oui, veuillez les indiquer.

18. Y a-t-il dans votre localité des manufactures ? De quelles espèces sont-elles ?

19. L'établissement de manufactures y est-il praticable ?

20. Quelle espèce de manufactures pourrait être établie avec avantage à la région du pays que vous habitez ?

21. Y a-t-il des manufactures de fromage et de beurre dans votre comté ? et dites quels en sont les progrès et les avantages ?

22. Etes-vous en état de constater, si la colonisation est actuellement, en voie de progrès dans la région du pays que vous habitez ?

23. Quels seraient, suivant vous, les meilleurs moyens de l'activer ?

24. Est-il avantageux, dans la situation actuelle de la Province, d'y appeler l'immigration européenne ?

25. Quelles sont les parties de la Province où des colons étrangers pourraient s'établir avec chance de succès ?

26. Quelle classe d'émigration doit on chercher de préférence à faire venir ici ?

27. Croyez-vous que les conditions auxquelles le gouvernement accorde les permis d'occupation sur les terres publiques, soient un obstacle sérieux au progrès de la colonisation ?

28. Auriez-vous un autre mode de concession à recommander ?

29. Que pensez-vous du fonctionnement des agences des terres, en général et de celle de votre localité en particulier ?

30. Le mode suivi jusqu'ici dans la distribution des sommes votées pour la colonisation vous paraît-il devoir être conservé ?

31. Serait-il avantageux de concentrer les ressources de la colonisation sur un nombre limité de chemins importants, laissant aux municipalités et aux sociétés de colonisation, le soin de faire des ramifications à ces grands chemins ?

32. La loi qui met à couvert de la saisie certains animaux et instruments d'agriculture et de défrichement des colons (Homestead Law) savoir chap. 20 de la 31 Victoria, donne-t-elle satisfaction ?

33. Une preuve d'encouragement qui serait accordée à même les fonds destinés à l'agriculture et pour les défrichements les plus considérables et les meilleurs rendements dans chaque comté, ouvert à la colonisation, serait-elle un bon moyen d'activer la colonisation ?

34. Quels sont les endroits où devraient être faits les octrois gratuits sur les chemins même ouverts par le gouvernement ou simplement dans leur voisinage ?

35. Y a-t-il dans votre localité ou dans vos environs, des terres propres à la colonisation et quelle en est l'étendue et la qualité ?

36. Des chemins y ont-ils été ouverts par le gouvernement et depuis combien d'années ?

37. Ces chemins ont-ils été bien faits et localisés avec discernement ?

38. Les deniers ont-ils été bien employés ?

39. Dans quel état sont actuellement ces chemins ? Sont-ils verbalisées ? Les municipalités s'occupent-elles de leur entretien ?

40. L'ouverture des chemins a-t-elle eu pour effet de favoriser l'établissement des terres publiques par les colons ?

41. Quelle classe de colons s'y est établie ? avaient-ils quelques moyens ? quelle est leur origine ?

42. Faites connaître un peu en détail quels ont été leurs progrès ?

43. Quelles sont les causes qui ont le plus retardé la colonisation dans votre localité ?

44. Avez-vous quelques modifications à recommander au sujet des licences pour coupe de bois ?

45. Y a-t-il dans votre localité ou dans vos environs, beaucoup de gens qui seraient disposés à s'établir sur les terres publiques, si quelques nouveaux encouragements leur étaient donnés ? et quels sont ces encouragements ?

46. Que pensez-vous du système suivi jusqu'à présent pour l'ouverture des chemins de colonisation ? si vous le trouvez défectueux, quel, à sa place, suggèreriez-vous ?

47. Pensez-vous que de nouvelles conditions, quant au délai pour paiement des terres de la Couronne, pourraient être avantageuses au colon, sans nuire considérablement au revenu public ?

48. Quelles nouvelles conditions suggèreriez-vous, quant au délai pour paiement des terres de la Couronne ?

49. Pensez-vous qu'il serait désirable ou avantageux de taxer tous les biens meubles, créances, actions, (stock) et argent, aussi bien que les terrains et biens-fonds, ou en d'autres termes, quels amendements suggèreriez-vous à l'article 709 du code municipal ?

50. Pensez-vous qu'il vaudrait mieux que tous les travaux sur les chemins et les ponts municipaux, dans toute la Province de Québec, fussent faits aux frais de la corporation, en donnant le pouvoir de commuer la taxe au moyen de corvées, aussi bien que cela se pratique dans les *Townships de l'Est*, suivant l'article 1080 du code municipal ?

51. Ce système fonctionne-t-il bien dans les endroits où il a été mis en opération ?

52. Avez-vous quelques autres observations à faire concernant l'agriculture, l'immigration ou la colonisation ?

M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, rapport sur le service de l'asile des aliénés de Québec, par les médecins propriétaires, pour l'année 1877-78. (Documents de la session No. 35.)

M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 26 juin 1878, demandant : copie de tous rapports faits au gouvernement ou à la commission des chemins de fer, depuis 1872, concernant la localisation du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, depuis *Trois-Rivières* jusqu'à *Montréal*. (Documents de la session No. 9.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour pourvoir à l'abolition des cours de magistrats de district ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu :

M. *Duhamel*, secondé par M. *Bergevin*, propose que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le dit bill soit de nouveau renvoyé au comité de toute la Chambre pour l'amender comme suit : Après les mots "qu'il jugera convenable" dans la première section, insérez les mots "excepté dans les districts d'*Ottawa, Rimouski, Chicoutimi, Gaspé, Terrebonne, Saint-François, Beauharnais, Bonaventure, Beauce et Joliette*, jusqu'à ce que un autre système remplace les cours des magistrats de districts, ou que d'autres moyens efficaces soient trouvés," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs :

*Audet,*  
*Bergevin,*  
*Church,*  
*Duckett,*

*Duhamel,*  
*Lavallée,*  
*Lecavalier,*  
*Magnan,*

*Martel,*  
*Picard,*  
*Robertson,*

*Sawyer,*  
*Taillon, et*  
*Tarte.—14.*

## CONTRE :

## Messieurs :

*Bachand,*  
*Blais,*  
*Boutin,*  
*Caron,*  
*Charlebois,*  
*Chauveau,*  
*Desaulniers,*  
*Deschênes,*  
*Dupuis,*

*Flynn,*  
*Fortin,*  
*Gagnon,*  
*Gauthier,*  
*Houde,*  
*Irvine,*  
*Joly,*  
*Laberge,*  
*Lafontaine (Shefford),*

*Lafontaine (Napierre-Price,*  
*ville.)*  
*Racicot,*  
*Rinfret dit Malouin,*  
*Ross*  
*Langelier (Portneuf),*  
*Langelier (Montm'cy),*  
*Lovell,*  
*Marchand,*  
*Meikle,*  
*Nelson,*  
*Shehyn,*  
*St. Cyr,*  
*Watts et*  
*Würtele.—34*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lynch* fait, en conséquence, rapport du bill et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur; réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 14 juin 1878, demandant copie de tous les ordres en conseil, correspondances ou contrats passés ou consentis au sujet d'un emprunt de \$500,000, ou de toute autre somme d'argent plus considérable ou moindre entre la banque de *Montréal* et la Province de *Québec*, depuis le premier jour de mars dernier 1878. (Documents de la session No. 36.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender les divers actes incorporant la cité de *Québec*, et pour faire un nouvel emprunt."

Bill intitulé : " Acte pour réprimer les processions de parti."

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte des licences de *Québec*, 1878; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Langelier* (*Montmorency*) fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour autoriser le paiement des volontaires appelés pour supprimer la récente émeute qui a eu lieu en la cité de *Québec*, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Gagnon* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gagnon* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu troisième fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour sanctionner le paiement des volontaires appelés pour supprimer la récente émeute qui a eu lieu dans la cité de *Québec*," la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill, pour amender l'acte des mines de phosphate (41 Vict : chap.4) est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Molleur*, fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de M. Houde, secondé par M. Deschênes,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette chambre, les pétitions du Révérend A. P. Bellemare et autres, de la paroisse de *Ste. Monique*, du Rev. C. A. Barolet et de *Damase Doucet* et autres, de la paroisse de *Ste. Eulalie*, du Rév. P. de Villers et autres, de la paroisse de *Ste. Gertrude*, et du Rév. *Messire Julien*, de la paroisse de *Ste. Marie de Blanford*, tous du comté de *Nicolet*, demandant respectivement de l'aide pour des chemins de colonisation,

Sur motion de M. Langelier (*Montmorency*), secondé par M. Pâquet,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre le dossier de l'enquête tenue au sujet de la conduite de *Flavien Belleville*, écuyer, juge de paix du district du *Saguenay*.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état détaillé des différentes sommes d'argent payées pour l'ouverture du chemin de colonisation de *Québec* au lac *Saint-Jean*, indiquant à qui elles ont été payées et les rapports faits sur icelles, ainsi que les noms des conducteurs du dit ouvrage, pendant tout le temps de sa durée, leurs salaires respectifs, ainsi que celui des journaliers; le nombre de jours de travail, l'emploi fait de l'outillage du dit chemin, depuis que les travaux sont finis; aussi, état des sommes payées à différents colons du lac *Saint-Jean*, pour les faire venir à *Québec*, par le dit chemin, les noms de ces colons et les montants respectifs à eux payés.

Sur motion de M. Taillon, secondé par M. Tarte,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des soumissions envoyées pour le contrat pour fournir le pain, la viande et le charbon, à la prison de *Montréal* pendant l'année 1878; les noms des personnes qui ont obtenu des contrats; et les prix auxquels ces contrats ont été accordés.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Langelier (*Montmorency*),

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et aucun de ses membres, et le surintendant de l'instruction publique d'une part, et les commissaires d'école de la paroisse de *Saint-Denis* dans le comté de *Kamouraska*, le curé, la fabrique et les contribuables de la dite paroisse de *Saint-Denis* d'autre part, au sujet du choix de la maison et du site de l'école modèle de garçons de la dite paroisse de *Saint-Denis*, avec ensemble, copie de tous rapports d'inspecteurs d'école ou de délégués du surintendant de l'éducation; copie de toutes résolutions des dits commissaires, et généralement copie de tous rapports, requêtes, pétitions, lettres ou documents se rapportant à la dite école modèle, ainsi que copie des titres d'acquisition de la dite école par les dits commissaires.

Sur motion de M. Würtel, secondé par l'Honorable M. Robertson,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant

cette Chambre, copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est, depuis le 1er janvier 1877, au sujet du subside ; et aussi copie de tout transport qui a pu être fait d'aucune partie du subside du chemin de fer en question et de tout ordre en conseil relatif à tel transport.

Sur motion de M. Martel, secondé par M. Bertrand,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance et de tous rapports concernant la nomination des commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*, et la révocation de l'ancienne commission.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre, qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. Duhamel propose, secondé par M. Charlebois, que dans le cas de refus de la part des cités de *Québec* et de *Montréal* de payer la balance de leur million, en faveur du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, les usines ne soient pas bâties dans ces cités, mais à *Trois-Rivières*, au lieu de *Québec*, et dans la cité de *Hull* au lieu de *Montréal*.

Et des débats s'ensuivant,

Cette motion est, avec le consentement de la Chambre, retirée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'article 712 du code municipal de la Province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Picard fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Picard fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le bill pour amender la section 239 de l'acte des clauses générales des corporations de ville, 40 Vict., cap. 29 de cette Province, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Wartelet fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Wartelet fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte des clauses générales des corporations de ville. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte des chemins de fer, de 1869, est, en conformité de l'ordre lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Duhamel* fait rapport du bill en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill concernant les publications des ordres en Conseil, des proclamations et des règlements des parlements, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Ordonné*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dupuis* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Dupuis* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

## Mardi, 16 juillet 1878.

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Lafontaine*,

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

*Résolu*, Que 7500 copies en français et 2500 copies en anglais des questions mentionnées dans le dit rapport soit imprimées pour être distribuées comme suit :

10 copies à chaque Conseil Municipal de paroisse ou township.

10 " " Société d'Agriculture.

2 " " membre de l'Assemblée Législative.

2 " " du Conseil Législatif.

2 " " de la Chambre des Communes.

2 " " Sénateur.

2 " aux membres du clergé.

Et que ces copies, une fois remplies, soient renvoyées à M. *Chs. P. Lindsay*, greffier en chef des comités de la Chambre de Québec.

Le bill pour amender l'acte concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Assemblée Législative, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Irvine* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit reçu aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 712 du code municipal de la province de *Québec*, étant lu ;

Et la question, étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender de nouveau le code municipal de la Province de *Québec*."

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours. -

La chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les articles 2093 et 2099 du code civil ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Watts* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Le bill pour refondre et amender la loi pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice de l'assurance sur la vie des maris et des pères de famille, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le bill concernant les révérences à la cour suprême du *Canada* et à la cour de l'Echiquier du *Canada*, dans certains cas, est, en conformité de l'ordre lu une seconde fois, renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Flynn* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Flynn* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable M. *Joly*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des rapports de conseil et de mandats spéciaux préparés par l'Auditeur de la Province, tel que requis par la clause 47 de la 31e *Victoria*, chap. 9, lequel est lu comme suit ;



ETAT des Rapports de Conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'autorité de la 31ème Vict., ch. 9, paragraphe 47, préparé par l'Auditeur de la Province tel que requis par l'autorité sus-mentionnée.

SERVICE.	DÉTAILS.	RAPPORTS DU CONSEIL.			Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Balance non dépensé.
		Nos.	Date.	Montant.			
Ecole Normale, McGill, Reparations....	Pour parachever les travaux commencés et en partie complétés et payés à même le mandat spécial de \$10,000 dont compte a été rendu le 30 juin 1877.....	250	1877. Aout 3.	3,104 26	3,104 26	3,104 26	
Démolition des caser- nes des Jésuites.....	Pour payer les travaux sous contrat.....	263	do	2,000 00	2,000 00	1,000 00	1,000 00
Prison des femmes. Montréal.....	Pour compléter les dépendances, l'ameublement, et pour opérer les changements requis pour l'admission de prisonniers protestants.....	316	Sept. 29.	8,300 00	8,300 00	7,120 24	1,179 76
Exposition de Philadel- phie.....	Pour acquitter les comptes dus par les commissaires des sections de Québec et de Montréal.....	393	Déc. 7.	514 27	514 27	514 27	
Habitants en détresse à Fox Bay, Ile d'An- ticosti.....	Pour achat de provisions &c., requises.....	403	Déc. 7. 1878.	750 00	750 00	750 00	
Prisons de Réformes....	Pour répondre à l'insuffisance de l'appropriation.....	45	Mars 18.	25,000 00	25,000 00	24,560 81	439 19
Ecole de Navigation....	do.....	46	Mars 19.	500 00	503 00	500 00	
Exposition du Dépt. de l'Inst. Publique à Paris.....	Pour rencontrer les dépenses qui s'y rapportent.....	47	Mars 19.	700 00	700 00	700 00	
Départements Publics.	Pour répondre à l'insuffisance de l'appropriation.....	55	Mars 23.	12,000 00	12,000 00	12,000 00	
Dépenses contingentes des bureaux du Par- lement.....	do.....	56	Mars 27.	11,390 00	14,390 00	14,390 00	
Journaux d'Agriculture	Pour payer les frais des numéros de mars et d'avril.....	82	Avril 13.	810 00	810 00	810 00	

ETAT des Rapports du Conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'autorité de la 31ème Vict., ch. 9, paragraphe 47, préparé par l'Auditeur de la Province tel que requis par l'autorité sus-mentionnée.—(Suite.)

SERVICE.	DÉTAILS.	RAPPORTS DU CONSEIL.		Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Balance non dépensé.
		Nos.	Date.			
Habitants et pêcheurs en détresse sur la Côte Nord du fleuve Saint-Laurent .....						
Dépenses d'élections.....	Pour acheter des provisions et les aider.....	84	Mai 6.	1,200 00	1,200 00	
Gazette Officielle.....	Pour rencontrer les dépenses des élections générales.....	86	Mai 9.	25,000 00	25,000 00	
Prison de Québec.....	Pour répondre à l'insuffisance de l'appropriation.....	87	Mai 13.	3,410 00	2,638 18	771 82
	Pour payer arrérages en suspens, mai 1876, et auxquels il n'a pas été pourvu dans les estimations subsé- quentes.....	98	Mai 13.	150 00	150 00	
Police et police Pro- vinciale.....	Pour répondre au déficit de l'appropriation causé par l'abolition de la police Provinciale.....	126	Mai 29.	6,500 00	6,061 51	438 49
Journaux d'Agriculture	Pour payer le coût des numéros de mai et juin.....	124	Jun 3.	860 00	573 02	286 98
Livres pour prix.....	Pour payer les sommes dues en sus de l'appropriation..	138	Mai 31.	2,500 00	2,500 00	
Construction des dépar- tements publics.....	Pour répondre à l'insuffisance de l'appropriation et continuer les travaux.....	147	Jun 1.	15,000 00	15,000 00	
Arpentages .....	Pour payer les sommes dues aux arpenteurs et princi- palement pour leurs déboursés.....	153	Jun 3.	7,361 13	7,361 13	
				130,049 66	\$125,933 42	\$4,116 24

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,  
Québec, 15 juillet 1878.

GASPARD DROLET,  
Auditeur Provincial.

*Ordonné.* Que le dit état soit imprimé.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par M. le Secrétaire-Provincial Marchand,

*Résolu,* Que les documents suivants soient imprimés.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 14 juin dernier, demandant copie de tous les ordres en conseil, correspondances ou contrats passés ou consentis au sujet d'un emprunt de \$500,000, ou de toute autre somme d'argent plus considérable ou moindre, entre la banque de *Montréal* et la Province de *Québec*, depuis le premier jour de mars dernier, 1878.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 17 juin dernier, demandant un état du fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*, indiquant le montant des recettes du dit fonds, la date de ces recettes, le montant des paiements faits à même le dit fonds, la date de ces paiements et les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et la balance du dit fonds.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 22 juin dernier, demandant, copie de la correspondance échangée entre lui et Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance, relativement au renvoi d'office du ministre *DeBoucherville*.

Copie de la correspondance échangée entre Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur et l'Honorable Secrétaire d'Etat ou aucun des membres du Conseil Privé de la Puissance, ayant rapport directement ou indirectement au dit renvoi d'office du cabinet *DeBoucherville*.

Copie complète du dossier dans l'affaire *Bernatchez, Bélanger et Fournier*, ayant rapport à la nomination et élection d'un conseiller municipal, pour le village de *Montmagny*; aussi, copie de la lettre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, datée de la *Rivière-Ouelle*, ordonnant la révocation de la dite nomination faite par Son Excellence; copie de la correspondance de l'Honorable Secrétaire-Provincial sur ce sujet, et aussi copie de la lettre de Son Excellence, en date du 19 mars 1877, adressée à l'Honorable Secrétaire-Provincial, dont il est fait mention dans la dépêche du Lieutenant-Gouverneur à Son Excellence le Gouverneur-Général, au sujet du renvoi d'office du cabinet *DeBoucherville*; copie de la proclamation convoquant cette législature pour la dépêche des affaires, le 19 décembre dernier. Copie de la proclamation invitant le peuple de cette Province à observer le 22e jour du mois de novembre dernier, comme jour d'actions de grâces.

Copie de toute correspondance échangée entre Son Excellence et le Secrétaire d'Etat, le Premier Ministre ou aucun autre membre du Conseil Privé de la Puissance, au sujet de ce jour d'actions de grâces.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 22 juin dernier, demandant copie des rapports des commissaires du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, en date, respectivement du 16 mars et 13 décembre 1876.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 26 juin dernier, demandant un état des revenus du bureau du Protonotaire et du Greffier de la Couronne, pour le district des *Trois-Rivières*, pour les années 1875, 1876, 1877 et jusqu'à ce jour.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative en date du 3 juillet courant, demandant la liste des actes de la Législature de *Québec*, désavoués depuis la confédération, donnant la date de leur sanction et de leur désaveu, et la raison ou les raisons de leur désaveu.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative en date du 3 juillet courant, demandant copie d'un ordre de l'Honorable Conseil Privé de la Puissance, en date du 12 février 1871, concernant la propriété de la *Terrasse Durham*.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 3 juillet courant, demandant copie du bail pour le bureau du trésor et un état des différents prix du loyer de ce bureau, depuis 1867, les noms des différents propriétaires.

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 3 juillet 1878, demandant un état montrant les nominations et les promotions dans le service civil, depuis la dernière session.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Flynn*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état donnant le détail de la somme de \$1200, entrée à la page 42 des comptes publics, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1877, comme payée pour dépenses contingentes, à *V. Taché*, écuyer, shérif, pour le district judiciaire de *Kamouraska*.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre, qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Rinfret dit Malouin*, secondé par *M. Langelier (Montmorency)*,

*Résolu*, Que l'honoraire de \$100, payé sur le bill pour amender de nouveau les divers actes incorporant la cité de *Québec*, et pour faire un nouvel emprunt, soit remboursé moins les dépenses d'impressions, attendu que ce même honoraire a été payé sur le même bill, à la dernière session, quoique ce bill ait été retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender l'acte des licences de *Québec* de 1878 ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Langelier (Montmorency)* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

*M. Langelier (Montmorency)* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la loi des licences de *Québec* de 1878 (41 Vict., cap. 3).

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour modifier la Constitution de la Législature de cette Province, en ce qui concerne le Conseil Législatif, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte concernant l'indemnité de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

L'Honorable M. *Irvine* fait rapport du bill en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte concernant l'indemnité des membres et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative," la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte électoral de Québec, de 1875.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

*Mercredi, 17 juillet 1878.*

M. l'Orateur, reprend le fauteuil et M. *Wartelle*, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender les articles 2093 et 2099 du code civil, étant lu ;

M. *Watts* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. *Joly*, secondé par M. le Commissaire *Langelier* :

*Résolu*, Que pour le reste de la session, il y ait deux séances distinctes par jour, la première commençant à trois heures P. M., et finissant à six heures, et la seconde commençant à sept heures et demi P. M., et finissant à l'ajournement.

La Chambre, ayant continué à siéger jusqu'à minuit et quarante minutes, mercredi matin, s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

---

**Mercredi, 17 juillet 1878.**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Champagne*,—la pétition d'*Isaïe Lalonde* et autres du district électoral des *Deux-Montagnes*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Michel Mallet* et autres du district électoral de *Beauharnois*,—de *Jos. Pilon* et autres,—de *J. E. Chagnon* et de *Charles Rosconi* et autres, tous deux du district

électoral de *Bagot* ; demandant respectivement que le traitement de l'Orateur ainsi que celui des membres de l'Assemblée Législative et des employés des différents départements, soient diminués.

Sur motion de M. *Brousseau*, secondé par M. *Racicot*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres et le gouvernement du *Canada* ou aucun de ses membres, depuis le 1er juin 1877 jusqu'à ce jour, au sujet de l'administration de la justice et d'un juge résidant dans le district de *Richelieu*.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Fortin*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des limites possédées par MM. *King et Frères*, manufacturiers de bois de la paroisse de *St.-Pacôme*, comté de *Kamouraska*, donnant pour chaque limite, l'endroit, (agence ou canton) où située, la date de l'achat ou du transfert, le prix d'achat et la rente ou loyer annuel.

Aussi, le montant payé par eux, pendant la dernière année fiscale, pour coupe de bois (stumpage) sur chacune des dites limites, donnant la qualité et la quantité de billots et autres bois coupés sur chaque limite.

Aussi, le montant de toute remise à eux faite par le gouvernement, depuis la confédération, donnant la date, le montant et la raison de chaque telle remise.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des comptes de *L. Pelletier*, *A. Desjardins*, *P. Desjardins* & *F. Richard* gardes-forestiers pour la division *Grand-Ville*, pour les trois dernières années fiscales.

Aussi, pour chaque année de la dite période, un état détaillé de toutes les dépenses entraînées ou occasionnées par les procédures, saisies et rapports de chacun des dits gardes-forestiers et faites, soit par l'agent des Terres de la Couronne, par eux-mêmes ou par toute autre personne.

Et aussi, pour chaque année de la même période, un état détaillé des différents montants perçus par le gouvernement, sur saisies de bois, faites par les dits gardes-forestiers ou par le dit agent, sur leurs informations ; ainsi que de tous autres droits et pénalités quelconques, perçus par suite des rapports et démarches des dits gardes-forestiers.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de l'Ordre en Conseil de l'Hon. Conseil Privé du *Canada*, en date du 20 avril 1870, transférant au gouvernement de la Province de *Québec*, les propriétés servant de résidence au Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte électoral de *Québec* de 1875, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

M. *Wurtelle* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sur motion de M. *Flynn*, secondé par M. *Laberge*, le bill est amendé, en y ajoutant dans la première section après les mots "dans les paroisses ou townships" les mots "ou municipalités."

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. le Secrétaire Provincial *Marchand*, présente en conformité d'adresses à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur : Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 15 juillet 1878, demandant : copie de toute correspondance et de tous rapports concernant la nomination des commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de *St. Joseph de Chambly*, et la révocation de l'ancienne commission. (Documents de la session No. 37.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 8 juillet 1878, demandant : la liste des prisonniers qui se sont évadés de la prison du district judiciaire de *Kamouraska*, depuis sa reconstruction, en 1863 ; donnant la date de l'incarcération, la date de leur évasion, l'heure (aussi approximativement qu'il a été possible de le constater) de la journée où l'évasion a eu lieu, le moyen employé ou la manière dont chacun d'eux s'est évadé, en distinguant ceux qui, lors de leur évasion, subissaient leur sentence, et la période d'incarcération qui leur restait à subir, de ceux qui attendaient leur procès ; avec copie de tous les rapports ou explications reçus par le gouvernement au sujet des dites évasions. (Documents de la Session No. 38).

Sur motion de M. *Beaubien*, secondé par M. *Taillon*,

*Ordonné*, Que l'état des sommes payées ou dues, en rapport avec la récente émeute qu'à eu lieu en la cité de *Québec*, soit imprimé.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de en comité sur le bill pour modifier la constitution de la Législature de cette province, en ce qui concerne le Conseil Législatif, étant lu,

Et la question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31<sup>e</sup> Victoria, chapitre 4, des statuts de la Province de *Québec*, appelle l'Honorable *George Irvine*, membre pour la division électorale de *Mégantic*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

L'Honorable M. *Irvine* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'Honorable M. *Joly*, représentant pour la division électorale de *Lotbinière*, se lève de son siège, et fait la déclaration suivante :

"Ayant lu une lettre, maintenant produite et placée entre les mains du Greffier, qui l'a ensuite remise entre les mains de l'Honorable membre pour *Montréal-Est* ; et celui-ci, ayant déclaré que la lettre et la signature n'étaient pas de l'écriture du signataire, et que lui, M. *Taillon*, membre de *Montréal-Est*, savait qui l'avait écrite et signée, M. *Joly* le somme de déclarer en Chambre le nom de

la personne à laquelle il a fait allusion ; car M. Joly ne veut pas rester sous le poids du soupçon d'avoir mis devant cette Chambre une lettre qui paraît être un faux.

M. Taillon, représentant de la division électorale de *Montréal-Est*, s'est ensuite levé de son siège, et ayant vu la lettre en question, a de suite déclaré que cette lettre n'était pas de la main du signataire, *Charles Daunais*, non plus que la signature, et il ajoute qu'il le déclarait sur sa parole d'honneur, et qu'au besoin il pourrait en donner son *affidavit*, vu qu'il connaît parfaitement la personne qui a écrit la lettre et la signature de ces deux personnes ; la raison de ce refus est que les deux personnes en question sont amis personnels de lui, M. Taillon, et des citoyens respectables.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif a passé les résolutions suivantes :

*Résolu*, Que le bill intitulé : " Acte pour autoriser le paiement des volontaires appelés pour supprimer la récente émeute dans la cité de *Québec*, ne soit pas lu maintenant une seconde fois, mais qu'il soit résolu :

1. Que le Conseil Législatif n'est pas prêt à concourir dans le Bill susdit, parce qu'il met à la charge de la province une dépense qui devrait être supportée par une corporation.

2. Que néanmoins le Conseil reconnaissant l'empressement et le zèle avec lesquels les volontaires de *Montréal* et de *Québec* ont répondu à l'appel qui leur a été fait pour maintenir la paix dans la cité de *Québec*, lors de l'émeute du 12 et du 13 juin dernier, sera prêt à concourir dans aucune mesure de l'Assemblée Législative, autorisant le gouvernement à avancer le montant nécessaire pour le paiement immédiat des dits volontaires, laissant au gouvernement le pouvoir et l'obligation de recouvrer, de la corporation de la cité de *Québec*, la somme ainsi avancée.

Et ensuite il se retire.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à 8 heures P. M., aujourd'hui.

Huit heures, P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Houde, — la pétition d'*Anselme Plourde* et autres, de la paroisse de *St. Wenceslas*, comté de *Nicolet*.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette chambre copie de la correspondance, des rapports des officiers en loi de la couronne ou des Ordres en Conseil, concernant le changement de Conseils représentant le Procureur-Général dans la cause des compagnies d'Assurance et le gouvernement de la Province de *Québec*.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par M. *Nelson*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant



cette Chambre, une liste de tous dépôts faits au Département du Trésor par le shérif du District d'Arthabaska, aussi, copie de toute correspondance ayant rapport à ce sujet et ayant rapport au palais de justice d'Arthabaska.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui,

Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour modifier la Constitution de la Législature de cette province, en ce qui concerne le Conseil Législatif, étant lu ;

La Chambre reprend ces débats,

Et la question étant mise aux voix,

Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Price,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Nepierre-</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville),</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Puquet,</i>	<i>Wärtele.—31.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Tarte.—29.</i>
<i>Church,</i>			

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Irvine* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Irvine* fait, en conséquence, rapport du bill et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour consolider et amender la loi pour assurer aux veuves et aux enfants le bénéfice de l'assurance sur la vie de leurs maris et parents, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Flynn* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Flynn* fait, en conséquence, rapport du bill et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre : " Acte pour refondre et amender la loi pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice des assurances sur la vie des maris et parents."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour amender les articles 2093 et 2099 du code civil, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Flynn* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Flynn*, fait en conséquence, rapport du bill, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender les articles 2093, 2098 et 2099 du code civil.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Chauveau*,

*Résolu*, Que pour le reste de la session, il y ait trois séances distinctes par jour, la première commençant à onze heures A. M., et finissant à une heure P. M., la seconde, commençant à quatre heures P. M. et finissant à six heures P. M., et la troisième à huit heures P. M., et finissant à l'ajournement.

La Chambre s'ajourne alors à onze heures A. M. demain.

---

### Jeudi, 18 juillet 1878.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

D'*Anselme Plourde* et autres, de la paroisse de *St. Wenceslas*, comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour des ponts dans la dite paroisse.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

" Bill intitulé : " Acte concernant la publication des ordres en conseils, des proclamations et des règlements des Départements. "

" Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte des clauses générales des corporations de ville. "

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les actes relatifs au fonds consolidé des chemins de fer de cette province, étant lu ;

Et la question était proposée, que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'en suivant,

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par M. le Trésorier *Bachand*,  
*Ordonné*, Que les débats soient ajournés jusqu'à quatre heures, P. M.,  
aujourd'hui.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à quatre heures P. M.

Quatre heures, P. M.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *Isaïe Lalonde* et autres, du district électoral des *Deux-Montagnes* ; demandant que le traitement de l'Orateur ainsi que celui des membres de l'Assemblée Législative et des employés des divers départements soient diminués.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée aujourd'hui : Que le bill pour amender les actes relatifs au fonds consolidé des chemins de fer de cette province, soit maintenant lu la seconde fois.

Et de nouveaux débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*,  
*Ordonné*, Que les débats soient ajournés à quatre heures, P. M., aujourd'hui.

M. le Secrétaire Provincial *Marchand*, présente en conformité à des adresses, à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 15 juillet 1878 ; demandant copie des soumissions envoyées pour le contrat pour fournir le pain, la viande et le charbon, à la prison de *Montréal* pendant l'année 1878 ; les noms des personnes qui ont obtenu des contrats ; et les prix auxquels les contrats ont été accordés. (Documents de la session No. 39.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 22 juin 1878, demandant un état détaillé des montants collectés pour coupe de bois, dans le comté de *Temiscouata*, depuis le 30 juin dernier, jusqu'à cette date, et copie de la correspondance échangée entre l'agent local des terres de la Couronne, ordonnant des visites du garde forestier, soit pour la saisie ou la vente des dits bois coupés, les montants payés au dit garde forestier pour son salaire tel que pourvu en pareil cas, ainsi qu'à l'agent local, pour ses dépenses de voyages, relativement à ces coupes de bois. (Documents de la session No. 40.)

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui.

*Huit heures, P. M.*

M. *Molleur*, du comité spécial pour prendre en considération les moyens à adopter pour améliorer l'état des chemins en cette Province, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'après un examen sérieux de la question qui lui a été soumise, il est convaincu que le meilleur moyen d'améliorer nos chemins publics dont le mauvais état est un obstacle considérable au progrès de l'agriculture dans cette Province, serait de les empierrer. Que l'empierrement de la plupart des chemins dans nos districts ruraux peut se faire d'une manière avantageuse, avec environ cinq toises de pierre par arpent, en les empierrant sur une largeur de neuf pieds et sur une épaisseur de neuf pouces, ce qui peut se faire pour une somme de cinquante à soixante piastres l'arpent, dans presque toutes les municipalités.

Que votre comité est persuadé, que si les habitants de cette Province étaient au fait des avantages immenses qui résulteraient pour eux et pour la Province de l'empierrement de leurs chemins publics, ils n'hésiteraient pas à s'imposer les sacrifices nécessaires à la réalisation de ce progrès.

Que, pour inaugurer un système général d'empierrement, il serait désirable qu'un encouragement fût accordé par le gouvernement, aussitôt que les finances le permettraient, aux différentes municipalités qui voudraient s'en prévaloir, en contribuant elles-mêmes pour une somme double du montant qui leur serait accordé pour cet objet.

Qu'outre l'octroi qui pourrait être accordé, votre comité croit devoir suggérer au gouvernement de donner aux municipalités qui voudraient bien y consentir, la faculté d'employer à sa fin toute ou une partie de l'octroi Législatif destiné aux Sociétés d'Agriculture, en proportion de ce que les dites municipalités qui y auraient droit, auraient contribué au coût de l'empierrement de leurs chemins.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qu'a été proposée aujourd'hui, que le bill pour amender les actes relatifs au fonds consolidé des chemins de fer de cette province soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question, étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Piquet,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Montm'cy),</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierre-</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville),</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Wurtele.—27.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Audet,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Tarte.—25.</i>
<i>Charlebois,</i>			

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender les actes relatifs au fonds consolidé des chemins de fer de cette Province, (40 Vict., chap. 2 et 41 Vict., chap. 1.)

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. *Loranger*, propose, et la question est mise aux voix,

Que l'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du ressort du service public, ne soit pas maintenant appelé, mais qu'il soit

*Résolu*, "Que le gouvernement ne possède pas dans cette Législature la force et l'autorité suffisante pour constituer une administration ferme et efficace, "capable de diriger avec avantage les affaires du pays et de protéger ses intérêts."

La Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Audet*,  
*Beaubien*,  
*Bergevin*,  
*Caron*,  
*Champagne*,  
*Chapleau*,  
*Charlebois*,

*Desaulniers*,  
*Deschênes*,  
*Duckett*,  
*Duhamel*,  
*Gauthier*,  
*Houde*,  
*Lalonde*,

*Lavallée*,  
*Lecavalier*,  
*Loranger*,  
*Magnan*,  
*Martel*,  
*Picard*,

*Robertson*,  
*Robillard*,  
*St. Cyr*,  
*Taillon*,  
*Tarte et*  
*Würtele*.—26.

CONTRE :

Messieurs :

*Bachand*,  
*Blais*,  
*Boutin*,  
*Brousseau*,  
*Chauveau*,  
*Dupuis*,  
*Flynn*,  
*Fortin*,

*Gagnon*,  
*Irvine*,  
*Joly*,  
*Laberge*,  
*Lafontaine (Shefford)*,  
*Lafontaine (Napierre-*  
*ville.)*

*Langelier (Portneuf)*, *Pâquet*,  
*Langelier (Montm'cy)*, *Poirier*,  
*Marchand*,  
*Meikle*,  
*Molleur*,  
*Nelson*,  
*Shehyn et*  
*Watts*.—26.

Et les voix, étant également divisées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Portneuf), Poirier,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Montm'cy), Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine (Shefford), Molleur,</i>	<i>Sheyhn,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierville), Nelson,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>ville),</i>	<i>Würtele.—27.</i>
<i>Fortin,</i>		

CONTRE.—(Aucun vote.)

Ainsi, la question est résolue dans la l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender les lois de licences de *Québec* de 1878 (41 Vict. chap. 3.)

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant l'indemnité des membres de la Législature, et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte des mines de phosphate." (41 Vict. chap. 4.)"

Bill intitulé : " Acte pour pourvoir à l'abolition des cours de Magistrat de district."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques (32 Vict. chap. 11.)"

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau le code municipal de la province de *Québec* " avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau le code municipal de la province de *Québec* " lesquels sont lus comme suit :

La clause 2, est retranchée.

Clause 5, lignes 7 et 8, retrancher les mots " la municipalité de."

La clause 21, est retranchée.

Clause 25, ligne 16, après le mot " les " insérer les mots " deux tiers des " et après le mot " électeurs " de la même ligne, ajouter le mot " propriétaires."

Clause 26, ligne 7, après le mot " les " insérer les mots " deux tiers des ", après le mot " électeurs ", de la même ligne ajouter le mot " propriétaires."

La clause 27, est retranchée.

Clause 30, ligne 3, effacer le mot " et " et le remplacer par le mot " ou."

La clause 32, est retranchée.

La clause 33, est retranchée.

La clause 35, est retranchée.

Les clauses 42 et 43, sont retranchées.

Les dits amendements étant lus une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le Conseil Législatif dans les dits amendements, cette question est résolue dans la négative.

Sur motion de M. Würtele, secondé par M. Gagnon,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. Würtele, l'Honorable M. Chapleau, M. Gagnon, M. Martel et M. Flynn pour dresser les raisons qui doivent être données à une conférence avec le Conseil Législatif, pour quoi cette Chambre ne consent pas aux dits amendements.

Et la Chambre, continuant à siéger après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 19 juillet 1878.

M. Würtele, du comité spécial nommé pour dresser les raisons qui doivent être données à une conférence avec le Conseil Législatif pourquoi cette Chambre ne consent pas aux amendements faits par Leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le code municipal de la Province de Québec" fait rapport que le comité a préparé ces raisons en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. Parce que les amendements faits aux sections 25 et 26, qui exigent que les règlements y mentionnés soient approuvés par le vote des deux tiers, sont contraires à la règle générale suivie en pareils cas, contenu dans le code municipal, qui n'exige qu'une simple majorité ; et parce qu'il n'a pas de raison pour qu'une règle différente soit appliquée aux règlements mentionnés dans les dites sections.

2. Parce que, quand le paragraphe 5 de l'article 712 a été passé, les octrois accordés aux chemins de fer qui devaient recevoir un subside, étaient payables pendant une période de 20 ans, et l'intention du dit paragraphe était d'accorder une aide additionnelle, en les exemptant des taxes municipales durant cette même période ; et qu'ensuite, les octrois ont été rendus payables en une seule somme par mille ; et parce que l'amendement contenu dans la section 27, a pour but d'assurer aux chemins de fer auxquels un subside est accordé, une telle aide additionnelle, en leur accordant une telle exemption pendant 20 ans, nonobstant le changement dans la manière d'effectuer le paiement des octrois ; et parce que la section rend l'intention de la législature clair et fait disparaître les doutes qui existent maintenant.

3. Parce que, dans un grand nombre de municipalités, les rôles d'évaluation ne peuvent pas se faire cette année, avant la fin de juillet, et qu'il est expédient et juste, d'accorder l'avantage contenu dans la section 42 qui permet de faire les rôles d'évaluation cette année, en aucun temps avant le 1er de septembre prochain.

4. Parce qu'il est urgent que les sections 25, 26 et 42 deviennent en force immédiatement, et qu'en conséquence cet acte devienne en force le jour de sa sanction.

Les dites raisons, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

*Résolu*, Qu'une conférence est désirable avec le Conseil Législatif, afin de lui communiquer les raisons qui ont induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amendements faits par Leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour amender le code municipal de la province de Québec."

*Ordonné*, Que M. Würtele, M. le Solliciteur-Général Chauveau et M. Gagnon, Martel et Flynn se rendent au Conseil Législatif et demandent la dite conférence.

Et alors, la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit et un quart, vendredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 19 juillet 1878.

Onze heures, A. M.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Laberge*,—la pétition de *James McGauvran* et autres,—la pétition d'*Antoine Bouthillier* et autres,—et la pétition de *Charles Bergevin* et autres, toutes du district de *Chateauguay*.

Par M. *Lafontaine*, (*Napierville*),—La pétition de *Edmond Labonté* et autres,—la pétition de *Joseph Fontaine* et autres,—et la pétition de *C. Etienne Lussier* et autres, toutes du district électoral de *Napierville*.

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des instructions données par les officiers en loi de la couronne, en vertu desquelles le greffier de la paix à *Québec* a payé à un nommé *Sprungli*, maintenant un criminel prouvé, certains argents ou valeurs trouvés en sa possession et lesquels depuis ont été reconnus pour avoir été volés par lui.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Wurtele*, secondé par M. *Gagnon*, il est :

*Résolu*, Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations, afin de permettre au comité nommé pour se rendre au Conseil Législatif et demander une conférence au sujet des amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le code municipal de la Province de *Québec*."

*Ordonné*, Que le dit comité se rendre au Conseil Législatif pendant cette suspension.

---

Onze heures et quarante sept minutes, P. M.

Message du Conseil Législatif par *Boucher DeBoucherville*, Ecuier, l'un des maîtres en chancellerie;

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif accepte la conférence demandée, au sujet des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender de "nouveau le code municipal de la Province de *Québec*" et informe cette Chambre que les délégués nommés par le Conseil Législatif sont les Honorables Messieurs *Webbe*, *Laviolette*, et *LaBruère* qui rencontreront les délégués nommés par l'Assemblée Législative, à midi et demi, aujourd'hui, dans la Chambre No. 3 du Conseil Législatif.

Et ensuite, il se retire.

L'Honorable M. *Joly*, met devant la Chambre,—Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur les élections générales de 1878. (Documents de la session No 3.)

M. le Secrétaire-Provincial *Marchand*, présente, en conformité d'adresses à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée



Législative, datée le 14 juin 1878, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et les différentes municipalités intéressées dans la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. (Documents de la session No. 9.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 14 juin 1878, demandant un état des dépenses encourues par le gouvernement pour les élections occasionnées par la dissolution des Chambres en mars dernier. (Documents de la session No. 43.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 18 juin 1878, demandant une liste des employés publics de la Province, y comprenant les employés de cette Chambre et du Conseil Législatif, tant permanents que surnuméraires, cette liste devant contenir la date de la nomination de ces employés et le montant de leur salaire. (Documents de la session No. 23.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 22 juin 1878, demandant un tableau des droits (fee fund) imposés dans le district de *Kamouraska* sur les procédés judiciaires et autres, dans les différentes cours et les deux bureaux d'enregistrement du dit district donnant, en regard de chacun des droits, la date des ordres en conseil en vertu desquels ils ont été imposés. (Documents de la session No. 44.)

-Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 26 juin 1878, demandant copie des opinions légales réclamées par le gouvernement concernant les listes en usage durant les dernières élections générales, et copie des instructions données par le gouvernement aux registrateurs de cette Province au sujet de ces listes ; aussi un état des honoraires qui ont été payés pour ces consultations. (Documents de la session No. 45.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 27 juin 1878, demandant copie de toutes les licences qui ont été émanées depuis la confédération, non comprises celles mentionnées dans les rapports antérieurs, pour la coupe des bois, sur les terres de la Couronne, dans l'agence d'*Arthabaska*. (Documents de la session No. 46.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 27 juin 1878, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, le département des terres de la Couronne et *Antoine Gagnon*, agent des terres de la Couronne à *Arthabaska*, concernant l'émission de licences pour la coupe de bois et la vente des terres de la Couronne. (Documents de la session No. 42.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 27 juin 1878, demandant que les soumissions reçues par le gouvernement pour l'affermage du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ainsi que les rapports de *Walter Shankly*, écuyer, ingénieur, concernant ces soumissions. (Documents de la session No. 9.)

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 28 juin 1878, demandant :

1. Copie de tout ordre en conseil, se rattachant au chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.
2. Copie tous les actes notariés, se rattachant au dit chemin de fer.
3. Copie de toutes les évaluations mensuelles, (monthly estimates) qui ont été transmises aux commissaires par les ingénieurs du gouvernement.

4. Liste de tous les officiers du dit chemin de fer, sous le contrôle des dits commissaires ; indiquant le salaire payé à chacun, son occupation et la date de sa nomination.

5. Copie des minutes qui ont été tenues de toutes les réunions des dits commissaires ;

6. Copie de toute correspondance qui a eu lieu entre les dits commissaires et les entrepreneurs du dit chemin de fer, relativement à l'exécution de leurs contrats.

7. Un état de toutes les sommes qui ont été payées aux entrepreneurs du dit chemin de fer, à compte de leurs contrats.

8. Copie de tout rapport d'ingénieurs concernant le dit chemin. Et ce, depuis le 22 novembre 1876. (Documents de la session No. 9.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 3 juillet 1878, demandant : un état des revenus du Bureau du protonotaire et du greffier de la paix et de la Couronne pour le district de *Richelieu* pour les années 1876 et 1877 (Documents de la session No. 47.)

*Ordonné*, Que les réponses ci-dessus mentionnées sont imprimées.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à huit heures P. M. aujourd'hui.

*Huit heures, P. M.*

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par *M. Picard*,—la pétition d'*Elie Charland* et autres, du district électoral de *Richmond et Wolfe*.

A l'heure fixée, les membres choisis par cette chambre pour rencontrer les délégués du Conseil Législatif, à une conférence au sujet des amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le code municipal de la Province de *Québec*," se sont rendus à la conférence.

Et étant de retour,

*M. Würtel* fait rapport qu'ils ont assisté à la conférence et qu'ils ont remis aux députés du Conseil Législatif les raisons pour lesquels cette Chambre n'a pas concerner dans les dits amendements ; et que subséquemment ils ont rencontré les délégués du Conseil Législatif et qu'ils ont eu avec eux une conférence libre et que le Conseil Législatif les a informés qu'il communiquerait sa décision par un message par l'entremise de l'un des maîtres en chancellerie.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

*M. l'Orateur*,

Le Conseil Législatif n'insiste pas sur les amendements qu'il a faits aux clauses 27, 42 et 43 du bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le code municipal de la province de *Québec*."

Et alors il se retire.

Sur motion de *M. Würtel*, secondé par *M. Gagnon*,

*Résolu*, Que cette Chambre concourt avec le Conseil Législatif dans les amendements faits par Leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le code municipal de la Province de *Québec*" moies ceux mentionnés dans le précédent message d'aujourd'hui sur lesquels le Conseil Législatif n'insiste pas.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour refondre et amender la loi pour assurer aux femmes et aux enfants, les bénéfices des assurances sur la vie des maris et des parents.

Bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du ressort du service public.

M. le Secrétaire-Provincial *Marchand* présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative daté le 17 juillet 1878, demandant : copie de l'ordre en Conseil de l'Hon. Conseil Privé du *Canada*, en date du 29 avril 1870, transférant au gouvernement de la province de *Québec*, les propriétés servant de résidence au Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*. (Documents de la session No. 41.)

Ordonné, Que la réponse précédente soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'Honorable M. *Joly* se lève de son siège et informe la Chambre que c'est l'intention de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de se rendre à la salle du Conseil Législatif, demain, à midi, pour proroger la session de la Législature.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

Samedi, 20 juillet 1878.

Onze heures, A. M.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *James McGauvran* et autres,—de *Antoine Bouthiller* et autres,—de *Joseph Fontaine* et autres,—tous du district électoral de *Chateauguay*,—de *Charles Bergevin* et autres,—de *Edouard Labonté* et autres,—de *C. Etienne Lussier* et autres, tous du district électoral de *Napierville*, et de *Elie Charland* et autres, du district électoral de *Richmond et Wolfe* ; demandant respectivement que le traitement de l'Orateur ainsi que celui des membres de l'Assemblée Législative et des employés des divers départements, soient diminués.

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Stanton Hatt*, écuyer, gentilhomme, Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence, qui a donné au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Acte pour amender de nouveau le code municipal de la Province de *Québec*.  
 Acte pour réprimer les processions de parti.  
 Acte pour amender "La loi des licences de *Québec* de 1878," (41 Vict. ch. 3.)  
 Acte pour amender de nouveau l' "Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques," (32 Vict. chap. 11.)  
 Acte concernant la publication de certains ordres en conseil, proclamations et règlements des départements.  
 Acte pour amender l' "Acte des mines de phosphate," (41 Vict., chap. 11.)  
 Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de jonction du lac *Champlain* et du *St. Laurent*.  
 Acte pour placer le "chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*," sous le contrôle du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics.  
 Acte pour pourvoir à l'abolition des cours de Magistrats de District.  
 Acte pour refondre et amender les lois pour assurer aux femmes et aux enfants, les bénéfices des assurances sur la vie des maris et des parents.  
 Acte pour amender l'acte des clauses générales des corporations de ville.  
 Acte pour amender l'article 1669 du code civil.  
 Acte pour amender de nouveau les divers actes incorporant la cité de *Québec* et pour faire un nouvel emprunt.  
 Acte pour amender l'acte concernant l'indemnité des membres de la Législature, et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative.

L'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative présente alors le bill des subsides :

Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, durant l'année fiscale, expirant le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

"(Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill)."

Après quoi il a plu à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de prononcer aux deux Chambres le discours suivant :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

Je suis heureux de la législation que vous avez faite durant cette session, et particulièrement de celle qui assure à cette Province une réduction dans les dépenses générales, en vue de rétablir l'équilibre entre nos dépenses et nos revenus.

Par vos délibérations importantes, vous avez prouvé le prix que vous attachez aux bienfaits du système constitutionnel qui nous régit, système qui donne au peuple de cette Province le droit inaliénable, d'être consulté sur toutes les matières qui se rattachent à ses intérêts.

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides et je verrai à ce qu'ils soient sagement employés pour le plus grand avantage du peuple de cette Province.

---

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

Je vous prie d'accepter les souhaits que je forme pour vous et pour la prospérité générale de cette Province ; prospérité qui ne peut être assurée que par le respect de tous pour l'autorité et par le maintien de l'ordre et de la paix dont vous êtes les premiers gardiens.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature Provinciale soit prorogée jusqu'à mardi, le vingt-septième jour d'août prochain, pour être alors ici tenue ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à mardi, le vingt-septième jour d'août prochain.



# INDEX

DU

## DOUZIEME VOLUME.

41-42 VICTORIA, 1878.

**ACTES DE LA LÉGISLATURE.** Voir *Adresses*, 1. *Documents*, 1.

**ACTES DÉSAVOUÉS.** Voir *Adresses*, 1. *Documents*, 1.

**ADMINISTRATION PROVINCIALE :—**1. Amendement (à la motion pour une adresse en réponse ou discours du trône) exprimant le regret que les aviseurs actuels de Son Excellence aient persisté à rester au pouvoir sans être appuyés par la majorité de la Chambre ; Amendement à cet amendement, déclarant que cette Chambre approuve la politique d'économie et de retranchement inaugurée par le gouvernement, 7. Objection au second amendement. M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre ; Appel de sa décision ; Sa décision a été confirmée par la Chambre, 7. Débats ajournés 7, 9, 10, 11, 13. Repris 8, 10, 11, 13. Second amendement rejeté, 15. Premier amendement adopté, 15. Autres amendements rejetés sur division, 16, 20. Premier amendement adopté, 20.

2. Motion en amendement (à la question que la Chambre se forme en comité des subsides) que cette Chambre ré-affirmant son désir de pratiquer la plus stricte économie dans tout le service public, regrette que, contrairement à ces principes d'économie, Son Excellence ait été avisé de dissoudre la Législature, contre le vœu de cette dernière ; imposant par là même, à la Province, les dépenses énormes d'une élection générale et d'une session extraordinaire, etc. ; débats ; ajournés, 32. Débats repris ; Amendement négativé sur division, 38.

3. Motion en amendement (à la demande de \$30,000 pour les inspecteurs d'école) que cette demande est une violation par le gouvernement de son programme politique, etc. ; Autre amendement que ce changement politique soudain mérite la condamnation de cette Chambre ; Objection. M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre ; Amendement négativé. Autres amendements proposés et objectés. M. l'Orateur décide que les amendements ne sont pas dans l'ordre ; Autre amendement à l'amendement principal, adopté, 72.

4. Motion en amendement (à la seconde lecture du bill des subsides) que le gouvernement ne possède pas dans cette Législature la force et l'autorité suffisante pour constituer une administration ferme et efficace, etc., négativée sur division, 125.

---

**ADRESSES :****AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL :**

A l'occasion de sa visite à Québec et de son prochain départ pour l'Angleterre ; Ordonné, 28. Rapportée ; Adoptée ; Envoyée au Conseil, 29. Adoptée par le Conseil, 35. Réponse, 35.

**AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—**

1. *Acte de la Législature* :—Pour la liste des actes de la Législature de Québec, désavoués depuis la confédération, donnant la date de leur sanction et de leur désaveu, et la raison ou les raisons de leur désaveu, 65. Voir *Documents*, 1.
2. *Arthabaska* :—Pour copie de toutes les licences émanées depuis la confédération, (non comprises celles mentionnées dans les rapports antérieurs,) pour la coupe des bois sur les terres de la Couronne, dans l'agence d'Arthabaska, 51. Voir *Documents*, 29.
3. *Arthabaska* :—Pour une liste de tous dépôts faits au Département du Trésor par le shérif du District d'Arthabaska, aussi, copie de toute correspondance ayant rapport à ce sujet et ayant rapport au palais de justice d'Arthabaska, 122.
4. *Assurance, Compagnies d'* :—Pour copie de la correspondance, des rapports des officiers en loi de la couronne ou des Ordres en Conseil, concernant le changement de Conseils représentant le Procureur-Général dans la cause des compagnies d'Assurance et le gouvernement de la Province de Québec, 120.
5. *Bâtisses de l'Exposition, Montréal* :—Pour copie du règlement ou de la résolution du conseil municipal de la cité de Montréal, accordant pour les bâties de l'exposition, à Montréal, la somme de \$12,000, à laquelle l'Honorable Trésorier a fait allusion dans son exposé financier, 74. Voir *Documents*, 20.
6. *Bellechasse* :—Pour un état des montants d'argent dépensés pour les fins de colonisation dans le comté de Bellechasse, pour les années 1875, 1876, 1877 et 1878, 82.
7. *Belleville, Flavien* :—Pour le dossier de l'enquête tenue au sujet de la conduite de Flavien Belleville, écuyer, juge de paix du district du Sagueny, 109.
8. *Bill réservé* :—Pour copie de toute la correspondance au sujet du bill réservé par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, au mois de mars dernier, ainsi qu'une copie de toutes les pétitions et protestations concernant le dit bill, provenant de toutes sources quelconques, 73. Voir *Documents*, 4.
9. *Ble de Semence* :—Pour copie de toute correspondance avec le gouvernement au sujet de l'importation du blé de semence, 43. Voir *Documents*, 5.
10. *Bois* :—Pour un état des billets donnés au Département des Terres de la Couronne pour coupe de bois ; le dit état indiquant les faiseurs et les endosseurs de ces billets, la date et le montant de chacun, les banques



ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

où ils ont été mis en collection, ceux qui ont été payés à la date du 18 juin courant et ceux qui ne l'ont pas été ou qui ne l'ont été qu'en partie, à cette date, 43. Voir *Documents*, 6.

11. *Bois* :—Pour un état des limites possédées par MM. King et Frères, manufacturiers de bois de la paroisse de St. Pacôme, comté de Kamouraska, donnant pour chaque limite, l'endroit, (agence ou canton) où située, la date de l'achat ou du transfert, le prix d'achat et la rente ou loyer annuel, 118.
12. *Chemins de Colonisation* :—Pour les pétitions du Révérend A. P. Bellemare et autres, tous du comté de Nicolet, demandant respectivement de l'aide pour des chemins de colonisation, 109.
13. *Chemins de fer* :—Pour un état du fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec, indiquant le montant des recettes du dit fonds, la date de ces recettes, le montant des paiements faits à même le dit fonds, la date de ces paiements et les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et la balance du dit fonds, 25. Voir *Documents*, 8.
14. *DeBoucherville* :—Pour copie de la correspondance échangée entre Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur et l'Honorable Secrétaire d'Etat ou aucun des membres du Conseil Privé de la Puissance, ayant rapport directement ou indirectement au renvoi d'office du cabinet de Boucherville ; copie complète du dossier dans l'affaire Bernatchez, Bélanger et Fournier, ayant rapport à la nomination et élection d'un conseiller municipal, pour le village de Montmagny, etc., 34. Voir *Documents*, 12.
15. *Dépôts judiciaires* :—Pour un état des dépôts judiciaires et autres, faits en vertu de l'acte concernant les dépôts judiciaires et autres, de 1871 ; indiquant séparément les recettes et les paiements de ce fonds, chaque année, dans chaque district, etc., 28.
16. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 6. Amendement exprimant le regret que les aviseurs actuels de Son Excellence aient persisté à rester au pouvoir sans être appuyés par la majorité de la Chambre ; amendement à l'amendement, déclarant que cette Chambre approuve la politique d'économie inaugurée par le gouvernement. Objection. M. l'Orateur décide que l'amendement au dit amendement est dans l'ordre ; appel de la décision de M. l'Orateur ; décision confirmée, 7. Débats ajournés, 7. Repris, 8, 10, 11, 13. Ajournés de nouveau, 9, 11, 13. Second amendement rejeté, 15. Premier amendement adopté, 15. Autre amendement—que dans les circonstances actuelles, cette Chambre croit de son devoir de donner un support général et indépendant au gouvernement ; autre amendement—que cette Chambre est d'opinion que les principes de la constitution du gouvernement responsable exigent que le Cabinet chargé de l'administration des affaires publiques soit appuyé de la majorité de cette Chambre ; débats ajournés, 16. Débats repris, 17. Second amendement négativé, 18. Autre amendement—que cette Chambre est disposée à considérer et appuyer toutes mesures qui lui seront constitutionnellement présentées, etc. ; débats ajournés, 18. Repris ; amendements rejetés sur division, 20. Premier amendement adopté ; Comité chargé de rédiger l'adresse, 21. Rapportée ; adoptée ; ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 23. Réponse, 25.

---

**ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.***

17. *Durham Terrasse* :—Pour copie d'un ordre en Conseil Privé de la Puissance, en date du 12 février 1871, concernant la propriété de la Terrasse Durham, 66. Imprimée 66. Voir *Documents*, 53.
18. *Elections* :—Pour un état des dépenses encourues par le gouvernement pour les élections occasionnées par la dissolution des Chambres en mars dernier, 24. Voir *Documents*, 16.
19. *Elections* :—Pour copie des opinions légales réclamées par le gouvernement concernant les listes en usage durant les dernières élections générales, et copie des instructions données par le gouvernement aux registrateurs de cette Province au sujet de ces listes ; aussi un état des honoraires qui ont été payés pour ces consultations, 43. Voir *Documents*, 31.
20. *Employés Publics* :—Pour une liste des employés publics de la Province, y comprenant les employés de cette Chambre et du Conseil Législatif, tant permanents que surnuméraires, cette liste devant contenir la date de la nomination de ces employés et le montant de leur salaire, 27. Voir *Documents*, 17.
21. *Emprunt* :—Pour copie de tous les ordres en conseil, correspondances ou contrats passés ou consentis au sujet d'un emprunt de \$500,000, ou de toute autre somme d'argent plus considérable ou moindre entre la banque de Montréal et la Province de Québec, depuis le premier jour de mars dernier (1878), 25. Voir *Documents*, 18.
22. *Emprunt Municipal* :—Pour un état indiquant les sommes maintenant dues à la Province, comme partie du fonds d'emprunt municipal ; cet état devant indiquer les noms des divisions électorales qui doivent ces sommes d'argent et le montant dû par chacune de ces divisions électorales, 67.
23. *Gagnon Antoine* :—Pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, le département des terres de la Couronne et Antoine Gagnon, agent des terres de la Couronne à Arthabaska, concernant l'émission des licences pour la coupe des bois et la vente des Terres de la Couronne, 51. Voir *Documents*, 21.
24. *Gardes Forestiers* :—Pour copie des comptes de L. Pelletier, A. Desjardins, P. Desjardins et F. Richard, gardes-forestiers pour la division Grand-Ville, pour les trois dernières années fiscales, 118.
25. *Isles de la Madeleine* :—Pour copie de toutes instructions données par le département des terres de la Couronne à Antoine Painchaud, écuier, arpenteur provincial, du Bassin de Gaspé, ayant rapport à l'arpentage ou cadastre des Isles de la Madeleine ; Copie de tous rapports faits par le dit Antoine Painchaud, du dit arpentage ou cadastre, etc., 42. Voir *Documents*, 22.
26. *Isle d'Orléans* :—Pour copie de toute correspondance, rapports, documents, entre le gouvernement ou quelqu'un de ses départements et MM. Dunn, Home, Gourdeau et Plante, au sujet de la concession d'un lot de grève au bout de l'Isle d'Orléans, 34. Voir *Documents*, 23.

---

**ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Sulle.**

---

27. *Inspecteurs d'école* :—Pour copie des résolutions passées respectivement par les comités catholiques et protestants de l'instruction publique, au sujet des inspecteurs d'écoles, 51. Voir *Documents*, 24.
28. *Kamouraska* :—Pour un tableau des droits (fee fund) imposés dans le district de Kamouraska, sur les procédés judiciaires et autres, dans les différentes cours et les deux bureaux d'enregistrement du dit district, 33. Voir *Documents*, 27.
29. *Kamouraska* :—Pour copie de tous les rapports des inspecteurs de prisons sur la prison du district de Kamouraska, ainsi que de la partie de leur rapport annuel, se rapportant à la dite prison, et ce, depuis et y compris le rapport de 1863, 65.
30. *Kamouraska* :—Pour un état constatant les noms de tous les employés permanents ou temporaires dans le district de Kamouraska, d'aucun des départements du gouvernement de cette Province, donnant par département, la résidence de ces employés, etc., 81.
31. *Kamouraska* :—Pour copie du contrat d'acquisition par le gouvernement de la ci-devant Province du Canada, du terrain où est érigée la Cour du district de Kamouraska ; la liste des hypothèques existant alors sur le dit terrain, donnant les noms des créanciers, et le montant payé à chacun d'eux ; un état du coût de construction de la dite cour et prison, ainsi que pareil état pour sa reconstruction, en 1863 et 1864 ; un état des dépenses d'entretien de la dite Cour depuis sa construction, etc., 66.
32. *Kamouraska* :—Pour une liste des prisonniers qui se sont évadés de la prison du district judiciaire de Kamouraska, depuis sa reconstruction, en 1863, etc., 81. Voir *Documents*, 26.
33. *Kamouraska* :—Pour un état donnant le détail de la somme de \$1200, entrée à la page 42 des comptes publics, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1877, comme payée pour dépenses contingentes, à V. Taché, écuyer, shérif, pour le district judiciaire de Kamouraska, 116.
34. *Kamouraska, Juges de Paix de* :—Pour une liste des Juges de Paix, dans et pour le district de Kamouraska, en mentionnant ceux qui ont prêté serment et se sont qualifiés pour agir, 51. Voir *Documents*, 25.
35. *Lac St. Jean* :—Pour un état détaillé des différentes sommes d'argent payées pour l'ouverture du chemin de colonisation de Québec au lac Saint-Jean, etc., 109.
36. *Laprairie* :—Pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, avec aucunes personnes du comté de Laprairie, concernant la construction d'un bureau d'enregistrement ou d'un palais de justice dans le dit comté, etc., 24. Voir *Documents*, 28.
37. *Laterrière, E. X.* :—Pour un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par F. X. Laterrière, pour le district de Saguenay, depuis le 1er janvier 1873, jusqu'à ce jour ; le coût de chaque enquête ; et le montant reçu par lui du gouvernement dans chaque cas, 42.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

38. *Lieutenant-Gouverneur* :—Pour copie de l'Ordre en Conseil de l'Hon. Conseil Privé du Canada, en date du 20 avril 1870, transférant au gouvernement de la Province de Québec, les propriétés servant de résidence au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, 118. Voir *Documents*, 30.
39. *Lévis et Kennébec* :—Pour un rapport sur tous les deniers payés à la Compagnie du chemin fer de Lévis et Kennébec, ou à toute autre personne représentant la dite Compagnie, à compte du subside payable en vertu de différents actes de la Législature, 66.
40. *Montréal* :—Pour un état comparatif de la perception du revenu, en la cité de Montréal, pour les trois dernières années, à venir jusqu'au 1<sup>er</sup> mai dernier, 28. Voir *Documents*, 32.
41. *Montréal, Prison* :—Pour copie des soumissions envoyées pour le contrat pour fournir le pain, la viande et le charbon, à la prison de Montréal, pendant l'année 1878 ; les noms des personnes qui ont obtenu des contrats ; et les prix auxquels ces contrats ont été accordés, 109. Voir *Documents*, 33.
42. *Montréal, Portland et Boston* :—Pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des aviseurs de Son Excellence, ou des départements publics et la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston, ou aucun de ses employés, etc., 24. Voir *Documents*, 34.
43. *Ottawa* :—Pour copie de tous ordres en Conseil, en vertu desquels il a été décidé que le township en arrière du comté d'Ottawa ne serait pas obligé de payer aucun des bonus de chemins de fer souscrits, 41. Voir *Documents*, 9.
44. *Ottawa* :—Pour copie de tous ordres en conseil, en vertu desquels il a été décidé de discontinuer les poursuites intentées par le gouvernement contre le comté d'Ottawa, pour obtenir le paiement du Bonus aux chemins de fer, 41. Voir *Documents*, 10.
45. *Ottawa* :—Pour une liste des lots dans le comté d'Ottawa, qui ont été annulés par ordre en conseil, ainsi que copie de tous ordres en conseil, rapports, correspondances ayant rapport à cette annulation ; ainsi que copie de l'ordre en conseil autorisant la vente des lots à phosphate de chaux dans le dit comté d'Ottawa, 51. Voir *Documents*, 35.
46. *Panneton, Philippe Elisée* :—Pour copie de l'ordre en conseil du 15 mai 1872, nommant Philippe Elisée Panneton, écuier, avocat, député protonotaire, greffier de la Cour de Circuit, greffier de la Couronne et Protonotaire agissant conformément à la loi de faillite, pour le district des Trois-Rivières ; copie de l'affidavit de l'Honorable Gédéon Ouimet concernant cette nomination, etc., 41. Voir *Documents*, 36.
47. *Pelletier Cyrias* :—Pour la date de la nomination de Cyrias Pelletier, écr., avocat, de la cité de Québec, comme Commissaire pour la refonte des statuts de cette Province, la date de sa destitution ou suspension et le montant qui lui a été payé, en sa dite qualité de Commissaire, et le montant de toute réclamation, si aucune il a, contre le gouvernement, pour services, par lui rendus en cette qualité, 67. Voir *Documents*, 37.

---

**ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.***

---

48. *Piton et Cimon, MM.* :—Pour copie de tous ordres en conseil, protêts, correspondances concernant la construction des édifices publics de la Province de Québec, se rapportant au contrat de MM. Piton et Cimon, 42. Voir *Documents*, 14.
49. *Police Provinciale* :—Pour copie du dernier rapport annuel du commissaire de la Police Provinciale avec les statistiques qui l'accompagnent ; un état des sommes d'argent payées ou dues au gouvernement, depuis un an, par diverses municipalités, corporations ou personnes pour les services de la Police Provinciale, 24. Voir *Documents*, 38.
50. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et les différentes municipalités dans la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, 23. Voir *Documents*, 44.
51. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour copie de tous rapports faits, concernant la localisation de la ligne du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental entre Terrebonne et Montréal, 24.
52. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour copie des rapports des commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, en date respectivement des 16 mars et 13 décembre 1876, 34. Voir *Documents*, 39.
53. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la cité de Québec, concernant le paiement de la balance du million dû par cette dernière, pour venir en aide à la construction du chemin de fer de la rive Nord, 33.
54. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour copie du rapport de M. Walter Stanley, concernant le tracé du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, 41. Voir *Documents*, 40.
55. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour copie de tous rapports faits au gouvernement ou à la commission des chemins de fer, depuis 1872 concernant la localisation du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis Trois-Rivières jusqu'à Montréal, 42. Voir *Documents*, 41.
56. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour les soumissions reçues par le gouvernement pour l'affermage du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ainsi que les rapports de Walter Stanley, écr., ingénieur, concernant ces soumissions, etc., 52. Voir *Documents*, 42.
57. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour copie de tout ordre en conseil, se rattachant au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; copie tous les actes notariés, se rattachant au dit chemin de fer ; copie de toutes les évaluations mensuelles, (monthly estimates) qui ont été transmises aux commissaires par les ingénieurs du gouvernement ; liste de tous les officiers du dit chemin de fer, sous le contrôle des dits commissaires ; indiquant le salaire payé à chacun, son occupation et la date de sa nomination, etc., 61. Voir *Documents*, 43.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

58. *Régistrateurs* :—Pour copie de tous ordres en conseil en force ou des extraits de parties d'iceux qui sont en force, déterminant et établissant les honoraires qui devront être perçus par les registrateurs pour les services rendus par eux, 51.
59. *Richelieu* :—Pour un état des revenus du bureau du protonotaire et du greffier de la paix et de la Couronne pour le district de Richelieu, pour les années 1876 et 1877, 65. Voir *Documents*, 49.
60. *Richelieu* :—Pour copie de toute correspondance depuis le 1er juin 1877 jusqu'à ce jour, au sujet de l'administration de la justice et d'un juge résidant dans le district de Richelieu, 118. Voir *Documents*, 28.
61. *Roy Charles François* :—Pour un état des sommes payées à Charles François Roy, écr., arpenteur provincial, par la ci devant Province du Canada, pour tous les services qu'il a pu rendre en aucune qualité quelconque à aucun des départements publics de la dite Province, etc., 67.
62. *Roy dit Voisine, Théophile* :—Pour copie des témoignages reçus par le coroner Grenier, sur les causes de la mort de Théophile Roy dit Voisine, des Trois-Pistoles, en mai dernier, et copie du rapport du dit coroner et du verdict des jurés à la suite de la dite enquête, 91.
63. *Service Civil* :—Pour un état montrant les nominations et les promotions dans le service civil, depuis la dernière session, 67. Voir *Documents*, 50.
64. *Sprungli* :—Pour copie des instructions données par les officiers en loi de la couronne, en vertu desquelles le greffier de la paix à Québec a payé à un nommé Sprungli, maintenant un criminel prouvé, certains argents ou valeurs trouvés en sa possession et lesquels, depuis, ont été reconnus pour avoir été volés par lui, 128.
65. *Soulanges* :—Pour copie de toute requête et correspondance relative à la nomination de Joseph Stevens, écuyer, registrateur du comté de Soulanges, et de celle de Joseph A. Legris, écuyer, greffier de la Cour de Circuit, du même comté, 67.
66. *St.-Denis* :—Pour copie de la correspondance au sujet du choix de la maison et du site de l'école modèle de garçons de la dite paroisse de Saint-Denis, etc., 109.
67. *St.-Joseph de Chambly* :—Pour copie de toute correspondance et de tous rapports concernant la nomination des commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, et la révocation de l'ancienne commission, 110. Voir *Documents*, 7.
68. *Sud Est, Compagnie du* :—Pour un état des sommes payées à la Compagnie de chemin de fer du Sud-Est, pour subside, pour la partie du chemin de la dite Compagnie, à partir de la ville de Sorel à Roxton Falls, etc., 24.
69. *Sud-Est, Compagnie du chemin de fer* :—Pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est, depuis le 1er janvier 1877, au sujet du subside, etc., 110.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

70. *Témiscouata* :—Pour un état détaillé des montants collectés pour coupe de bois, dans le comté de Témiscouata, depuis le 30 juin dernier, jusqu'à cette date ; Copie de toute correspondance échangée entre l'agent local des terres de la Couronne, ordonnant des visites du garde forestier, soit pour la saisie ou la vente des dits bois coupés, les montants payés au dit garde forestier pour son salaire, etc., 33. Voir *Documents*, 52.
71. *Témiscouata* :—Pour un état des réclamations des colons de la colonie de repatriement du comté de Témiscouata, pour se faire payer le prix des défrichements faits sur les lots mis en réserve dans la dite colonie, et le prix de leurs maisons conformément à la loi, 43. Voir *Documents*, 51.
72. *Terres de la Couronne* :—Pour un état détaillé du montant des sommes collectées sur les arrérages des terres de la Couronne, dans cette Province, tant du capital que des intérêts, depuis le 1er mai 1877, jusqu'à ce jour, 66.
73. *Trésor, Bureau du* :—Pour copie du bail pour le bureau du trésor et un état des différents prix du loyer de ce bureau, depuis 1867, les noms des différents propriétaires, 66. Voir *Documents*, 13.
74. *Trois-Rivières* :—Pour un état détaillé des dépenses et frais encourus pour les fins de l'administration de la justice aux Trois-Rivières, durant le terme de la Cour Criminelle qui a commencé le 20 avril dernier, etc., 24.
75. *Trois-Rivières* :—Pour un état des revenus du bureau du Protonotaire et du Greffier de la Couronne pour le district des Trois-Rivières, pour les années 1875, 1876, 1877 et jusqu'à ce jour, 43. Voir *Documents*, 54.
76. *Troupes* :—Pour un état de toutes les sommes payées ou dues, pour la solde des troupes qui ont été mandées récemment de Montréal ou mises sur pied ; de toutes les sommes qui ont pu ou devront être payées en l'acquit de la ville de Québec pour ces troupes, 73. Voir *Documents*, 45.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 5, 31. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; quorum réduit à neuf membres, 50. Second rapport, 104. Adopté et ordonné qu'un certain nombre de copies de ce rapport soit imprimées et distribuées, 111.

AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Commissaire. Voir *Documents*, 2.

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—Voir *Assemblée Législative*.

AMENDEMENTS :—Voir *Questions*.

## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :

1. La Chambre se rend auprès de Son Excellence :—A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la session, 1. Après l'élection de l'Orateur, 3. A la clôture de la session, 131.

---

**ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Suite.**

2. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 5.
3. Sommes reçues et dépensées depuis le 1er juillet 1877 au 30 juin 1878, 83.  
*Réunions et ajournements de la Chambre :*
  4. Continue de siéger après minuit, 7, 32, 38, 53, 69, 77, 87, 88, 99, 117, 127.
  5. Siégé le samedi, 32, 78, 99, 131.
  6. Ajourne au lendemain à 11 h. A. M., 31, 53, 74.
  7. Ajournée faute de quorum, 74.
  8. Ajournée au lendemain à 10 A. M., 98.
  9. Devant avoir deux séances par jour pour le reste de la session, 117. Trois séances, 122.
  10. Suspend ses procédés afin de permettre à un comité de se rendre au Conseil Législatif et demander une conférence, 128.

**ARTHABASKA :**

1. Licences pour coupe de bois. Voir *Adresses*, 2.
2. Dépôts faits par le shérif. Voir *Adresses*, 3.

**ASILE DES ALIÉNÉS, QUÉBEC :—Rapport. Voir Documents, 3.**

**ASSURANCE :—**Bill pour refondre et amender la loi pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice de l'assurance sur la vie des maris et pères de famille, (M. Würtele), 32. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général; Considéré, 112. Ordre pour 3ème lecture déchargé, bill renvoyé à un Comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 121. Par le Conseil, 131, S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 13.)

**ASSURANCE, COMPAGNIE D' :—Voir Adresses, 4.****BATISSES DE L'EXPOSITION, MONTRÉAL :—Voir Adresses, 5. Documents, 20.**

**BRAUCE, MINES D'OR :—**Pétition demandant un comité spécial pour prendre en considération la pétition de Louis St. Onge et autres, demandant une enquête sur l'exploitation des mines d'or de la Beauce, 16. Comité nommé et pétition renvoyé à ce comité, 34. Membre ajouté, 35. Rapport, 90. Adopté, 92. Pétition; demandant à être entendu devant le Comité, 36.

**BELLECHASSE :—**Argents dépensés pour colonisation. Voir *Adresses*, 6.**BELLEVILLE FLAVIEN :—**Voir *Adresses*, 7.

**BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE, COMITÉ COLLECTIF DE LA :—**Membres nommés par l'Assemblée; Message envoyé au Conseil, 26. Rapport, 39. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 41.



---

**BILLS :**

1. Honoraires remboursés, 43, 82, 116.
2. Bills refondus en un seul bill, 64, 92.
3. Bill ré-imprimé, 64.
4. Bill retiré, 103.
5. Ordre pour 3ème lecture déchargé, 121, 122.
6. Renvoyés de nouveau à un comité général ; Amendés ; Rapportés et Passés à la même séance, 122.
7. Lus la deuxième fois ; Renvoyés à un comité ; Considérés ; Amendés ; Rapportés et Passés à la même séance 100, 111.
8. Amendé après la 3ème lecture, 119.
9. Son Excellence recommande à la Chambre les dispositions d'un bill, 64.
10. Amendé par le Conseil, 126.
11. Amendements par le conseil rejetés ; Comité chargé de dresser les raisons pour lesquelles la Chambre ne concourt pas dans les dits amendements ; Rapport ; Conférence demandée, 127. Message du Conseil acceptant la dite conférence, 128. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 130. Amendements considérés de nouveau et adoptés moins ceux mentionnés dans le précédent message, 130.
12. Sanctionnés.
13. Bills réservés par Son Excellence. Voir *Adresses*, 8. *Documents*, 4.

**BILLS PRIVES :**

1. Comité permanent des divers bills privés nommé, 5, 31. Premier rapport et réduction du quorum. Quorum réduit à sept membres, 40. Autres rapports sur divers bills, 87.
2. Bill renvoyé à ce comité, 68.
3. Rapport recommandant que le délai pour la réception des bills privés et des rapports sur iceux soit prolongé, 54.
4. Rapport recommandant que le délai pour l'affichage des bills privés soit réduit, 40.

BILL RÉSERVÉ :—Voir *Adresses*, 8. *Documents*, 4.

BLÉ DE SEMENCE :—Voir *Adresses*, 9. *Documents*, 5.

BOIS :—Voir *Adresses*, 10, 11. *Documents*, 6.

BOUCHERVILLE DE :—Voir *Adresses*, 14. *Documents*, 12.

**CHAMBLY, LAVAL ET JACQUES-CARTIER** :—Assurance Mutuelle des Comtés de Chamby, Laval et Jacques-Cartier. Remise de l'honoraire de \$100 payé à la dernière session, 82.

CHAMBLY, ST.-JOSEPH DE :—Voir *Adresses*, 14. *Documents*, 7.

CHASSE :—Pétitions demandant des amendements à la loi de la chasse, 9. 54.

CHEMINS :—Pétitions demandant de l'aide pour des chemins :

1. Ashford et Fournier ; Garneau et Lafontaine, 30. Arago ; Ste. Claire, St. Malachie, 37. Garthley, 89. Wolfestown et Ham Nord, 96. Ste. Marie (Beauce), 101.

2. Comité spécial pour prendre en considération les moyens qu'il serait à propos d'adopter pour améliorer l'état des chemins en cette Province, 51. Premier rapport ; quorum réduit à cinq membres, 64. Membre ajouté, 57. Second rapport, 124.

CHEMINS DE COLONISATION :—Pétition demandant de l'aide pour des—, 91.

CHEMINS DE COLONISATION :—Voir *Adresses*, 12.

CHEMINS DE FER :

1. Nomination du comité des chemins de fer, etc., 5, 31. Premier rapport ; quorum réduit à sept membres, 40. Bills renvoyés à ce comité, 40, etc. Autres rapports sur divers bills, 54, 62.

2. Bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869 ; (M. Würtele), 41. Lu la deuxième fois, renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 111.

3. Bill pour amender les actes relatif au fonds consolidé des chemins de fer de cette Province, (l'Hon. M. Bachand), 62. Motion pour seconde lecture ; Débats ; Ajournés, 123. Débats repris et ajournés de nouveau, 123. Repris ; Lu la deuxième fois sur division renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 125.

Voir *Adresses*, 13. *Documents*, 8, 9, 10.

CODE CIVIL :

1. Bill pour amender l'article 1669 du Code Civil, (M. Racicot), 37. Renvoyé à un comité général, 68. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 73. Par le Conseil. 98. S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 12.)

CODE CIVIL :—*Suite.*

2. Bill pour amender les articles 2093 et 2099 du Code Civil, (M. Würtele) 54. Lu la deuxième fois sur division et renvoyé à un comité général, 86. Considéré ; Amendé, 112. Rapporté, 117. Ordre pour 3ème lecture déchargé ; bill renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 122.

## CODE MUNICIPAL :

1. Bill pour amender le—de la Province de Québec, (M. Gagnon), 30. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 8), 43.

2. Bill pour amender certains articles du—(M. Martel) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 8), 36.

3. Bill pour amender l'article, 775 du—(M. Desaulniers), 13. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 8), 33.

4. Bill pour amender certains articles du—de la Province de Québec, (M. Bertrand), 13. Renvoyé à un comité spécial (Voir *infra*, 8), 33.

5. Bill pour amender le—de la Province de Québec, (M. Watts), 30. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 8), 43.

6. Bill pour amender l'article 637 du—(M. Würtele), 30. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 8), 43.

7. Bill pour amender l'article 712 du Code Municipal de la Province de Québec, (M. Würtele), 42ème règle suspendue ; Lu la 2ème fois et renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 8), 44. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté, 110. Lu la 3ème fois sur division et Passé, 112. Par le Conseil avec amendements, 126. Considérés ; La Chambre ne concourt pas dans les dits amendements ; comité chargé de dresser les raisons qui doivent être données à une Conférence ; demande d'une Conférence, 127. Message du Conseil acceptant la dite Conférence, 128. Message du Conseil n'insistant pas sur certains amendements par lui faits. La Chambre concourt dans les amendements faits par le Conseil moins ceux mentionnés dans le précédent message, 130. S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 10.)

8. Comité spécial pour prendre en considération tous les bills sur le—, 33. Bills renvoyés à ce comité, 33, 36, 43, 44. Membre ajouté, 52. Premier rapport ; Quorum réduit à cinq membres, 40. Second rapport rapportant tous les bills refondus en un seul bill, 64. Bill ré-imprimé, 64. Troisième rapport, 79.

9. Pétition demandant des amendements au—30.

CONFÉRENCE :—Voir *Bills*, 11.

COMPAGNIE DE TRANSPORT :—Remise de l'honoraire de \$100 payé par la Compagnie de transportation de Montréal, lors de la dernière session, 43.

## COMITES :

1. Résolution pour la nomination des comités permanents, 5. Motion pour la formation d'un comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer ; Adoptée, 23. Rapportée, 31. Adoptée, 37. Voir *Privilèges, Ordres Permanents, Chemins de Fer, Canaux, etc., Bills privés, Lois expirantes, Impressions, Comptes Publics, Agriculture, Immigration et Colonisation, Industrie*. Voir aussi *Bibliothèque*.

2. Comités collectifs. Voir *Bibliothèque*.

3. Comités spéciaux. Voir *Code Municipal, Elections, Chemins, Beauce, mines d'or*.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 5, 31.

## CONSEIL LEGISLATIF :

1. Bill pour modifier la constitution du Conseil Législatif (l'Hon. M. Marchand), 28. Lu la deuxième fois sur division et renvoyé à un comité général, 117. Ordre pour comité général ; Débats, 119. Débats repris ; Motion pour comité général adoptée sur division ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 121.

### *Messages envoyés au Conseil :*

2. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination du comité collectif au sujet de la bibliothèque, 26.

3. Demandant leur concours à une adresse à Son Excellence le Gouverneur Général, 29.

4. Désignant les députés de l'Assemblée devant faire partie du comité conjoint de la bibliothèque, 26.

### *Messages du Conseil :*

5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif de la bibliothèque, 41.

6. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif des impressions, 42.

7. Admettant les bills de l'Assemblée (ou des amendements faits à ses bills) avec ou sans amendement, 98, 103, 120, 123, 126.

8. Concourrant dans l'adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, 35.

9. Donnant les raisons pour lesquelles le Conseil ne concourt pas dans un bill, 120.

10. Acceptant une conférence, 128.

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE :—Pétition demandant l'établissement et la formation d'un—et de déclamation dans la province, 27.

CORPORATIONS DE VILLE :—Bill pour amender la section 239, de l'acte des clauses générales des corporations de ville, (M. Racicot), 37. Lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 110. Par le Conseil 123. S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 11.)

COUR SUPÉRIEURE :—Voir *Documents*, 11.

COUR SUPRÊME :—Bill concernant les références à la Cour Suprême du Canada, et à la Cour de l'Échiquier du Canada, dans certaines clauses, (M. Würtele), 37. Lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 112.

DE BOUCHERVILLE :—Voir *Adresses*, 14. *Documents*, 12.

DELERY, COMPAGNIE DES MINES DE :—Pétition ; demandant à être entendue devant tout comité qui sera nommé concernant les mines d'or de la Beauce, 36. Voir *Beauce*.

## DÉPUTÉS :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, v.

2. Prêtent serment et prennent leur siège, 1.

3. Résolutions relatives : 1. à l'élection et au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2. à la corruption ou aux intrigues, menées, qui peuvent avoir lieu à aucune élection ; 3. à tout offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 5.

4. Un membre se lève de son siège et dit qu'il a été chargé de présenter une pétition alléguant certains faits concernant la conduite d'un Honorable membre de cette Chambre, lesquels sont contraires aux règles et aux privilèges de cette Chambre ; Objection que cette manière de procéder n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que la question de privilège ne peut être soulevée avant que la dite pétition n'ait été présentée régulièrement à la Chambre ; Autre objection ; Maintenu par M. l'Orateur, 61.

5. Un membre se lève de son siège et demande que les paroles prononcées par le député de Bonaventure soient entrées dans les journaux de cette Chambre ; Ces paroles sont prises ; le député de Bonaventure retire certaines expressions qui ne sont pas parlementaires, 92.

6. L'Hon. M. Joly se lève de son siège et déclare qu'ayant lu une lettre que l'Honorable membre pour Montréal-Est déclare n'être pas de l'écriture du signataire et que lui (M. Taillon) savait qu'il avait écrite et signée, il le somme de déclarer le nom de la personne à laquelle il a fait allusion ; M. Taillon dit qu'il connaît le nom mais refuse de le donner étant celui d'un ami personnel, 120.

Voir *membres*.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—Voir *Adresses*, 61. *Documents*, 13.

DÉPÔTS JUDICIAIRES :—Voir *Documents*, 15.

DISCOURS DU TRÔNE :—Voir *Adresses*, 16.

**DOCUMENTS :****MIS DEVANT LA CHAMBRE RELATIFS A—**

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
1. <i>Actes de la Législature de Québec</i> :—Liste des actes de la Législature de Québec, désavoués depuis la confédération, donnant la date de leur sanction et de leur désaveu, et la raison ou les raisons de leur désaveu. ( <i>Imprimée</i> , 15.) ( <i>Documents de la session No. 27</i> ).....	Adresse.	96
2. <i>Agriculture et Travaux Publics</i> :—Rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics pour la Province de Québec, pour l'année fiscale 1877-78. ( <i>Documents de la session No. 2</i> ).....	Par ordre de S. E.	91
3. <i>Asile des Aliénés, Québec</i> :—Rapport sur le service de l'asile des aliénés de Québec, par les médecins propriétaires, pour l'année 1877-78. ( <i>Documents de la session No. 35</i> ).....	Par ordre de S. E.	106
4. <i>Bill Réservé</i> :—Copie de toute la correspondance échangée au sujet du bill réservé par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, au mois de mars dernier, ainsi qu'une copie de toutes les pétitions et protestations concernant le dit bill. ( <i>Documents de la session No. 25</i> ).....	Adresse.	83
5. <i>Ble de Semence</i> :—Copie de toute correspondance avec le gouvernement au sujet de l'importation du blé de semence. ( <i>Documents de la session No. 15</i> ).....	Adresse.	75
6. <i>Bois</i> :—Etat des billets donnés au Département des Terres de la Couronne pour coupe de bois; le dit état indiquant les faiseurs et les endosseurs de ces billets, la date et le montant de chacun, les banques où ils ont été mis en collection, ceux qui ont été payés à la date du 18 juin courant et ceux qui ne l'ont pas été ou qui ne l'ont été qu'en partie, à cette date. ( <i>Documents de la session No. 30</i> ).....	Adresse.	97
7. <i>Chambly, St.-Joseph de</i> :—Copie de toute correspondance et de tous rapports concernant la nomination des commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, et la révocation de l'ancienne commission. ( <i>Documents de la session No. 37</i> ).....	Adresse.	119
8. <i>Chemins de fer</i> :—Etat du fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec, indiquant le montant des recettes du dit fonds, la date de ces recettes, le montant des paiements faits à même le dit fonds, la date de ces paiements et les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et la balance du dit fonds. ( <i>Imprimé</i> , 67.) ( <i>Documents de la session No. 13</i> ).....	Adresse.	65

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
9. <i>Chemins de fer</i> :—Copie de tous ordres en conseil, en vertu desquels il a été décidé que le township en arrière du comté d'Ottawa ne serait pas obligé de payer aucun des bonus de chemins de fer souscrits. ( <i>Documents de la session No. 31</i> ).....	Adresse.	97
10. <i>Chemins de Fer, Bonus</i> :—Copie de tous ordres en conseil, en vertu desquels il a été décidé de discontinuer les poursuites intentées par le gouvernement contre le comté d'Ottawa pour obtenir le paiement du Bonus aux chemins de fer. ( <i>Documents de la session No. 29</i> ).....	Adresse.	96
11. <i>Cour Supérieure</i> :—Copie d'une règle de pratique adoptée par la Cour Supérieure, en conformité du Statut 38 Vict., chap. 8, section 17. ( <i>Documents de la session No. 5</i> ).....	Par acte.	27
12. <i>DeBoucherville</i> :—Copie de la correspondance échangée entre Son Excellence le Lieutenant Gouverneur et Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance, relativement au renvoi d'office du ministère de Boucherville. Copie de la correspondance échangée entre Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur et l'Honorable Secrétaire d'Etat ou aucun des membres du Conseil Privé de la Puissance, ayant rapport directement ou indirectement au dit renvoi d'office du cabinet de Boucherville, etc. Copie de toute correspondance échangée entre Son Excellence et le Secrétaire d'Etat, le Premier Ministre ou aucun autre membre du Conseil Privé de la Puissance, au sujet du jour d'actions de grâces. ( <i>Imprimé, 115.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 17</i> ).....	Adresse.	75
13. <i>Département du Trésor</i> :—Copie du bail pour le bureau du trésor et un état des différents prix du loyer de ce bureau, depuis 1867, ainsi que les noms des différents propriétaires. ( <i>Imprimé, 115.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 28</i> ).....	Adresse.	96
14. <i>Edifices Publics</i> :—Copie de tous ordres en conseil, protêts, correspondances concernant la construction des édifices publics de la Province de Québec, se rapportant au contrat de MM. Piton et Cimon. ( <i>Documents de la session No. 24</i> ).....	Adresse.	82
15. <i>Elections</i> :—Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur les élections générales de 1878. ( <i>Documents de la session No. 3</i> ).....		128
16. <i>Etat des dépenses encourues par le gouvernement pour les élections occasionnées par la dissolution des Chambres en mars dernier.</i> ( <i>Imprimé, 130.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 43</i> ).....	Adresse.	129

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
17. <i>Employés</i> :—Liste des employés publics de la Province, y comprenant les employés de cette Chambre et du Conseil Législatif, tant permanents que surnuméraires; cette liste devant contenir la date de la nomination de ces employés et le montant de leur salaire. ( <i>Imprimé</i> , 130.) ( <i>Documents de la session No. 23</i> ).....	Adresse.	129
18. <i>Emprunt</i> :—Copie de tous les ordres en conseil, correspondances ou contrats passés ou consentis au sujet d'un emprunt de \$500,000, entre la banque de Montréal et la Province de Québec, depuis le premier jour de mars dernier 1878. ( <i>Imprimé</i> , 115.) ( <i>Documents de la session No. 36</i> ).....	Adresse.	108
19. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année courante et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1879. Renvoyés au comité des subsides. Voir <i>Subsides</i> . ( <i>Documents de la session</i> , No. 1).....	Par message.	27, 76
20. <i>Exposition, bâtisses de</i> :—Copie du règlement ou de la résolution du conseil municipal de la cité de Montréal, accordant pour les bâtisses de l'exposition, à Montréal, la somme de \$12,000, à laquelle l'Honorable Trésorier a fait allusion dans son exposé financier, 74. ( <i>Documents de la session No. 33</i> ).....	Adresse.	97
21. <i>Gagnon Antoine</i> :—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, le département des terres de la Couronne et Antoine Gagnon, agent des terres de la Couronne à Arthabaska, concernant l'émission des licences pour la coupe des bois et la vente des Terres de la Couronne. ( <i>Imprimé</i> , 130.) ( <i>Documents de la session No. 42</i> ).....	Adresse.	129
22. <i>Iles de la Madeleine</i> :—Copie de toutes instructions données par le département des terres de la Couronne à Antoine Painchaud, écuyer, arpenteur provincial, du Bassin de Gaspé, ayant rapport à l'arpentage ou cadastre des Iles de la Madeleine; Copie de tous rapports faits par le dit Antoine Painchaud, du dit arpentage ou cadastre, etc.; Copie de tous ordres en conseil, lettres ou correspondances ayant rapport à l'achat des Iles de la Madeleine par le gouvernement. ( <i>Documents de la session No. 19</i> ).....	Adresse.	82
23. <i>Ile d'Orléans, Lot de grève</i> :—Copie de toute correspondance, rapports, documents, entre le gouvernement ou quelqu'un de ses départements et MM. Dunn, Home, Gourdeau et Plante, au sujet de la concession d'un lot de grève au bout de l'Isle d'Orléans, 34. ( <i>Documents de la session No. 20</i> ).....	Adresses.	82, 96



DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
24. <i>Instruction publique</i> :—Pour copie des résolutions passées respectivement par les comités catholiques et protestants de l'instruction publique, au sujet des inspecteurs d'écoles. ( <i>Documents de la session No. 16</i> )..	Adresse.	75
25. <i>Kamouraska</i> :—Liste des Juges de Paix, dans et pour le district de Kamouraska, en mentionnant ceux qui ont prêté serment et se sont qualifiés pour agir. ( <i>Documents de la session No. 12</i> ).....	Adresse.	64
26. <i>Kamouraska, Prison de</i> :—Liste des prisonniers qui se sont évadés de la prison du district judiciaire de Kamouraska, depuis sa reconstruction, en 1863. ( <i>Documents de la session No. 38</i> ).....	Adresse.	119
27. <i>Kamouraska</i> :—Tableau des droits (fee fund) imposés dans le district de Kamouraska, sur les procédés judiciaires et autres, dans les différentes cours et les deux bureaux d'enregistrement du dit district. ( <i>Imprimé, 130.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 44</i> ).....	Adresse.	129
28. <i>Laprairie</i> :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, avec aucunes personnes du comté de Laprairie, concernant la construction d'un bureau d'enregistrement ou d'un palais de justice dans le dit comté. ( <i>Documents de la session No. 10</i> ).....	Adresse.	62
29. <i>Licences pour coupe de bois</i> :—Copie de toutes les licences qui ont été émanées depuis la confédération, non comprises celles mentionnées dans les rapports antérieurs, pour la coupe des bois sur les terres de la Couronne, dans l'agence d'Arthabaska. ( <i>Documents de la session No. 46</i> ).....	Adresse.	129
30. <i>Lieutenant-Gouverneur, résidence du</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil de l'Hon. Conseil Privé du Canada, en date du 20 avril 1870, transférant au gouvernement de la Province de Québec, les propriétés servant de résidence au Lieutenant-Gouverneur. ( <i>Imprimé, pour l'usage des membres, 131.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 41</i> ).....	Adresse.	131
31. <i>Listes Electorales</i> :—Copie des opinions légales réclamées par le gouvernement concernant les listes en usage durant les dernières élections générales, et copie des instructions données par le gouvernement aux registrateurs de cette Province au sujet de ces listes ; aussi, un état des honoraires qui ont été payés pour ces consultations. ( <i>Documents de la session No. 45</i> ).....	Adresse.	129

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
32. <i>Montréal</i> :—Etat comparatif de la perception du revenu, en la cité de Montréal, pour les trois dernières années, à venir jusqu'au 1er mai dernier. ( <i>Documents de la session No. 22</i> ) .....	Adresse.	82
33. <i>Montréal, Prison de</i> :—Copie des soumissions envoyées pour le contrat pour fournir le pain, la viande et le charbon, à la prison de Montréal, pendant l'année 1878 ; les noms des personnes qui ont obtenu des contrats ; et les prix auxquels ces contrats ont été accordés. ( <i>Documents de la session No. 39</i> ).....	Adresse.	123
34. <i>Montréal, Portland et Boston, Compagnie du chemin de fer</i> :—Copie de toute correspondance, rapports d'ingénieur, ordres en conseil, ou autres documents se rapportant au dit chemin de fer ou à la dite Compagnie, et ce, depuis le premier jour de mars dernier. ( <i>Imprimé, 65.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 6</i> ).....	Adresse.	33
35. <i>Ottawa</i> :—Liste des lots qui ont été annulés dans le comté d'Ottawa, par ordre en conseil, ainsi que copie de tous ordres en conseil, rapports, correspondances ayant rapport à cette annulation ; aussi copie de l'ordre en conseil autorisant la vente des lots à phosphate de chaux dans le dit comté d'Ottawa. ( <i>Documents de la session No. 26</i> ).....	Adresse.	83
36. <i>Panneton, Philippe Elisée</i> :—Copie de l'ordre en conseil du 15 mai 1872, nommant Philippe Elisée Panneton, écuyer, avocat, député protonotaire, greffier de la Cour de Circuit, greffier de la Couronne et Protonotaire agissant conformément à la loi de faillite, pour le district des Trois-Rivières, etc. ( <i>Documents de la session No. 8</i> ).....	Adresse.	42
37. <i>Pelletier Cyrias</i> :—Date de la nomination de Cyrias Pelletier, écr., avocat, de la cité de Québec, comme Commissaire pour la refonte des statuts de cette Province, la date de sa destitution ou suspension et le montant qui lui a été payé, en sa dite qualité de Commissaire, et le montant de toute réclamation, si aucune il a, contre le gouvernement, pour services, par lui rendus en cette qualité. ( <i>Documents de la session No. 14</i> ) .....	Adresse.	75
38. <i>Police Provinciale</i> :—Copie du dernier rapport annuel du commissaire de la Police Provinciale avec les statistiques qui l'accompagnent ; un état des sommes d'argent payées ou dues au gouvernement, depuis un an, par diverses municipalités, corporations ou personnes pour les services de la Police Provinciale. ( <i>Documents de la session No. 7</i> ).....	Adresse.	37

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
39. <i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental</i> :—Copie des rapports des commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, en date respectivement des 16 mars et 13 décembre 1876. ( <i>Documents de la session No. 9</i> ).....	Adresse.	62
40. Rapport de Walter Shanley, ingénieur civil, sur les tracés rivaux du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre Maskinongé et Hoche-laga. ( <i>Documents de la session No. 9</i> ).....	Adresse.	76
41. Copie de tous rapports faits au gouvernement ou à la commission des chemins de fer, depuis 1872, concernant la localisation du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis Trois-Rivières jusqu'à Montréal. ( <i>Documents de la session No. 9</i> ).....	Adresse.	107
42. Soumissions reçues par le gouvernement pour l'affermage du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ainsi que les rapports de Walter Shanley, éer., ingénieur, concernant ces soumissions. ( <i>Imprimé, 130.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 9</i> ).....	Adresse.	129
43. Copie de tout ordre en conseil, se rattachant au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; Copie de tous les actes notariés, se rattachant au dit chemin de fer ; Copie de toutes les évaluations mensuelles, ( <i>monthly estimates</i> ) qui ont été transmises aux commissaires par les ingénieurs du gouvernement, etc., etc. ( <i>Imprimé, 130.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 9</i> ).....	Adresse.	129
44. Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et les différentes municipalités intéressées dans la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. ( <i>Imprimé, 130.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 9</i> ).....	Adresse.	129
45. <i>Québec, Émeute</i> :—Etat de toutes sommes d'argent payées ou dues au sujet des émeutes qui ont eu lieu à Québec en juin dernier. ( <i>Imprimé, 119.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 18</i> ).....	Adresse.	76
46. <i>Rapports de Conseil</i> :—Etat des rapports de conseil et mandats spéciaux sans l'autorité de la clause 47 de la 31 <sup>e</sup> Vict., chap. 9, préparé par l'auditeur de la Province. ( <i>Imprimé, 115</i> ).....	Par acte.	112
47. <i>Rapports municipaux</i> :—De la Province de Québec, pour l'année 1877. ( <i>Documents de la session No. 4</i> ).....	Par acte.	25

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
48. <i>Richelieu</i> :—Copie de tous ordres en conseil, depuis le premier de février dernier, concernant la commission de la paix dans le district de Richelieu. ( <i>Documents de la session No. 11</i> ).....	Adresse.	64
49. <i>Richelieu</i> :—Etat des revenus du bureau du protonotaire et du greffier de la paix et de la Couronne pour le district de Richelieu, pour les années 1876-1877. ( <i>Imprimé, 130.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 47</i> ).....	Adresse.	130
50. <i>Service Civil</i> :—Etat montrant les nominations et les promotions dans le service civil, depuis la dernière session. ( <i>Imprimé, 115.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 23</i> ).....	Adresse.	82
51. <i>Témiscouata</i> :—Etat des réclamations des colons de la colonie de repatriement du comté de Témiscouata, pour se faire payer le prix des défrichements faits sur les lots mis en réserve dans la dite colonie, et le prix de leurs maisons, etc. ( <i>Documents de la session No. 34</i> ).....	Adresse.	98
52. <i>Témiscouata</i> :—Etat des montants collectés pour coupe de bois, dans le comté de Témiscouata, depuis le 30 juin dernier, jusqu'à cette date, et copie de toute correspondance échangée entre l'agent local des terres de la Couronne, ordonnant des visites du garde forestier, soit pour la saisie ou la vente des dits bois coupés, les montants payés au dit garde forestier pour son salaire tel que pourvu en pareil cas, ainsi qu'à l'agent local, pour ses dépenses de voyages, relativement à ces coupes de bois. ( <i>Documents de la session No. 40</i> ).....	Adresse.	123
53. <i>Terrasse Durham</i> :—Copie d'un ordre de l'Honorable Conseil Privé de la Puissance, en date du 12 février 1871, concernant la propriété de la Terrasse Durham. ( <i>Imprimé, 115.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 21</i> ).....	Adresse.	82
54. <i>Trois-Rivières, Protonotaire</i> :—Pour un état des revenus du bureau du Protonotaire et du Greffier de la Couronne pour le district des Trois-Rivières, pour les années 1875, 1876, 1877 et jusqu'à ce jour ( <i>Imprimé, 115.</i> ) ( <i>Documents de la session No. 32</i> ).....	Adresse.	97
DOW ET CIE., MM. :—Pétition demandant le remboursement de certaines sommes d'argent payées pour licences de brasseries, 36.		

DURHAM TERRACE : Voir Adresses, 17. Documents, 53.

DUSABLÉ JOSEPH :—Pétition demandant du délai pour payer deux lots de terre dans le canton de Chertsey, 62.

EDIFICES PUBLICS :—Voir *Adresses*, 48. *Documents*, 14.

## ELECTIONS :

1. Résolution que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats, etc., 5.

2. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, des élections de 1878, 128. Voir *Documents*, 15.

3. Bill pour amender l'acte électoral de Québec, (M. Martel), 23. Renvoyé au comité spécial. (Voir *infra*, 7), 68.

4. Bill pour amender l'acte électoral de Québec, de 1875 (M. Gagnon), 30. Renvoyé au comité spécial. (Voir *infra*, 7), 68.

5. Bill pour amender l'acte des électeurs de Québec, de 1875, (M. Meikle), 30. Renvoyé au comité spécial. (Voir *infra*, 7), 68.

6. Bill pour amender l'acte électoral de Québec, 1875, (M. Fortin), 81.

7. Comité spécial pour prendre en considération tous les bills pour amender l'acte électoral de Québec, 1875, 65. Bills renvoyés à ce comité, 68. Premier rapport, quorum réduit à cinq membres, 87. Second rapport (bills refondus, en un seul bill), 92. Considéré en comité ; Amendé, 117. Rapporté sur division ; Lu la troisième fois ; Amendé ; Passé, 119.

8. *Trois-Rivières* :—Motion pour la réception des pétitions se plaignant du retour de l'élection d'Arthur Turcotte, écuier ; Objection que la motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que l'objection ne peut être maintenue, 89. Motion principale négative, 90.

Voir *Adresses*, 18, 19. *Documents*, 15, 16, 31.

## ÉMEUTE, QUÉBEC :

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le paiement des volontaires qui ont été appelés à supprimer une émeute à Québec ; signification de la recommandation de Son Excellence ; Débats, 61. Débats repris et ajournés, 67. Débats repris et ajournés de nouveau, 95. Repris ; Amendement rejeté sur division ; Motion principale adoptée ; le comité délibère ; Rapport d'une résolution ; Adoptée, 100.

2. Bill basé sur cette résolution (l'Hon. M. Joly), 100. Lu la deuxième fois sur division et renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté et Passé sur division, 108. Message du Conseil donnant les raisons pour lesquelles il n'est pas prêt à concourir dans le bill, 120. Voir *Adresses*, 76. *Documents*, 45.

EMPLOYÉS PUBLICS :—Voir *Adresses*, 20. *Documents*, 17.

EMPRUNT :—Voir *Adresses*, 21. *Documents*, 18.

EMPRUNT MUNICIPAL :—Voir *Adresses*, 22.

ENTREPRENEURS :—Bill pour prévenir les fraudes des entrepreneurs vis à vis des employés, (M. McShane), 37. Renvoyé au comité spécial. (Voir gages des ouvriers), 68.

ESTIMÉS :—Voir *Documents*, 19.

EXPOSITION, BATISSES DE L' :—Voir *Adresses*, 5. *Documents*, 20.

## GAGES DES OUVRIERS :

1. Pétition demandant l'adoption des mesures pour mieux assurer le paiement des—, 30.

2. Bill pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers, (M. LeCavalier), 8. Renvoyé à un comité spécial, 52. Bill renvoyé à ce comité, 68. Membres ajoutés, 68. Rapport, 96.

3. Pétition en faveur du bill, 96.

GAGNON ANTOINE :—Voir *Adresses*, 23. *Documents*, 21.

GARDES FORESTIERS :—Voir *Adresses*, 24.

GRAINS DE SEMENCES :—Pétitions demandant du délai pour le remboursement des sommes prêtées pour—, 92.

GREFFIER DE LA CHAMBRE —Reçoit du greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats d'élections des membres, 1.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Transmet le rapport des élections générales de 1878, 128.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL :—Motion pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, à l'occasion de sa visite à Québec et de son prochain départ pour l'Angleterre, comité spécial nommé pour préparer la dite adresse ; Rapport ; adresse adoptée et grossoyée. Message envoyé au Conseil Législatif demandant son concours, 29. Message du conseil concourant dans la dite adresse, 35. Réponse de Son Excellence, 35. Voir *Adresses*, *Gouverneur-Général*.

## IMPRESSIONS :

1. Comité permanent nommé, 6, 31. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 42.

2. Documents dont l'impression est ordonnée (sans renvoi au comité des impressions), 66, 115, 119, 130.

INDUSTRIE :—Comité permanent nommé, 5, 31. Premier rapport ; quorum réduit à sept membres, 50.

INSPECTEURS D'ÉCOLES :—Voir *Adresses*, 27. *Documents*, 24.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Adresses*, 27. *Documents*, 24.

ISLES DE LA MADELEINE :—Voir *Adresses*, 22. *Documents*, 25.

ISLE D'ORLÉANS :—Voir *Adresses*, 26. *Documents*, 23.

**J**OLY, L'HON. H. G. :—Voir *Députés*, 6.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—Entrées dans les journaux de la Chambre de la dernière session relatives aux pétitions du comté de Dorchester, demandant de l'aide pour des ponts, lues, 25.

JUDICATURE :—Bill pour compléter la judicature et améliorer le système et la procédure judiciaire en Bas-Canada, (M. Brousseau), 30.

**K**AMOURASKA :—Voir *Adresses*, 28, 29, 30, 31, 32, 33. *Documents*, 26, 27.

KAMOURASKA ; Juges de Paix :—Voir *Adresses*, 34. *Documents*, 25.

**L**AC CHAMPLAIN ET DU ST. LAURENT, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DU :—  
 ✓ Pétition demandant du délai pour la complétion du dit chemin, 10.  
 Rapport de l'avis, 40. Bill (M. Blais), 42ème règle suspendue ; Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 40. Rapporté, 62. Passé, 68.  
 Par le Conseil, 98. S. R., 132, (41-42 Vict., ch. 15.)

LAC ST. JEAN :—Voir *Adresses*, 35.

LANGELIER, L'HON. F. :—Voir *Députés*, 5.

LAPRAIRIE :—Voir *Adresses*, 36. *Documents*, 28.

LÉVIS ET KENNEBEC :—Voir *Adresses*, 39.

#### LICENCES :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte des licences de Québec, 9

2. Bill pour amender l'acte des licences de Québec, 1878 (l'Hon. M. Bachand.)  
 Signification de la recommandation de Son Excellence, 64. Renvoyé à un comité général, 104. Considéré, 168. Amendé ; Rapporté ; Passé, 116. Par le Conseil, 126. S. R. 132, (41-42 Vict., ch. 4.)

3. Bill pour amender l'acte pour amender et refondre l'acte des licences de Québec et ses amendements, (M. Shehyn), 73.

LICENCES POUR COUPE DE BOIS :—Voir *Adresses*, 2. *Documents*, 29.

LISTES ELECTORALES :—Voir *Adresses*, 19. *Documents*, 31.

## LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 4. Jour fixé pour sa prise en considération, 5. Motion pour une adresse à Son Excellence, etc., 5. 22. Voir *Adresses*, 16.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 60, 64, 98, 103.

3. Son discours à la clôture de la session, 132.

4. Il proroge le Parlement, 133.

### *Messages de Son Excellence :*

5. Invite la Chambre à se rendre dans la Salle du Conseil—A l'ouverture de la session, 1. Après l'élection de l'Orateur, 3. A la clôture de la session, 131.

6. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 25.

7. Transmettant les estimés, 26.

Voir *Adresses*, 30. *Documents*, 38.

LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent nommé, 5, 31.

**MAGISTRATS DE DISTRICT** :—Bill pour pourvoir à l'abolition des cours de—, (L'Hon. M. Ross), 27. Lu la 2<sup>ème</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 104. Considéré ; Amendé ; Motion pour la réception du rapport ; Motion en amendement rejetée sur division ; Rapporté ; Lu la 3<sup>ème</sup> fois et Passé, 107. Par le Conseil, 126. S. R. 132, (41-42 Vict., ch. 8.)

**MEMBRES** :—Pétitions demandant que le traitement de l'Orateur ainsi que celui des membres de l'Assemblée Législative et des employés des divers départements, soient diminués, 89, 101, 118, 123, 131.

**MEMBRES, INDEMNITÉ DES** :—Bill concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative, (L'Hon. M. Bachand), 40. Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Lu la 3<sup>ème</sup> fois sur division et Passé, 117. Par le Conseil, 126. S. R. 132, (41-42 Vict., ch. 2.)

**MINES D'OR** :—Voir *Beauce*.

**MONTRÉAL, ECOLE DE MÉDECINE ET DE CHIRURGIE** :—Pétition, demande d'aide, 81.

**MONTRÉAL** :—Voir *Adresses*, 40, 41. *Documents*, 32, 33.

**MONTRÉAL, PORTLAND ET BOSTON, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER** :—Voir *Adresses*, 42. *Documents*, 34.



## ORATEUR :

1. Signification du désir de Son Excellence qu'un Orateur soit élu, 2.
2. Election de l'Hon. Arthur Turcotte, 2. Ses remerciements, 2
3. Adresse à Son Excellence réclamant les droits et privilèges ordinaires ; Réponse de Son Excellence, par l'entremise de l'Honorable Orateur du Conseil Législatif, 3.
4. Fait rapport du discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 4.
5. Informe la Chambre que son adresse a été présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général, 35.
6. Communique le rapport du comité conjoint de la bibliothèque, 39.
7. Met devant la Chambre divers états et rapports, 25, 27.
8. Ajourne la Chambre, vu qu'il n'y a pas de quorum, 74.
9. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 61, 71, 72, 76, 86, 89. (Voir *Questions*).
10. Charge un député de le remplacer temporairement au fauteuil, 29, 32, 38, 53, 71, 86.
11. Appel de la décision de l'Orateur, 7.
12. Présente le bill des subsides, 132.
13. Pétitions demandant que le traitement de l'Orateur ainsi que celui des membres de l'Assemblée Législative et des employés des divers départements soient diminués, 89, 101, 118, 123, 131.

ORDRES EN CONSEIL :—Bill concernant la publication des ordres en conseil, des proclamations et des règlements des départements (M. Würtele), 75. Lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 101. Par le conseil, 123. S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 7.)

## ORDRES DU JOUR :

1. Ordre rescindé, 92.
2. Que les ordres du gouvernement aient la priorité, sur les ordres du jour, pendant le reste de la session, les mercredis exceptés, 87. Devant avoir deux séances par jour, 117.

## ORDRES PERMANENTS :

1. Nominations du comité des ordres permanents, 5, 31.
2. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; Quorum devant être de sept membres, 40.

ORDRES PERMANENTS :—*Suite.*

3. Rapports sur différentes pétitions, 40, 54.

4. Que les avis sont suffisants, 40, 54.

## ORDRES SESSIONNELS :

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 5.

2. Relatif à l'élection des députés en certains cas, 5.

3. Prolongation du temps fixé pour l'introduction des bills privés, 54. Pour la réception des rapports sur iceux, 54. Ordonnant deux séances par jour, 117. Trois séances, 122.

## OTTAWA :

1. Bonus souscrit par Ottawa :—Voir *Adresses* 43, 44. *Documents*, 9, 10.

2. Lots annulés :—Voir *Adresses*, 45. *Documents*, 35.

**P**ANNETON, PHILIPPE ELISÉE :—Voir *Adresses*, 36. *Documents*, 46.

PÉLLETIER CYRIAS :—Voir *Adresses*, 47. *Documents*, 37.

## PÉTITIONS :

1. Entrées dans les journaux relatives à certaines pétitions, lues, 25.

2. Pétition reçue et lue, 27.

3. Pétition renvoyée à un comité spécial, 34.

**PHOSPHATE** :—Motion pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les terrains à phosphate ; Débats ; Ajournés, 71. Repris ; Le comité délibère ; Série de résolutions ; Adoptées, 102. Bill basé sur ces résolutions (l'Hon. M. Langelier), 102. Lu la deuxième fois ; Renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 109. Par le conseil, 126. S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 6).

PITON ET CIMON :—Voir *Adresses*, 48. *Documents*, 14.

POLICE PROVINCIALE :—Voir *Adresses*, 49. *Documents*, 38.

PONTS :—Pétitions demandant de l'aide pour des ponts, savoir :

1. Ste. Marie (Beauce), 101.

2. St. Wenceslas (Nicolet), 122.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Comité permanent nommé, 5, 31. Voir *Députés et Membres*.

PROCESSIONS :—Pétition demandant la passation d'un bill pour prohiber les processions de parti, 10. Bill (M. Taillon), 50. Motion pour seconde lecture ; Débats ; Objection,—Que le bill n'est pas de la juridiction de la Chambre ; M. l'Orateur renvoi l'objection ; Motion pour ajourner les débats, rejetée sur division ; Bill lu la deuxième fois sur division et renvoyé à un comité général, 86. Considéré ; Amendé, 88. Rapporté sur division, 90. Ordre pour troisième lecture, déchargé ; Motion pour qu'il soit de nouveau renvoyé à un comité général ; Rapporté et Passé sur division, 92. Par le Conseil, 108. S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 9).

PUBLICATION DES ORDRES EN CONSEIL :—Voir *Ordres en Conseil*.

QUÉBEC, CORPORATION DE :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 36. Bill (M. Rinfret dit Malouin), 62. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté, 87. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 90. Par le Conseil, 108. Honoraire remboursé, 116. S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 14).

QUÉBEC, ÉMEUTE :—Voir *Émeute, Adresses*, 76. *Documents*, 45.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—Bill pour placer le chemin de fer de—, sous le contrôle du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics ; (L'Hon. M. Joly), 23. Lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général, 33. Considéré ; Amendé, 60. Rapporté ; Adopté ; Passé, 64. Par le Conseil avec amendements ; Considérés et Adoptés, 99. S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 3).

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—Voir *Adresses*, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57. *Documents*, 39, 40, 41, 42, 43, 44.

#### QUESTIONS :

1. Débats sur une question ajournés, 32, 61, 63, 89, 95, 123. Par la levée de la séance à six heures, 74.

2. Amendement à un amendement 7, 16, 71, 72.

3. Remplacée par un amendement, 72.

4. Motions retirées, 89, 110.

5. Objection est faite qu'un amendement à un autre amendement n'est pas dans l'ordre parce qu'il contient des expressions et des principes contenus dans l'amendement proposé, ainsi que dans la motion principale ; M. l'Orateur renvoi l'objection ; Sa décision confirmée par la Chambre, 8.

6. A une résolution des subsides, un amendement est proposé que " cette " Chambre exprime son opinion que la demande de \$30,000 pour les inspecteurs " d'école faite à la Chambre par le gouvernement, est une violation de son " programme politique publié dans toute la Province, etc., ".

Autre amendement au dit amendement " Que ce changement politique " soudain de la part des Honorables membres du gouvernement, mérite la " condamnation de tous ceux qui, dans cette Chambre, ont précédemment voté " pour l'abolition de ces inspecteurs ".

---

---

QUESTIONS :—*Suite.*

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'aucun amendement ne peut être fait à un premier amendement à la question de concours sur les résolutions des subsides.

M. l'Orateur suppléant, décide " que l'amendement est dans l'ordre ", 71.

Le dernier amendement est négativé ; Autres amendements proposés et objectés parcequ'ils tendent à entraver les progrès du comité des subsides ; M. l'Orateur maintient les objections, 72.

7. Un membre déclare qu'il a été chargé de présenter une pétition alléguant certains faits concernant la conduite d'un Honorable membre de cette chambre. Objection est faite que cette manière de procéder n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que la question de privilège ne peut-être soulevée avant que la dite pétition n'ait été présentée régulièrement à la Chambre ; Autre objection, qu'une motion étant déjà livrée à la discussion devant cette Chambre, on ne peut soulever une question de privilège avant la fin des débats sur cette motion ; M. l'Orateur décide : Quant une motion a été présentée régulièrement devant la Chambre (ce qui a été fait dans le cas actuel) je suis d'opinion que les débats sont commencés, 61.

8. Objection (à la seconde lecture du bill pour réprimer les processions de parti) que le sujet de ce bill n'est pas de la juridiction de cette chambre ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 86.

*Questions rejetées ou remplacées :*

9. Motion (en amendement à la question pour que la Chambre se forme en comité des subsides) que cette chambre ré-affirmant sur désir de pratiquer la plus stricte économie dans tout le service public, regrette que contrairement à ce principe, Son Excellence ait été avisé de dissoudre la Législature, contre le vœu de cette dernière ; Débats ; Ajournés, 31. Débats repris ; Amendement négativé, 37.

10. Que cette Chambre concourt avec le comité dans une certaine résolution des subsides ; Remplacé par un amendement, 71.

11. Que (en amendement à la question pour que la Chambre se forme en comité des subsides) cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas affecté un montant plus considérable pour favoriser la colonisation et l'agriculture, 76.

12. Que (en amendement à une résolution des subsides), il soit résolu que le mouvement considérable de colonisation qui se fait sur tous les points de la province etc., requiert une augmentation dans le service des arpentages des terres de la Couronne, 80.

13. Motions en amendement, à la question que la Chambre se forme en comité des subsides, 88.

14. Objection à la motion pour la réception de la pétition se plaignant de l'élection et du retour d'élection d'Arthur Turcotte, écr. ; M. l'Orateur rejette l'objection ; Motion négativée, 89.

15. Que cette Chambre est d'opinion que le bill pour réprimer les processions de parti n'est pas dans les limites de sa juridiction, et de plus, que les dispositions de ce bill ne sont pas de nature à produire l'effet qu'il a en vue, 92.

QUESTIONS :—*Suite.*

16. Que cette Chambre est d'opinion que le salaire du secrétaire privé et aide-de-camp de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur devrait être réduit, et qu'un local moins dispendieux devrait être choisi comme lieu de résidence du Lieutenant-Gouverneur et la propriété de Spencer Wood mise en vente, 93.

17. Que, pour donner suite à l'idée d'économie exprimée par cette Chambre, à l'ouverture de cette session, le salaire de l'Orateur de cette Chambre ne devrait être que de douze cents piastres, 94.

18. Que (en amendement à la question pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une résolution concernant le paiement des volontaires appelés pour supprimer la récente émeute qui a eu lieu en la cité de Québec), cette Chambre ne saurait s'empêcher de blâmer l'action du gouvernement, lorsque ce dernier veut faire porter le fardeau de ces dépenses par la Province, pour exonérer la corporation de Québec, des obligations que la loi lui impose, etc., 107.

19. Que (en amendement à la seconde lecture du bill des subsides) le gouvernement ne possède pas dans cette Chambre la force et l'autorité suffisante pour constituer une administration forte et efficace capable de diriger avec avantage les affaires du pays et protéger ses intérêts, 125.

## RAPPORTS DE CONSEILS, ETC. :—Voir *Documents*, 46.

RAPPORTS MUNICIPAUX :—Voir *Documents*, 47.

RÉGISTRATEURS :—Voir *Adresses*, 58.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—42ème règle suspendue, 40, 44.

### RICHELIEU :

1. Administration de la justice. Voir *Adresses*, 60. *Documents*, 48.

2. Bureau du protonotaire et du greffier de la paix. Voir *Adresses*, 59. *Documents*, 49.

ROY, CHARLES FRANÇOIS :—Voir *Adresses*, 61.

ROY DIT VOISINE, THÉOPHILE :—Voir *Adresses*, 62.

ST. ALBERT DE WARWICK :—Pétition demandant à être détachés de la municipalité de—, et à être annexés à la municipalité de Victoriaville, 30.

ST. DENIS :—Voir *Adresses*, 66.

ST. JOSEPH DE CHAMBLY :—Voir *Adresses*, 67. *Documents*, 7.

ST. ONGE :—Voir *Beauce*.

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant l'administration du serment d'office ; Présenté, 4.

SERVICE CIVIL :—Voir *Adresses*, 63. *Documents*, 50.

SOULANGES :—Voir *Adresses*, 65.

SPRUNGLI :—Voir *Adresses*, 64.

SUBSIDES :

1. Estimés pour l'année courante et l'année financière finissant le 30 juin 1879 ; Renvoyés à ce comité, 26.

2. La Chambre en comité, 27, 38, 44, 52, 63, 75, 97.

3. Résolutions rapportées et adoptées, 31, 53, 54, 63, 69, 79, 97.

4. Résolutions adoptées sur division, 72, 77, 80.

5. Résolutions amendées et adoptées, 70, 72.

6. Motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; Débats ; Ajournés, 87. Débats repris ; Ajournés de nouveau, 89. Repris ; Amendements rejetés sur division ; Motion principale adoptée ; La Chambre en comité ; Résolutions rapportées et adoptées, 96, etc.

7. Ordre pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens, 97. Signification de la recommandation de Son Excellence ; La Chambre en comité ; Rapport d'une résolution ; Adoptée, 98.

8. Motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens pour corriger une erreur dans une certaine résolution ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère ; Résolution rapportée et adoptée, 103.

9. Bill pour accorder à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du ressort du service public, (l'Hon. M. Bachand), 98. Bill retiré, 103. Autre bill (l'Hon. M. Bachand,) 103. Motion pour seconde lecture ; Amendement rejeté sur division ; Lu les deuxième et troisième fois sur division et Passé, 125. Par le Conseil, 131. S. R., 132. (41-48 Vict., ch. 1.)

SUD-EST, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU :—Voir *Adresses*, 68, 69.

TAILLON, L. O. :—Voir *Députés*, 6.

TARTE, J. I. :—Voir *Députés*, 5.

TÉMISCOUATA :—Voir *Adresses*, 70, 71. *Documents*, 51, 52.

TERRASSE DURHAM :—Voir *Adresses*, 17. *Documents*, 53.

TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Adresses*, 72.

**TERRES PUBLIQUES** :—La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente et l'administration des terres publiques ; Le comité délibère, 68. Rapport de plusieurs résolutions ; Adoptées, 69. Bill basé sur ces résolutions, 69. Lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 101. Par le Conseil, 126. S. R., 132. (41-42 Vict., ch. 5).

**TRÉSOR, BUREAU DU** :—Voir *Adresses*, 73. *Documents*, 13.

**TROIS-RIVIÈRES** :

1. Administration de la justice. Voir *Adresses*, 74.

2. Bureau du Protonotaire et du Greffier. Voir *Adresses*, 75. *Documents*, 54.

**TROUPES** :—Pour réprimer l'émeute à Québec. Voir *Emeute*, *Adresses*, 76. *Documents*, 45.

**TURCOTTE, L'HON. A.** :—Voir *Députés*, 4.

**VILLES** :—Voir *Corporations de*—,

**VOIES ET MOYENS** :—Voir *Subsides*, 7, 8.

**VOTES ET DÉLIBÉRATIONS** :—Impression quotidienne des—, 5

**VOLONTAIRES** :—Concernant le payement des volontaires appelés à supprimer une émeute, à Québec. Voir *Emeute, Québec*, *Adresses*, 76. *Documents*, 45.